

1
(N° 159)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 FÉVRIER 1923.

BUDGET DU MINISTÈRE DES SCIENCES ET DES ARTS POUR L'EXERCICE 1923 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. **GOLLIER**.

MESSIEURS,

Au nom de votre Commission, nous avons l'honneur de vous faire rapport sur le budget du Ministère des Sciences et des Arts pour l'exercice 1923.

Les sections, à l'unanimité, ont adopté le projet de budget.

Toutefois, elles ne se sont pas bornées à l'examen des crédits sollicités. Indépendamment des nombreuses demandes d'explications auxquelles donne nécessairement lieu l'examen d'un budget, elles ont émis des vœux et soulevé de nombreux problèmes relatifs à l'enseignement.

Parmi les questions qui ont préoccupé particulièrement les sections et, après elles, votre Commission spéciale, nous retiendrons les suivantes :

L'obligation scolaire, les obligations militaires imposées aux instituteurs, la politique du Gouvernement en matière de constructions scolaires, l'organisation de l'enseignement primaire du 4^e degré, l'emboîtement des divers enseignements, la situation du personnel enseignant.

*
* *

(1) Budget n° 4^{VII}.

(2) Composition de la Commission spéciale :

a) Les Membres de la Commission permanente de l'Intérieur, de l'Enseignement, des Sciences et des Arts : MM. Brunet, président, Amelot, Blavier, Boone, Cocq, Destrée, Doms, Flagey, Gollier, Huysmans, Max, Melckmans, Ramaekers, Rombauts, Siffer et Souplit;

b) Six membres nommés par les Sections : MM. Jourez (L.), Van Hoeck, Marck, Delannoy, Gollier et Ramaekers.

L'obligation scolaire.

Quelle est la situation au point de vue de l'obligation scolaire? Telle est la question dont votre Commission s'est préoccupée logiquement en premier lieu.

Des faits précis allégués par divers membres attestent le grand nombre des infractions à l'obligation scolaire.

Dans certains cas, la responsabilité incombe aux parents, oublieux de l'obligation imposée par l'article premier de la loi du 19 mai 1914, de faire donner à leurs enfants une instruction primaire convenable pendant une période de huit années.

Dans d'autres cas, dont il est permis de regretter la fréquence, ces infractions sont dues à la pénurie des locaux scolaires, à leur exigüité, à leur délabrement, à l'absence de maîtres.

Dans de multiples communes, il n'existe que des écoles à un seul maître, ce qui rend impossible l'organisation du quatrième degré; une circulaire ministérielle du 15 octobre 1921 reconnaît qu'on ne peut réclamer d'un maître unique l'enseignement des quatre degrés.

Nous avons fait une enquête sur l'état de l'organisation du quatrième degré, pendant la dernière année scolaire, dans deux provinces, une province wallonne, la province de Namur, et une province flamande, la Flandre orientale.

Des renseignements officiels, fournis par le Département des Sciences et des Arts, il résulte qu'on comptait dans les trois ressorts d'inspection principale de la province de Namur :

Écoles.		Population.
—		—
Écoles communales	608	27,870
» adoptées	84	4,920
» privées subsidiées.	125	10,405
Total. . .		43,195

Sur ces 817 écoles, 118 seulement étaient dotées d'un 4^e degré que fréquentaient 2,180 élèves, soit 4 p. c. de la population totale.

La situation de la Flandre Orientale est un peu meilleure.

Écoles.		Population.
—		—
Ecoles communales	379	58,685
» adoptées	429	78,153
» privées subsidiées.	125	19,407
Total. . .		156,245

De ces 933 écoles, 355 seulement possèdent un enseignement du 4^e degré

fréquenté par 9.888 élèves, garçons et filles, soit 6 p. c. de la population totale.

Il est à croire que la plupart des autres provinces sont dans une situation analogue.

De ce chef, les infractions à la loi sont fatales. L'enfant de 12 ans ne trouve plus à l'école primaire qu'un enseignement de répétition, revoit des matières vues, il a conscience de perdre son temps et il déserte finalement l'école. L'autorité supérieure défaillante elle-même serait mal venue de se montrer sévère pour les défaillances de l'élève.

Les obligations militaires imposées aux instituteurs sont une autre cause d'infractions. Parfois on peut confier les classes abandonnées, soit à des intérimaires, soit à des institutrices ou à des instituteurs retraités, mais il n'est pas toujours possible de multiplier ces situations provisoires et des écoles restent fermées pendant des semaines.

Si les enfants fréquentent les classes préparatoires des écoles moyennes, l'obligation scolaire reste pour eux lettre morte; le contrôle, en effet, n'a été prévu que pour les écoles primaires.

Pour la première catégorie de cas, où la faute est le fait de l'enfant ou des parents qui, par insouciance ou ignorance de la loi, se soustraient à leurs devoirs, des membres ont signalé les excellents résultats obtenus dans diverses localités par l'intervention du Procureur du Roi et du juge des enfants, autant que par celle de la police, à laquelle le législateur a assigné la mission de conduire ou de faire reconduire à leur école les élèves qu'ils rencontreraient vagabondant dans les rues ou les champs, aux heures de classe.

Quant à la seconde catégorie d'infractions, le Gouvernement lui-même est coupable, c'est à lui qu'il incombe d'organiser des classes en rapport avec le chiffre de la population et de veiller à ce qu'elles soient pourvues des instituteurs nécessaires, des installations matérielles, du mobilier scolaire et de l'outillage didactique.

Nous avons cru utile de demander à l'honorable M. Nolf s'il estime les résultats satisfaisants et de nous faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour prévenir les infractions.

Nous avons reçu de M. le Ministre la réponse suivante :

« L'obligation scolaire, renforcée par la loi du 18 octobre 1921, donne de bons résultats. Les échos qui me parviennent de partout sont nettement optimistes. J'ai demandé aux inspecteurs un rapport sur la question. Leur travail ne me parviendra pas avant quelques jours; j'aurai l'occasion d'en exposer la synthèse lors de la discussion du budget de mon département.

» Le renforcement des sanctions, les amendes très élevées, prévues par les employeurs de la main-d'œuvre d'enfants encore soumis à l'obligation scolaire, ont produit d'heureux résultats. Mais c'est surtout l'effet moral de l'intervention du Procureur du Roi et du Juge des Enfants, de même que la surveillance exercée par la police sur les élèves vagabondant dans les rues pendant les heures de classe, qui ont agi efficacement en faveur d'une fréquentation scolaire régulière. »

Le tableau ci-contre résume la situation de l'enseignement primaire au 15 janvier 1922.

A. Enseignement primaire. — Situation au 1^{er} janvier 1922.

Écoles primaires.

	Nombre des écoles.	Nombre des classes.	POPULATION			PERSONNEL ENSEIGNANT				
			Garçons.	Filles.	Total.	Laïcs.		Religieux.		Total.
						Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	
Ecoles communales	4,913	14,435	328,844	186,977	515,821	8,955	6,854	9	566	16,384
Ecoles adoptées	1,784	6,743	36,946	191,712	228,658	1,342	1,437	385	3,801	6,965
Ecoles privées adoptées	1,376	5,105	64,600	96,347	160,947	1,071	1,789	571	2,106	5,537
Totaux	8,073	26,283	430,390	475,036	905,426	11,368	10,080	965	6,473	28,886

Ecoles gardiennes.

Ecoles communales	1,136	1,903	23,847	22,959	46,806	1,936		165		2,101
Ecoles adoptées	798	1,354	21,651	23,032	44,683	184		1,184		1,368
Ecoles privées subsidiées	1,488	2,139	32,391	34,849	67,240	397		1,768		2,165
Totaux	3,422	5,396	77,889	80,840	158,729	2,517		3,117		5,634

Le tableau ci-dessous permet de se rendre compte du développement de l'enseignement primaire de 1912 à 1922.

Nombre des classes primaires :

	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921
<i>Pour garçons :</i>										
Ecoles communales.	4,816	4,934	4,939	»	»	»	5,226	5,538	5,676	5,944
Ecoles adoptées.	1,224	1,232	1,248	»	»	»	1,380	1,383	1,451	1,562
Ecoles privées subsidiées . . .	1,447	1,539	1,562	»	»	»	1,418	1,895	1,963	1,796
<i>Pour filles :</i>										
Ecoles communales.	4,223	4,320	4,349	»	»	»	4,628	4,782	4,917	5,006
Ecoles adoptées.	2,687	2,711	2,736	»	»	»	3,007	3,152	3,527	3,494
Ecoles privées subsidiées . . .	2,433	2,576	2,644	»	»	»	2,946	2,970	2,947	2,738
<i>Écoles mixtes :</i>										
Ecoles communales.	3,447	3,438	3,438	»	»	»	3,192	3,253	3,430	3,585
Ecoles adoptées.	930	962	942	»	»	»	870	1,056	1,010	723
Ecoles privées subsidiées . . .	673	671	682	»	»	»	691	746	673	603

* * *

A la question de l'obligation scolaire est intimement liée, on vient de le voir, la question des constructions scolaires, du mobilier et du matériel didactique.

De nombreux membres ont critiqué la politique suivie en la matière, par le Gouvernement.

Dans bien des communes, les enfants sont encore entassés dans des écoles mal aérées, mal entretenues; beaucoup de classes sont surpeuplées, le mobilier scolaire est incomplet.

On en pourrait citer pas mal d'exemples qui n'ont pas manqué d'être signalés au Gouvernement.

Cette grande misère des écoles de Belgique s'accroît avec le temps. Nous l'avions signalée dans notre précédent rapport. Force nous est de constater qu'elle n'a fait que s'aggraver depuis.

Le Gouvernement reconnaît du reste, la gravité de la situation.

Pendant l'année 1921, lisons-nous aux Développements du projet de budget, « le nombre des classes primaires et gardiennes communales s'est encore accru de 600 unités.

Ces classes sont établies, pour la plupart, dans des salles de fortune en attendant la construction de nouveaux locaux.

Un grand nombre d'écoles sont encore surpeuplées et faute d'installations, on ne peut les dégager. »

Plus lamentable encore est la situation dans les régions dévastées.

En 1914, l'organisation scolaire de la plupart des communes rurales était bien insuffisante déjà.

L'instauration de l'obligation scolaire, du quatrième degré, de l'inspection médicale allait multiplier les nécessités. La guerre éclata. Des écoles furent ravagées, détruites. Elles doivent être rétablies aujourd'hui par l'office des Réparations, selon l'importance qu'elles avaient en 1914.

Or, les communes dévastées ne peuvent supporter les frais des extensions indispensables. Le Gouvernement a donc décidé, dès 1920, de prendre ces frais à sa charge quand il s'agit de communes adoptées. Cette résolution s'imposait d'une façon inéluctable.

Le relevé ci-après donne la situation des engagements actuels.

Montant des soumissions pour reconstructions d'écoles	fr.	15.398,534
Montant des indemnités pour dommages de guerre		8,807,185
Reste	fr.	6,591,349
Part approximative des provinces	fr.	500.000
Resterait donc à charge du Département des Sciences et des Arts	fr.	6,091,349

Quelles sont les mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à la détresse de l'enseignement ?

L'article 141 prévoit un crédit de 93,000 francs pour la construction, les frais d'ameublement et d'acquisition du matériel didactique des écoles moyennes du pays, tant des régions dévastées que des autres.

Ce crédit a paru à votre Commission tout à fait insuffisant et inférieur aux prévisions de dépenses.

Interrogé sur ce point, l'honorable M. Nolf a répondu : « Une somme de 93,000 francs est inscrite au budget de l'exercice 1923, à l'article 141. Ce crédit destiné à subsidier les acquisitions de mobilier scolaire et de matériel didactique destinés aux établissements d'enseignement moyen de l'État suffira aux besoins de l'exercice 1923. Toutefois des propositions nouvelles devront être faites en ce qui concerne notamment la reconstruction des écoles moyennes de l'État dans les régions dévastées, le crédit prévu pour 1922 n'a pu être engagé qu'en partie par suite de retard dans les travaux »,

Le Gouvernement reconnaît donc l'insuffisance du crédit demandé.

L'article 142 prévoit un crédit de 3,000,000 de francs pour l'enseignement primaire, construction, ameublement, etc., de maisons d'écoles et de baraquements scolaires.

Que les travaux prévus doivent entraîner une dépense plus considérable est d'une évidence fulgurante.

Le Gouvernement reconnaît encore une fois aux Développements que nombre de classes sont établies dans des locaux de fortune, que d'autres sont toujours surpeuplées, que les quatrième degrés sont en pleine organi-

sation, que ce développement exige des installations importantes, des bâtiments et du matériel ; d'autre part, il annonce à l'article 73, son intention de créer mille classes nouvelles, et, comme conséquence, il diminue le crédit prévu l'an dernier de 4,000,000 de francs.

Nous avons demandé à M. le Ministre si, contrairement à notre opinion il estimait suffisant le crédit demandé. L'honorable M. Nolf nous a fait parvenir la réponse suivante qui ne peut que confirmer notre sentiment.

» Il n'est guère possible de répondre d'une façon précise en ce qui concerne cet article. Mais si le Gouvernement doit intervenir en 1923 dans le coût des travaux exécutés, des travaux en voie d'exécution et des travaux approuvés à l'heure actuelle, le crédit sera insuffisant. »

A une question semblable que nous lui avons adressée au sujet de l'article 147 qui fixe à 1,500,000 francs la part d'intervention de l'Etat dans les réparations des bâtiments d'écoles des régions dévastées, le Gouvernement nous a fait parvenir une réponse analogue.

« Même observation qu'en ce qui concerne l'article 142. L'intervention du Département est égale à la différence entre le montant de la dépense totale à résulter de la reconstruction des écoles et le montant des indemnités pour dommages de guerre.

Si le subsidé du Département des Sciences et des Arts est complètement exigible en 1923, pour les écoles dont la reconstruction est ou va être entreprise, le crédit prévu ne permettra pas de faire face à la situation. »

Encore une fois le Gouvernement reconnaît donc l'insuffisance du crédit sollicité.

Nous ne pouvons pas ne pas attirer l'attention de la Chambre sur la gravité des conséquences qui doivent fatalement résulter d'une intervention insuffisante de l'Etat dans la grande œuvre de la reconstruction scolaire du pays.

M. le Ministre nous dit que les crédits inscrits au budget de son Département seront insuffisants, si le Gouvernement doit intervenir dans le coût des travaux en voie d'exécution et des travaux déjà approuvés.

Personne ne doutera que le sentiment de M. le Ministre s'accorde au fond avec le nôtre quand nous affirmons la nécessité inéluctable de cette intervention.

Et puisque le Gouvernement reconnaît que dans ses évaluations il est resté « en dessous des réalités », votre Commission ne peut que le convier à modifier ses estimations et à les égaler aux réalités.

*
* * *

Cependant, nous nous en voudrions de perdre de vue l'état des finances publiques. Autant que quiconque, nous sommes convaincus de la nécessité urgente des économies, mais il y a dépenses et dépenses.

Il en est qui s'imposent sans conteste à un peuple soucieux de l'avenir. Ne convient-il pas, avant tout, de conserver intact et d'accroître dans les mesures du possible le capital intellectuel de la nation, ses véritables forces vitales dont il a besoin plus que jamais ?

Mais à côté de ces dépenses urgentes et nécessaires, il en est d'autres parfaitement inutiles ou susceptibles de délais.

M. Pecher, l'honorable rapporteur du budget des recettes et dépenses extraordinaires, en a signalé quelques-unes à la Chambre, en juin dernier. Il rappelait que l'école normale de Liège coûtera 5,770,000 francs, celle de Blankenberghe 5 millions; les autres chiffres sont à l'avenant. Les architectes tirent de ces entreprises des profits exagérés; pour l'école de Blankenberghe, 8 p. c.; pour celle de Liège, 5 p. c.; pour les locaux et le jardin de celle de Verviers 5 p. c.; pour le mobilier 10 p. c. On a dit également qu'à Liège l'établissement d'un bassin de natation avait coûté un million, dont 50,000 fr. pour l'architecte.

Ce sont là dépenses inutiles et incompréhensibles.

Pourquoi l'Etat a-t-il recours à des architectes privés alors qu'il dispose de tout un personnel technique, dont la compétence n'est mise en doute par personne.

Le Département des Travaux Publics compte de multiples architectes et de très nombreux ingénieurs, véritable corps d'élite. Pourquoi ne pas faire appel à leurs services? Pourquoi ne pas leur confier les constructions scolaires?

Le recours à ces fonctionnaires semble s'imposer d'autant plus que, l'Etat ayant suspendu ou ralenti considérablement l'exécution des grands travaux, ses architectes et ses ingénieurs ont des loisirs qu'ils ne demandent pas mieux, on ne peut en douter, de consacrer à la chose publique.

Nous sommes convaincus que cette politique permettrait au Gouvernement de réaliser de très sérieuses économies.

Nous avons demandé au Gouvernement de nous faire connaître les honoraires payés par le Département des Sciences et des Arts depuis 1919 jusqu'à cette date, aux architectes tant officiels que privés, pour la reconstruction des bâtiments scolaires.

L'honorable M. Nolf nous a transmis une note dont nous extrayons les renseignements suivants :

« Sommes payées pour travaux exécutés ou en voie d'exécution. »

Ecole normale	Architecte	Montant	P. c.
—	—	—	—
Lierre	Keyaerts	273,521.50	5 p. c.
Nivelles	Tondeur	365,919.90	5 p. c.
Arlon	Creten	210,000.00	5 1/2 p. c.
Verviers	Martin	52,730.00	5 et 10 p. c.
	Galoppin	14,784.35	5 p. c.
Blankenberghe	Vincke	144,000.00	8 p. c.

Conformément à une décision du Conseil des Ministres, les services de construction des écoles normales sont rattachés au Département des Travaux Publics. »

De nombreux membres ont attiré l'attention de votre Commission sur le trouble profond jeté dans les écoles par suite des obligations militaires imposées au personnel enseignant.

L'an dernier déjà, nous avons demandé au Gouvernement s'il n'estimait pas devoir prendre des mesures pour remédier à cette situation.

Dans sa réponse, l'honorable prédécesseur de M. Nolf reconnaissait qu'en effet la mobilisation d'un grand nombre de jeunes instituteurs jetait le désarroi dans les écoles, d'autant plus que cette mobilisation coïncide avec une pénurie très forte du personnel masculin et avec la création d'un grand nombre de classes nouvelles.

De multiples faits cités par nos collègues il résulte que cette situation, loin de s'améliorer, empire au point que, si le Gouvernement n'agit pas au plus tôt, notre enseignement primaire sera menacé de déchéance.

Il ne s'agit pas, bien entendu, d'en revenir au régime ancien qui dispensait les instituteurs du service militaire en temps de paix.

Depuis l'instauration du service personnel, les instituteurs eux-mêmes, unanimement, réclament l'honneur de servir et se considéreraient comme diminués, si la loi leur imposait le bénéfice de l'exemption totale.

Que les instituteurs soient soumis comme les autres citoyens à l'obligation militaire, qu'ils soient fiers de servir comme les autres, qu'ils revendiquent comme un droit ce devoir, là n'est pas la question.

La question qui se pose, la voici : Comment convient-il, dans l'intérêt du pays, d'organiser le service militaire imposé aux instituteurs ?

Deux considérations générales sont à envisager.

a) Le service militaire des instituteurs ne les empêchera-t-il pas de remplir leur mission d'éducateurs de l'enfance belge ?

b) Quel est le genre de service militaire à imposer aux instituteurs de façon que ce service soit le plus profitable au pays ?

*
* * *

Dans la situation présente, la première question appelle une réponse formellement affirmative.

L'obligation, pour les jeunes instituteurs d'accomplir leur service militaire à la caserne enlève à l'enseignement primaire un grand nombre de diplômés et oblige les communes et les comités scolaires à réunir, sous la conduite d'un seul maître, des 70 et des 80 élèves, et même, dans certains cas, à fermer des écoles et à laisser des enfants vagabonder, malgré la loi sur l'instruction obligatoire.

Dans certaines écoles de garçons, on doit confier les classes inférieures à des institutrices et même la direction de l'école quand elle ne comporte qu'une classe. Des adolescents de 12, 13 et 14 ans obligatoirement élevés par des institutrices primaires, voire même par des institutrices gardiennes, c'est là un fait profondément regrettable.

Et voici qu'une récente circulaire ministérielle vient de régler les conditions dans lesquelles les instituteurs retraités seront admis à reprendre leurs fonctions. Le pays confie ce qu'il a de plus cher à des hommes fatigués par

un long travail, mis déjà à la retraite, considérés à un moment donné comme inaptes à remplir les dures fonctions d'éducateur.

Au 31 décembre 1921, il y avait déjà 419 institutrices dans les écoles communales de garçons.

Il ne nous a pas été possible de nous procurer des renseignements précis au sujet des instituteurs retraités ayant repris du service dans les écoles communales.

Interrogé sur ce point par un de nos collègues, M. le Ministre a donné la réponse suivante :

« Je ne saurais répondre, parce que la recherche de ce nombre empêcherait la bonne marche de mes bureaux. »

La question est tellement importante que l'honorable M. Nolf aura à cœur, nous n'en doutons pas, de fournir à la Chambre, lors de la discussion du budget, les précisions nécessaires.

Et si telle est la situation aujourd'hui, qu'advient-il lorsque les quatrièmes degrés seront organisés ?

Et comment les organiser, comme la loi l'exige, si l'enseignement primaire n'est pas même assuré aux trois premiers degrés ?

Où trouvera-t-on les instituteurs pour les 1,000 classes nouvelles que le Gouvernement compte créer ?

Et, coïncidence très malheureuse, alors que l'enseignement n'a jamais eu un tel besoin de personnel, le nombre des instituteurs diminue sensiblement, comme en fait foi le tableau suivant.

Nombre de diplômes délivrés par les écoles normales de garçons.

	1921.	1922.
Écoles normales de l'État	120	83
— — agréées provinciales . . .	59	61
— — — communales	91	92
— — — privées	391	373
Total	661	611

Les jurys centraux semblent se montrer plus exigeants ou serait-ce que la valeur des candidats diminue ?

Alors qu'ils ont délivré en 1919 :

221 diplômes d'instituteurs,

323 — d'institutrices ;

en 1922, ils n'ont délivré que :

43 diplômes d'instituteurs,

66 — d'institutrices.

De tous ces faits, il n'est pas possible de ne pas conclure que le régime militaire actuel, en ce qui regarde les instituteurs, est à condamner.

C'est là le sentiment unanime de votre Commission.

Retirer nos trop rares instituteurs des écoles pour les envoyer à la caserne

est un mauvais calcul dont le pays fait les frais ; les enfants qui ne reçoivent à présent qu'un enseignement primaire incomplet et defectueux seront plus tard de très médiocres soldats et des citoyens qui ne réaliseront pas toutes leurs possibilités.

Des membres ont encore invoqué l'opinion d'un pédagogue éminent, M. de Paeuw, directeur général de l'enseignement primaire, qui dans une étude toute récente, déclare qu'il est inutile et nuisible que les instituteurs passent par le régiment en qualité de simples soldats. Beaucoup d'entre eux, attirés par les avantages de la carrière d'officier, infiniment supérieurs à ceux de leur humble profession, subiraient sans la moindre difficulté les examens de la sous-lieutenance et resteraient à l'armée. La perte de ces éléments aggraverait encore la crise d'instituteurs dont nous sommes menacés.

Au régime actuel il importe donc, pour le bien général, d'en substituer un autre.

Lequel ?

Votre Commission est convaincue que les matières du programme concernant l'instruction du milicien pourraient être incorporées aisément au programme des écoles normales.

A la sortie de l'école normale, les élèves complèteraient leur formation par un séjour de deux mois — août et septembre — dans un centre d'instruction militaire. De cette façon il serait loisible aux instituteurs de prendre immédiatement et définitivement du service dans nos établissements d'instruction et les inconvénients que l'on signale aujourd'hui de toutes parts et qui résultent de l'appel sous les drapeaux de nombreux membres du personnel enseignant déjà en fonctions, seraient supprimés.

Le programme des écoles normales est actuellement soumis à revision ; il serait donc temps encore, si une entente pouvait s'établir entre le Département des Sciences et des Arts et celui de la Défense Nationale, de modifier le programme de gymnastique de façon à y incorporer les exercices de l'école du milicien.

L'instruction militaire des normalistes serait confiée aux professeurs de gymnastique ; pour le cas où ceux-ci ne possèderaient pas les connaissances nécessaires, il suffirait, semble-t-il, d'organiser à l'intention des intéressés, comme il arrive pour de nombreuses branches du programme, un cours normal temporaire de vacances qui serait fait par des instructeurs de l'armée. Au bout d'une année, tous les professeurs des écoles normales seraient en état, à n'en pas douter, d'enseigner en même temps que le programme des écoles normales, le programme de l'école du milicien.

Le Département des Sciences et des Arts étudie aussi en ce moment la réorganisation des divers examens spéciaux conduisant au professorat dans les écoles normales, notamment au professorat de gymnastique. Si la réforme était décidée, il pourrait en être tenu compte dans l'élaboration du programme de l'examen.

Comme le fait encore très judicieusement remarquer M. de Pauw, « la question de la gymnastique à l'école primaire serait résolue. Les maîtres préparés eux-mêmes par deux ans d'exercices corporels journaliers seraient

capables non seulement de donner à leurs jeunes élèves d'excellentes leçons d'une saine gymnastique fortifiant les corps et assouplissant les muscles, mais ils leur inspireraient le goût des exercices physiques et des sports, et ils seraient tout désigné pour entreprendre la préparation prérégimentaire des adolescents. Ceux-ci arriveraient à l'armée admirablement aptes à recevoir la formation militaire.

Dans les écoles moyennes, le cours d'éducation physique serait confié aux régents eux-mêmes, qui auraient accompli leur service militaire dans les mêmes conditions que leurs collègues de l'enseignement primaire.

Ainsi la gymnastique se répandrait par l'armée et pour l'armée par les écoles. »

Votre Commission suggère l'institution d'une Commission spéciale groupant des délégués du Ministère de la Défense Nationale et du Ministère des Sciences et des Arts.

Pour répondre à un vœu de nos collègues, nous avons posé au Gouvernement la question suivante :

Les obligations militaires imposées aux instituteurs jettent les écoles dans un profond désarroi.

Sans solliciter un régime de faveur dont les intéressés ne voudraient du reste pas, ne conviendrait-il pas de déterminer les modalités du service militaire de façon à ce que les instituteurs puissent continuer à remplir leur mission d'éducateur de la jeunesse ?

L'honorable M. Nolf nous a fait parvenir la réponse suivante :

« La question soulevée a fait l'objet d'un échange de vues entre le Département et le Ministère de la Défense Nationale.

Il est apparu que malgré les sursis d'appel accordés à de nombreux instituteurs, l'application de la loi de milice actuelle jette un certain désarroi dans l'organisation de l'enseignement.

M. le Ministre de la Défense Nationale se montre disposé à examiner toute suggestion qui n'aurait pas pour effet d'exempter les instituteurs du service actif.

Je me rallie à l'institution d'une Commission spéciale groupant des délégués du Ministère de la Défense Nationale et du Ministère des Sciences et des Arts ».

*
* *

Plusieurs de nos collègues ont exprimé le désir de connaître exactement le nombre des membres du personnel enseignant dans les écoles primaires.

Nous avons posé une question à ce sujet à M. le Ministre qui nous a fait parvenir les renseignements ci-dessous.

Nombre des membres du personnel enseignant dans les écoles primaires ?

	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921	1922
<i>Écoles communales :</i>											
Instituteurs	7518	7624	7600	»	»	»	7964	8284	8612	9022	»
Institutrices	4941	5213	5234	»	»	»	5654	5881	6101	7445	»
<i>Écoles adoptées :</i>											
Instituteurs	1267	1279	1278	Années de guerre.			1388	1425	1453	1743	»
Institutrices	3721	3769	3799				4050	4357	4789	5456	»
<i>Écoles privées subsidiées :</i>											
Instituteurs	1363	1443	1462	Renseignements incomplets.			1677	1794	1876	1645	»
Institutrices	3410	3587	3746				3984	4121	4046	3899	»

L'administration ne possède pas de renseignements en ce qui concerne les écoles entièrement libres.

Nombre de diplômes délivrés aux années indiquées ;

	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921	1922
<i>Écoles Normales de l'État.</i>											
Instituteurs	117	133	148	109	115	110	115	115	142	120	83
Institutrices	124	123	162	111	118	40	50	128	133	152	149
<i>Écoles Normales provinc.</i>											
Instituteurs	14	5	10	24	42	44	30	72	47	59	61
Institutrices	»	»	»	»	11	37	33	25	75	55	61
<i>Écoles Normales commun .</i>											
Instituteurs	26	28	77	60	69	75	67	81	78	91	92
Institutrices	31	34	78	75	83	91	85	120	127	102	120
<i>Écoles Normales privées.</i>											
Instituteurs	224	265	280	192	245	255	276	372	378	391	375
Institutrices	426	423	486	446	471	489	428	595	652	682	600
<i>Jury Central</i>											
Instituteurs	46	99	(1)	120	80	164	104	221	2)	34	43
Institutrices	220	228		351	159	203	223	323		162	66
Total des Instituteurs . . .	427	530	485	505	551	648	592	861	645	695	654
Total des Institutrices . .	861	808	726	983	842	860	819	1191	987	1153	996
Total général	1328	1338	1211	1488	1393	1508	1411	2052	1632	1848	1650

(1) Opérations des jurys suspendues par suite des événements de guerre.

(2) Il n'a pas été délivré de diplômes définitifs, les dispositions de l'article 24 de la loi organique prescrivant deux épreuves à un an d'intervalle, entrant en vigueur.

Nombre des diplômes délivrés de 1912 à 1922 dans les écoles normales

de l'État.	Instituteurs	1277	Institutrices	1290
provinciales.	»	408	»	297
communales.	»	744	»	946
privées	»	3253	»	5698
Jury central,	»	911	»	1935
Total.	»	6593	»	10,166 en tout : 16.759 diplômes

Ces chiffres appellent quelques observations que nous croyons utile de communiquer à la Chambre.

1° Total des nouveaux diplômés en :

	1919	1920	1921
État	145	142	120
Provinces	72	47	59
Communes	81	78	91
Libres	572	578	591
Jurys centraux	221	—	54
	861	643	695

2° Nombre des membres du personnel enseignant dans les classes primaires de garçons en :

	1918	1919	1920	1921
A. Communales.	7,964	8,284	8,612	9,022
B. Adoptées	1,588	1,425	1,455	1,743
C. Subsidiées	1,677	1,794	1,876	1,645
D. Libres.	?	?	?	?
	11,029	11,503	11,941	12,410

3° Nombre des membres du personnel quittant chaque année l'enseignement pour des causes diverses :

Si l'on admet une perte annuelle de 5 p. c. (chiffre fourni par les statistiques) on a pour :

	1918	1919	1920	1921
une perte de	551	575	597	620

4° Nombre de postes nouveaux créés chaque année (le nombre des classes a augmenté d'année en année) :

1918	474
1919	11,503 — 11,029 = 474
1920	11,941 — 11,503 = 438
1921	12,410 — 11,941 = 469

5° Total des pertes annuelles et des postes nouveaux :

L'augmentation du nombre des classes et la perte annuelle ont demandé un contingent de nouveaux instituteurs de :

Pour 1918	474 + 551 = 1,025
— 1919	474 + 575 = 1,049
— 1920	438 + 597 = 1,035
— 1921	469 + 620 = 1,089

6° Comparaison entre les besoins de l'enseignement et le total des nouveaux instituteurs pour les quatre dernières années écoulées :

Ainsi donc les besoins de l'enseignement primaire réclament :

				Nouveaux diplômés
En 1918 —	1,025	instituteurs; et le conting. des nouv. dipl. est de	861	
— 1919 —	1,049	— — — —	645	
— 1920 —	1,035	— — — —	695	
— 1921 —	1,089	— — — —	654	
Au total, pour	4,198	places à conférer, il y a	2,855	

Soit une insuffisance de $4,198 - 2,855 = 1,343$ instituteurs.

7° Cette différence est au-dessous de la réalité.

Dans ce calcul ne figurent pas les besoins de l'enseignement totalement libre, enseignement que l'Etat ne connaît pas, mais qui néanmoins absorbe une partie du contingent des nouveaux instituteurs.

Les charges militaires ont augmenté cette insuffisance d'instituteurs par l'enlèvement de tout un contingent annuel.

8° Moyens employés pour remédier à cette situation.

Pour parer à cette insuffisance, voici les moyens auxquels on a dû recourir:

- 1° Emploi d'institutrices primaires et d'institutrices gardiennes dans les écoles de garçons;
- 2° Emploi d'instituteurs retraités;
- 3° Fusion de deux classes en une;
- 4° Suppression de directions d'école;
- 5° Fermeture d'écoles.

Et le Gouvernement se propose de créer cette année (v. article 73 du projet de budget) mille classes nouvelles.

*
* * *

Votre Commission s'est préoccupée tout particulièrement du plan général de réforme de l'enseignement élaboré par le Conseil supérieur de l'Instruction publique.

Cette question, d'une importance capitale, puisqu'il ne s'agit de rien moins que d'une refonte de notre enseignement, avait retenu l'an dernier déjà notre attention et nous avions demandé au Gouvernement de soumettre au plus tôt le plan dont il s'agit à l'examen des divers conseils de perfectionnement.

Une Commission mixte comprenant des membres du Conseil supérieur de l'Instruction publique et des Conseils de perfectionnement s'est mise à l'œuvre. Elle a étudié la liaison entre les enseignements primaire et moyen, qui est à la base de la réforme générale et qui comporterait éventuellement « la suppression dans l'enseignement moyen, de tout ce qui est légalement primaire ». Ses travaux n'ont pas encore abouti à une conclusion.

La période de gestation de l'étude administrative de la question s'allonge, difficile et laborieuse.

Votre Commission, après avoir pris connaissance des débats de la Commission mixte et des Conseils de perfectionnement s'est convaincue de l'impossibilité d'aboutir par cette voie et elle renouvelle au Gouvernement son désir de voir le Parlement saisi du plan général de réforme du C. S. de l'I. P.

En effet, deux conceptions inconciliables se heurtent au sein des organismes chargés d'étudier le problème.

Il a semblé à votre Commission qu'il était de son devoir sinon de trancher la controverse, du moins d'indiquer les directives de sa propre pensée.

Le plan général de réforme de l'enseignement du C. S. de l'I. P. contient un avant-projet réglant la filiation, l'unification, la coordination des divers enseignements généraux et spéciaux.

Cet avant-projet se résume dans les propositions suivantes qui ont été soumises aux divers conseils de perfectionnement :

1. Que les quatre degrés de l'enseignement primaire constituent pour les filles comme pour les garçons le point de départ de l'enseignement moyen et de l'enseignement technique ;

2. Qu'en conséquence le programme des sections préparatoires de l'enseignement moyen (écoles moyennes, athénées et collèges) soit le même que celui des deux degrés correspondants de l'enseignement primaire ;

3. Qu'en conséquence encore le programme de 7^e, 6^e et 5^e des humanités actuelles corresponde aux trois dernières années de l'enseignement primaire réorganisé ;

4. Que les études d'humanités anciennes et modernes se superposent sur un enseignement primaire d'une durée de huit ans, aient une durée de cinq ans, une rhétorique supérieure venant s'ajouter aux classes actuelles ;

5. Que les études des écoles moyennes, superposées à l'enseignement primaire, de garçons et de filles, aient une durée de deux ans, le programme étant mis en concordance avec celui des humanités modernes, de telle sorte que les élèves puissent à la sortie de l'école moyenne entrer, s'ils le désirent, dans la classe immédiatement supérieure, à la section des humanités modernes.

Ce plan de réforme soulève, comme on le voit, trois questions relatives, la première au début des études, la deuxième à la fin des études, la troisième à la réforme intérieure de l'enseignement moyen.

De ces trois questions nous n'examinerons ici que les deux premières.

A en croire l'auteur du remarquable rapport transmis au Ministre des Sciences et des Arts sur le projet de programme, de nombreuses raisons, plus péremptoires les unes que les autres, militent en faveur de l'emboîtement de l'enseignement moyen avec le quatrième degré.

Tous les enfants sont soumis à l'obligation scolaire de 6 à 14 ans. Ils ont droit au même enseignement. Les uns, après le quatrième degré, passeraient à l'école technique rendue à bref délai obligatoire. Les autres, les mieux dotés, obliqueraient vers l'enseignement moyen.

L'égalité du point de départ se réaliserait ainsi. L'accès aux études

moyennes serait assuré pour beaucoup d'enfants qui, sous le régime actuel, sont privés, assure-t-on, de cette facilité.

En effet, les obliger à fréquenter les classes préparatoires des athénées et des collèges, c'est, à raison de la distance, de la cherté des moyens de communication, de l'enchérissement du coût de la vie, pratiquement leur fermer la porte de l'enseignement moyen. D'ailleurs, ces sections préparatoires continueraient à subsister, mais avec un programme identique à celui des divers degrés correspondants de l'enseignement primaire.

L'existence de deux espèces d'écoles primaires, l'une pour les fils du peuple, l'autre pour les enfants de la bourgeoisie, est injustifiable.

« Tous les enfants n'ont-ils pas droit à l'éducation primaire la meilleure? »

Maintenir le régime actuel, c'est mettre, en outre, l'enfant et les parents dans la nécessité de résoudre prématurément un problème d'une importance capitale, le choix définitif d'une carrière.

Comment veut-on qu'un enfant de dix à douze ans puisse avec conscience pénétrer ses dispositions, préjuger de ses aptitudes, reconnaître sa vocation?

Logiquement le programme des 7^e, 6^e et 5^e des humanités devrait correspondre aux trois dernières années de l'enseignement primaire réorganisé.

Cette réforme aboutirait à réaliser ou à renforcer l'unité sociale du pays, plus nécessaire que jamais.

Comment du reste espérer réaliser cette cohésion, former l'esprit public, sans un enseignement unique, identique pour tous.

Pour former un esprit au début, il n'y a qu'un programme. « De même qu'il n'y a qu'une seule gymnastique pour la formation du corps, il n'y en a qu'une pour celle de l'esprit. Toute bifurcation qui parquerait une partie des élèves dans le compartiment professionnel et en introduirait une autre dans le sanctuaire des humanités doit être considérée comme attentatoire à la dignité des jeunes esprits. Sous peine d'être un vain mot, l'égalité au point de départ donne droit à tous les enfants à la formation la meilleure ». Et l'éminent rapporteur de conclure que :

Sous peine d'aboutir au privilège, parfois à l'injustice et souvent à l'incohérence, l'enseignement moyen et l'enseignement technique doivent être édifiés sur l'école primaire nouvelle avec ses quatre degrés.

* .

Nous ne pouvons que nous rallier à la proposition du C. S. de l'I. P. de considérer le quatrième degré de l'enseignement primaire comme constituant le point de départ de l'enseignement technique.

Le quatrième degré a comblé une très grave lacune de notre enseignement primaire. Jusqu'à la veille de la guerre, celui-ci ne comportait, on le sait, que trois degrés, formant six années d'études. Entré à l'école à l'âge de 6 ans, l'enfant en sortait généralement à 12 ans.

A cet âge, le fils de l'ouvrier qui désirait embrasser une profession manuelle se trouvait dans une situation très malheureuse, dont l'exposé des motifs de la loi qui a organisé le quatrième degré primaire a parfaitement

mis en lumière la détresse imméritée. Ou bien il continuait à fréquenter l'école primaire, pour ne plus recevoir qu'un enseignement de répétition. Ou bien il passait dans un cours professionnel pour être aussitôt absorbé, sans une préparation adéquate, par la spécialisation. Enfin, si, dès cet âge précoce, il se dirigeait vers l'apprentissage et le travail, il n'acquerrait le plus souvent, de son métier, qu'une connaissance imparfaite, enfermée dans une routine étroite, pour devenir, en fin de compte, un ouvrier médiocre ou un artisan incomplet.

Cet état de choses nuisait à la fois aux intérêts de l'enfant et aux intérêts de la collectivité. Était-il même concevable sous un régime de démocratie, dont la finalité essentielle est de permettre à tout homme de donner son maximum d'utilité et de rendement social?

La loi du 19 mai 1914 a heureusement remédié à cette insuffisance de préparation en ajoutant un quatrième degré de deux années d'études aux trois degrés anciens de l'enseignement primaire.

L'article 17 de la loi organique de l'instruction publique, après avoir déterminé le programme général, stipule que « le programme sera successivement complété par l'enseignement de matières à tendances pratiques qui formeront un degré d'études complémentaires, préparatoire à la formation technique et professionnelle des jeunes gens. Les grandes lignes du programme du quatrième degré sont fixées par arrêté royal. Elles sont adaptées aux nécessités locales par les règlements particuliers que les communes et les directions des écoles adoptables ou adoptées pourront établir. »

Et l'article 18 ajoute que « le quatrième degré ou les cours de perfectionnement à tendances professionnelles prévus à l'article précédent seront, dans un délai de cinq ans à partir de la présente loi, organisés dans toutes les communes du royaume ».

Pendant la guerre, ces dispositions, nécessairement, sont restées lettre morte, mais, depuis l'armistice, un grand pas a été fait et, d'après les statistiques que le Gouvernement avait bien voulu mettre à notre disposition, on peut dire qu'aujourd'hui le quatrième degré est organisé dans plus de deux mille écoles.

Nous donnons ci-contre un tableau des écoles primaires comportant les cours de 7^e et 8^e années d'études, au 1^{er} janvier 1922.

Nombre des écoles primaires où se donnent des cours de 7^{me} et 8^{me} années d'études.

Situation au 1^{er} janvier 1922.

Provinces.	Nombre de communes comprenant des écoles où se donnent les cours de 7 ^{me} et 8 ^{me} années d'études.	Ecoles communales.	Ecoles adoptées.	Ecoles privées subsidiées.
Anvers	94	101	147	23
Brabant	143	162	63	120
Flandre Occidentale	113	112	286	40
Flandre Orientale	165	45	93	48
Hainaut	129	144	27	143
Liège.	81	133	13	103
Limbourg	78	43	131	40
Luxembourg	15	9	7	13
Namur	70	64	48	38
Royaume.	888	818	785	568
Total général : 2171.				

La liaison est donc établie entre l'enseignement primaire et l'enseignement technique; toute solution de continuité a disparu, la séparation est comblée, et il convient de s'en réjouir.

Cependant, remarquons-le tout de suite, et cette remarque importe beaucoup, le quatrième degré n'est pas un enseignement exclusivement professionnel. S'il vise à donner aux jeunes gens une éducation manuelle, il reste cependant un enseignement de culture générale.

L'honorable M. Hubert déclarait l'an dernier au Sénat que son administration travaillait à la revision, à la réadaptation de l'enseignement primaire, y compris celui du quatrième degré, et il ajoutait que l'expérience acquise permettra de fournir toute satisfaction aux exigences d'une saine pédagogie et aux besoins de notre population scolaire.

Pour qu'il en soit ainsi, il convient que l'on tienne compte de la double finalité du quatrième degré, que le souci de la formation de l'artisan ne relègue pas à l'arrière plan celui de la formation de l'homme, fin générique de l'enseignement élémentaire, que, sans supprimer les occupations manuelles et techniques qui constituent la fin spécifique du quatrième degré, on les réduise cependant à de justes proportions, de façon qu'il reste la continuation de trois degrés inférieurs.

Il convient également qu'on ne perde pas de vue que l'enseignement primaire forme un tout, que la plupart des enfants qui le fréquentent n'iront pas au-delà, que l'école primaire est conçue exclusivement pour eux et non pour les autres,

qui continueront leurs études, que cela étant, elle n'a qu'une raison d'être, celle qui lui vaut d'être appelée une école de vie, munir les enfants des moyens nécessaires à la réalisation de leur destinée d'homme et de citoyen.

Et nous estimons que ce but ne sera atteint qu'à la condition de réduire largement les programmes, non pas que nous proposons de supprimer l'une ou l'autre des branches enseignées, là n'est pas notre pensée, toutes ces disciplines sont indispensables, mais il y a lieu de les simplifier, de les réduire à l'essentiel.

Si l'on s'inspirait en même temps de la méthode dite des « centres d'intérêt » qui associe étroitement les différentes branches, non seulement on concentrerait l'enseignement de façon à en faire un tout parfaitement lié mais encore, sans réduire les programmes, on pourrait consacrer un temps beaucoup plus long à l'étude des deux branches qui constituent la pierre angulaire de l'enseignement primaire; la langue maternelle et l'arithmétique.

*
* * *

Toutefois, votre Commission estime que la réforme des législateurs de 1914 ne produira tous ses effets bienfaisants qu'à la condition d'être complétée par une loi sur l'enseignement professionnel obligatoire.

La Belgique est tributaire de l'étranger pour les matières premières et pour les deux tiers des produits nécessaires à son alimentation.

Pour se les procurer, elle ne dispose que de son industrie. Mais faute d'un enseignement technique suffisant, elle exporte proportionnellement trop de produits bruts et semi-fabriqués et trop peu de produits finis qui laissent le maximum de profits.

Les pays voisins ont compris l'importance de la question. Ils ont multiplié les écoles techniques et professionnelles et leurs exportations en produits finis ont augmenté considérablement.

La guerre et ses destructions, la loi des huit heures, l'augmentation des salaires, les nouvelles charges de l'industrie, les barrières douanières dont se hérissent les frontières des pays voisins ont encore aggravé la situation.

La plupart de nos industries fines sont stagnantes ou en régression.

Et tandis que nos concurrents ont sur nous une avance formidable, nous ne faisons rien ou presque rien pour remonter la pente.

Nous ne semblons pas comprendre l'importance primordiale de l'enseignement technique; nous n'estimons pas à sa juste valeur le rôle qu'il peut jouer dans notre relèvement économique; de cette indifférence pour nous inexplicable, le tableau ci-dessous fait foi; nous y comparons les dépenses faites par l'État pour l'enseignement en général avec celles qui sont prévues pour l'enseignement technique en particulier.

Enseignement primaire	.	.	.	210,654,255
— normal.	.	.	.	16,753,350
— moyen.	.	.	.	21,544,017
— supérieur	.	.	.	12,624,915

soit plus de 261 millions.

Enseignement agricole.	4,755,000
— militaire	
— des écoles de bienfaisance et institutions publiques de l'Etat	15,442,000
Pour l'enseignement industriel et pro- fessionnel	12,257,000

A ces chiffres, nous pourrions encore ajouter les dépenses prévues au budget pour les encouragements en faveur de l'art musical, conservatoires de musique, les encouragements en faveur des arts plastiques et graphiques, etc.

De cette comparaison, il résulterait que dans un ensemble de dépenses, faites pour l'enseignement, de 300 millions, l'enseignement technique n'intervient que pour 12 millions de francs, soit pour moins de 4 p. c.

Nous donnons ci-dessous le tableau des écoles professionnelles du jour, des filles et des garçons, établies tant par les communes et les provinces que par des particuliers ou des comités scolaires, avec l'indication des subsides alloués à chacun de ces établissements.

Ecoles professionnelles. — Filles.

I. — *Communales.*

PROVINCES.	Nombre d'institutions.	Subsides alloués par l'Etat.
Anvers.	1	100,292
Brabant	8	575,515
Flandre occidentale	—	—
Flandre orientale	1	94,348
Hainaut	2	62,840
Liège	2	152,401
Limbourg	—	—
Luxembourg.	—	—
Namur.	—	—
Totaux.	14	965,396

2. — *Libres.*

Anvers.	6	106,912
Brabant	20	444,715
Flandre occidentale	2	21,034
Flandre orientale	7	125,519
Hainaut	11	168,950
Liège	3	107,063
Limbourg	1	15,396
Luxembourg.	—	—
Namur	1	52,051
Totaux.	51	1,007,618

*Ecoles professionnelles. — Garçons.**1. — Communales.*

PROVINCES.	Nombre d'institutions.	Subsides alloués par l'État.
Anvers.	—	—
Brabant	2	15,178
Flandre occidentale	4	74,278
Flandre orientale	3	118,834
Hainaut	—	—
Liège	1	25,095
Limbourg	—	—
Luxembourg	—	—
Namur.	—	—
Totaux.	10	235,385

2. — Libres.

Provinces.	Nombre d'institutions.	Subsides alloués par l'État.
Anvers	10	249,596
Brabant	16	291,998
Flandre occidentale	9	113,039
Flandre orientale	11	228,785
Hainaut	5	143,310
Liège	16	441,793
Limbourg	4	131,500
Luxembourg.	—	—
Namur	3	14,967
Totaux	74	1,614,788

3. — Provinciales.

	Subsides alloués par l'État.
Charleroi. Université du travail	500,000
Id. Atelier d'apprentissage des estropiés.	18,160
Mons. Institut commercial des industriels du Hainaut.	61,510
Saint-Ghislain. Institut provincial des industries chimiques	41,106
Saint-Ghislain. École des arts et métiers	52,630
Tournai. École provinciale des textiles du Tournaisis	39,253
	712,650

*
*
*

Toutefois, si la grande majorité des enfants qui fréquentent l'école primaire ne vont pas plus loin, quelques-uns sont aptes aux études supérieures. Il ne se peut pas que l'on refuse à ces enfants l'accès de l'enseignement moyen ou même qu'on fasse obstacle à cet accès. Ce serait là une injustice criante.

Il y va également de l'intérêt de la collectivité.

Dans toutes les classes sociales, il y a des gisements de richesses intellectuelles. « Il y a de l'or, comme on l'a dit à juste titre, dans les enfants du peuple. Il y a parmi les élèves de la primaire la graine d'un Charcot, d'un Claude Bernard, d'un Pasteur. Il existe, accumulés dans les profondeurs de la société par la puissance héréditaire, des types d'intuition scientifique, littéraire, politique. Il y a, parmi ceux qui n'abordent pas aux études supérieures, des génies qui porteraient la connaissance à des points jusqu'à présent inconnus. Il faut extraire ces richesses ignorées, et les maîtres ne sont que les prospecteurs, les extracteurs de l'intelligence. Il faut amener ces pépites d'or à la surface. Il faut découvrir et capturer ces génies latents. Il faut faire sortir toutes ces ressources des réservoirs profonds de la masse. La nation n'en peut rien perdre. Surtout après les appauvrissements de la guerre, elle a droit à toutes les réparations. »

Mais comment dégager cette élite, comment permettre à l'enfant du peuple de donner son maximum de rendement.

Ici se pose une question qui passionne beaucoup d'esprits : Comment assurer la liaison entre l'enseignement primaire et l'enseignement moyen ? Comment les emboîter ?

La multiplication des bourses, le « Fonds des mieux doués » la fondation universitaire, toutes ces mesures qui ont élargi l'accès aux études supérieures pour les enfants des classes peu aisées appellent comme complément naturel la soudure de l'enseignement moyen à l'enseignement primaire.

Mais encore une fois, comment réaliser l'emboîtement entre les deux enseignements ? Où placer le point de soudure ?

L'avant projet de plan de la filiation, de l'unification, de la coordination des divers enseignements généraux et spéciaux du C. S. de l'I. P. propose de considérer, nous l'avons dit, que les quatre degrés de l'enseignement primaire constituent pour les filles comme pour les garçons le point de départ de l'enseignement technique et de l'enseignement moyen et qu'en conséquence, le programme des sections préparatoires de l'enseignement moyen (écoles moyennes, athénées et collèges) soit le même que celui des deux degrés correspondants de l'enseignement primaire.

Il a été impossible à votre Commission de se rallier à cette conception.

Les termes mêmes qui la formulent mettent en évidence son caractère utopique.

En effet, comment admettre qu'un même enseignement puisse servir de départ à deux enseignements de nature essentiellement différente ? Ou le quatrième degré prépare comme il convient à l'enseignement technique, mais alors il ne peut servir de préparation à l'enseignement moyen, ou il prépare à celui-ci, mais il tombe sous le sens qu'il ne peut en même temps préparer à celui-là.

Le cartonnage, le modelage, le travail du bois et du fil de fer, en un mot tous les travaux manuels ont leur place tout indiquée dans un enseignement dont le but essentiel est le préapprentissage, comme le rappelait le Ministre des Sciences et des Arts dans le magistral discours par lequel il inaugura la discussion générale du projet de loi scolaire, le 14 octobre 1913.

Mais si le quatrième degré est cela, « le préalable indispensable à un bon enseignement professionnel », pour reprendre une expression de l'honorable M. Pouillet, encore une fois il ne peut pas être le préalable à un bon enseignement moyen.

Le C. S. de l'I. P. nous paraît méconnaître le caractère spécifique du quatrième degré. Parce que beaucoup de communes s'en font une conception erronée et parce qu'il contient la solution de l'important problème cité plus haut, de la liaison à établir entre l'enseignement primaire et l'enseignement moyen, il importe de préciser et de définir très exactement la finalité de cet enseignement complémentaire.

Si nous consultons les travaux préparatoires, si nous relisons notamment l'exposé des motifs et la circulaire ministérielle aux communes, du 10 octobre 1920, sur les directions pédagogiques applicables au quatrième degré primaire, nous constatons que ces quatrième degrés primaires ont pour objet propre d'associer davantage l'éducation technique préparatoire du travail manuel à l'enseignement général et scientifique, de donner aux aptitudes naturelles et aux vocations l'occasion de se révéler et de s'affirmer, de ménager ainsi la transition entre l'école et l'atelier, ou entre l'école primaire et l'école professionnelle, sans cependant empiéter en aucune façon sur le domaine de l'enseignement technique et professionnel proprement dit, qui est une spécialisation.

On a légèrement modifié, nous ne l'ignorons pas, le programme du quatrième degré, nous-mêmes nous avons vivement insisté dans notre précédent rapport pour qu'on accentuât son caractère de culture générale, mais qu'on le réorganise dans ce sens ou non, le quatrième degré comportera toujours des cours à tendances techniques, sous peine de ne plus être le quatrième degré.

Qu'il s'agisse du type industrie, du type commercial ou du type agricole, qui sont, on le sait, les trois aspects sous lesquels se présentent les écoles du quatrième degré primaire pour garçons, dans chaque cas, les heures employées pour les cours pratiques seront perdues pour les élèves qui continueront leurs études.

Les connaissances *utiles* — je souligne le mot, il a été employé par M. Destrée dans la circulaire du 10 septembre 1920 — et il suffit à écarter toute hypothèse d'articulation de l'enseignement moyen avec le quatrième degré primaire — les connaissances utiles que l'on inculque aux enfants du quatrième degré : connaissances pratiques de calcul, de formes géométriques, notions de géographie, d'histoire, de sciences naturelles, d'éléments d'économie sociale et de travaux manuels, toutes ces connaissances sont forcément rudimentaires, elles ne peuvent avoir la rigueur scientifique voulue, elles n'ont rien d'abstrait, elles sont essentiellement concrètes. Pourquoi vouloir enseigner ces notions à des enfants qui auront l'occasion de les étudier plus tard, au cours de leurs études secondaires? N'est-ce pas là une perte de temps inadmissible?

Le C. S. de l'I. P. semble, en outre, perdre de vue que la finalité du quatrième degré est nettement distincte de celle de l'enseignement moyen; par

la nature des choses, ces deux enseignements sont parallèles; ce parallélisme a été mis en lumière par M. Destrée lui-même dans la circulaire à laquelle nous venons de faire allusion :

« Tandis, écrit-il, que le but de l'enseignement moyen est spécialement la préparation aux carrières administratives et libérales, celui du quatrième degré est essentiellement le développement des aptitudes à mettre en action dans les professions industrielles, professionnelles, ménagères ou commerciales. »

Articuler, par conséquent, ces deux enseignements, ce serait vouloir réaliser un emboîtement contre nature et, dans tous les cas, se serait saper par la base les humanités gréco-latines; et ce n'est pas encore assez dire, sous prétexte de démocratiser l'enseignement, de rehausser les études primaires, ce que nous demandons tous, les réformes progressives n'aboutiraient qu'au nivellement, à une défaillance de la culture générale; comme nous l'avons dit précédemment, on ne multiplierait les citoyens cultivés que par un amoindrissement de la culture elle-même.

Et sur quelles bases le C. S. de l'I. P. édifie-t-il son projet de réforme?

La réforme qu'il préconise, l'appuie-t-il sur une expérience, sur des faits? Répond-elle aux vœux des parents, est-elle demandée par les conseils de perfectionnement compétents?

Sans exception aucune, les conseils de perfectionnement intéressés, le conseil de perfectionnement de l'enseignement normal et primaire, celui de l'enseignement moyen, la réprouvent : ce dernier l'a rejetée à trois reprises.

Les parents unanimement la condamnent par avance : Nous avons indiqué plus haut le faible pourcentage des enfants qui fréquentent le quatrième degré : 4 p. c. dans la province de Namur, 6 p. c. dans la Flandre orientale.

Le troisième degré primaire terminé, les parents qui désirent que leurs enfants continuent leurs études, les retirent de l'école primaire pour les envoyer à l'école moyenne ou au collège.

A preuve, l'augmentation extraordinaire de la population des écoles moyennes; tandis qu'en 1914, les écoles moyennes de garçons ne comptaient que 10,262 élèves, elles en comptent aujourd'hui 26,742, soit une augmentation de plus de 150 p. c.; les écoles moyennes de filles qui, en 1914, comptaient 4,817 élèves en comptent actuellement 11,137.

L'expérience est donc faite et sur la nature des conclusions à en tirer, il ne peut y avoir l'ombre d'un doute.

La base sur quoi repose la réforme préconisée est la fragilité même, elle n'a même de base que l'apparence.

Le C. S. de l'I. P. nous propose donc une refonte complète de notre enseignement moyen. Aux classes préparatoires de cet enseignement, dont on a maintes fois prouvé l'excellence, il demande qu'on substitue quoi? le quatrième degré?

Le quatrième degré primaire qui n'est qu'un essai, une expérience en cours, dont nul ne sait ce qui sortira, qui est irréalisable dans la plupart des communes rurales et dont le programme est *in fieri*, va constamment se transformant, présentant, suivant les circonstances, tantôt un caractère technique, tantôt un caractère commercial ou encore agricole.

Ajoutons encore que la conception du C. S. I. P. n'a triomphé nulle part. En Allemagne, où l'enseignement vient d'être réorganisé et rendu obligatoire jusqu'à 18 ans, l'enfant doit opter à 10 ans. La Suisse et la Hollande ont adopté le système que nous préconisons : l'enfant aborde à 12 ans les études moyennes.

* * *

Les partisans de l'emboîtement de l'enseignement moyen avec le quatrième degré primaire invoquent encore, à l'appui de leur thèse, un dernier argument que nous pourrions appeler l'argument social.

On nous dit qu'il est de l'intérêt de la collectivité que les plus capables, qu'ils habitent la campagne ou la ville, pauvres ou riches, soient appelés aux fonctions sociales de direction. On ajoute que l'égalité au point de départ en matière de formation intellectuelle, principe qui n'est pas contesté, aboutit à la même conclusion. On termine en affirmant que seule cette culture générale, la même pour tous, peut procurer à la nation « ce sentiment de cohésion et d'unité sans lequel aucune organisation politique n'est possible. »

C'est cette profonde unité morale qui nous a fait gagner la guerre ; il importe de la consolider. « Puisque les pères ont combattu dans les mêmes tranchées, il faut que les fils étudient sur les mêmes bancs. »

Il ne faut plus d'une double jeunesse ; il ne faut plus d'un double enseignement, l'un pour les enfants du peuple, l'autre pour les enfants de la bourgeoisie ; il faut assurer l'union morale des uns et des autres et cela par la fusion des esprits et des cœurs sur les bancs de l'école unique qui recevra tous les enfants de Belgique comme la tranchée unique a reçu tous les pères.

* * *

Que valent ces raisons de sentiment ?

Ceux-là de nos collègues qui nous auront fait l'honneur de nous lire jusqu'ici n'auront pas été sans remarquer que nous avons évité soigneusement les périphrases et les métaphores haïssables. Énonciatives, impersonnelles, à la façon de la vérité, sont toutes nos propositions. Elles traduisent exclusivement le concept de l'esprit, *id quod in intellectu habetur*, abstraction faite de tout sentiment, de toute impression subjective.

Que si on nous reprochait la sécheresse de la démonstration, nous en tomberions d'accord. Cette sécheresse, nous l'avons voulue, parce que nous avons entendu n'exprimer que le caractère de nécessité et de vérité des réalités examinées, parce que nous avons estimé que notre devoir était de nous confiner strictement dans notre rôle de *demonstrator*.

Autrement vivante, nous le reconnaissons volontiers, est l'argumentation de nos adversaires ; ils font appel au sentiment, au pathétique. L'égalité au point de départ, tous les enfants de la nation réunis sur les mêmes bancs, les deux jeunesse confondues, l'unité morale du pays, la fusion des classes ! Mais il faut faire un effort pour ne pas applaudir un tel programme.

A y regarder de près cependant, on s'aperçoit vite, que les propositions constitutives de cette argumentation expriment toutes, non le verbe mental, non le vrai simple et nu, mais les sentiments, les mouvements de l'esprit, suite de la pensée. Par opposition à la formule que nous avons employée tout à l'heure, nous dirons qu'elles ont un caractère oratoire, qu'elles visent exclusivement à traduire les conséquences de l'idée : *ad exprimendum affectum*.

La vanité de la pensée renfermant virtuellement ces sentiments ayant été, à notre avis, démontrée à suffisance, nous pourrions nous en tenir là et nous dispenser d'en réfuter les conséquences dans l'ordre sentimental.

Nous voulons cependant les considérer un moment, pour qu'aucun doute ne subsiste quant à leur inanité.

Le désir tout d'abord de soumettre au même régime tous les enfants, « qu'ils habitent la campagne ou la ville ».

Mais qui ne voit que c'est vouloir aller contre la nature des choses ? Qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, le quatrième degré avec le programme que lui supposent les partisans de l'école unique sera toujours une impossibilité à la campagne; le quatrième degré, répétons-le, comme beaucoup d'autres institutions, a un caractère essentiellement urbain.

Nous avons donné plus haut les statistiques relatives à l'organisation du quatrième degré dans les communes rurales ; elles attestent à surabondance le bien-fondé de notre affirmation.

Le quatrième degré n'existe que dans quelques rares communes rurales. Et s'imaginer qu'avec le temps, on pourra étendre l'organisation projetée est une illusion.

Nombre de communes n'ont pas la population suffisante et d'autres ne disposent pas des ressources voulues.

Certains proposent de grouper les communes, d'organiser un quatrième degré intercommunal ; mais le remède est chimérique.

Un de nos collègues a fait très justement remarquer à la Chambre qu'un groupement scolaire intercommunal est une utopie dans le Luxembourg et la Namurois, où les villages sont très éloignés les uns des autres. En hiver, comment les enfants pourront-ils se rendre à l'école ? Qui dirigera cette école régionale ? Où sera-t-elle établie ? Comment partagera-t-on les frais ? Ce sont des courants multiples en perspective.

L'institution du quatrième degré ne présentera pas de difficultés dans les écoles à plusieurs classes, qui comptent plusieurs instituteurs. Mais dans les écoles à une classe et à un seul maître, il est impossible d'organiser un quatrième degré.

Dans l'arrondissement de Dinant-Philippeville, il y encore 53 communes qui ne possèdent qu'une école à un maître pour les deux classes. Dans la province de Namur, sur 596 écoles publiques, il n'y en a que 106 à plusieurs maîtres ; 480 écoles ne possèdent qu'un seul instituteur. On n'y compte que 29 établissements du quatrième degré, ce qui ne représente pas même 5 p. c. On ne peut donc songer à généraliser le quatrième degré dans les arrondissements ruraux, car un seul maître ne peut donner l'enseignement des quatre degrés ; c'est une impossibilité.

Il faut encore, nous dit-on, mettre sur le même pied tous les enfants, pauvres ou riches. A la même conclusion, aboutit l'égalité au point de départ en matière intellectuelle.

Ce sentiment est le nôtre et toute la Chambre sera unanime à le partager. Mais pour réaliser cette égalité est-il nécessaire de bouleverser de fond en comble notre organisation scolaire, de faire fi des règles élémentaires d'une saine pédagogie. Nous ne le croyons nullement.

Encore une fois, faisons appel à l'expérience. Où le quatrième degré existe, c'est-à-dire dans les communes urbaines, les enfants décidés à continuer leurs études, qu'ils soient riches ou pauvres, abandonnent l'école primaire, le troisième degré terminé, pour entrer à l'école moyenne ou au collège.

C'est un fait constant. Pour s'en assurer, il suffit de consulter les échevins de nos grandes villes. Tous les témoignages des directeurs d'écoles sont concordants à cet égard.

Et il est vain d'invoquer les difficultés d'ordre pécuniaire. Des gratuités nombreuses, de multiples bourses d'études ouvrent largement la porte des établissements d'enseignement moyen aux enfants peu favorisés de la fortune.

En preuve encore les résultats concluants d'une expérience tentée dans un des grands faubourgs de la capitale.

Il existe à Ixelles deux quatrièmes degrés pour garçons. Le premier, établi bien avant le vote de la loi de 1914, sous le nom d'Ecole primaire supérieure communale, recrute sa population parmi les élèves qui ont obtenu au moins les six dixièmes des points à l'examen de sortie du troisième degré primaire et son programme, fort étendu d'ailleurs, comprend des cours généraux : langues, mathématiques, histoire et géographie, sciences, etc..., et un seul cours manuel, le dessin.

Le second quatrième degré, établi depuis la loi, est uniquement à tendances techniques et recrute sa population parmi les enfants qui n'ont pas obtenu les 6/10^e des points dans les troisièmes degrés des écoles primaires de la commune.

Or, on constate que les préférences des parents vont, sans conteste, au premier établissement où leurs enfants trouvent un enseignement de cours généraux, où les deux langues nationales marchent presque de pair, permettant aux jeunes gens qui sentent s'éveiller une vocation pour les études moyennes et universitaires de fréquenter l'athénée, leurs études primaires terminées. Le quatrième degré technique ne compte que le quart de la population de l'école primaire supérieure communale laquelle s'élevait au 1^{er} janvier 1923 à 265 élèves.

L'expérience, on peut l'affirmer, a tranché la controverse et déterminé le véritable point de soudure des deux enseignements moyen et primaire.

*
* * *

Avec les partisans de l'école unique, nous applaudissons à toute mesure capable de fortifier l'unité morale de la nation, de cimenter les pensées et les cœurs, sans quoi aucune organisation politique n'est durable, mais avec la meilleure volonté du monde, il nous est impossible de voir comment la réforme préconisée atteindrait ce but.

Les enfants qui passent de l'enseignement primaire à l'enseignement moyen ne sont pas légion, loin de là; on évalue à 8 p. c. le nombre des élèves qui, leur école primaire terminée, entrent à l'athénée ou à l'école moyenne, et c'est pour ces quelques unités, très intéressantes, sans doute, et dont nous nous sommes préoccupés autant que quiconque, qu'on voudrait ébranler l'organisation de notre enseignement moyen!

Et cela dans le but de soumettre tous les enfants du pays au régime de ces quelques unités!

Ce serait un illogisme suprême. La logique demande impérieusement que l'on renverse les termes, que ces unités suivent le sort de la grande majorité des enfants.

Nous ne discernons pas non plus l'influence que pourrait exercer sur l'unité morale du pays la pratique obligatoire pour tous les enfants, du cartonage, du modelage, du travail du bois et du fil de fer. Nous ne découvrons pas de rapport entre des choses aussi hétérogènes et nous ne croyons pas que personne puisse en découvrir.

Une des conséquences de cette réforme, et non des moindres, serait de diminuer considérablement le temps consacré jusqu'ici à l'étude des notions qui sont à la base des humanités; l'analyse logique et l'analyse grammaticale.

A une culture qui doit être formatrice de l'intelligence, elle assignerait comme base un programme utilitaire.

La réforme proposée n'aurait de démocratique, nous le répétons, que l'apparence; en fait, elle serait antidémocratique: l'enseignement moyen n'est pas fait pour une poignée d'enfants, mais pour tous les enfants du pays, pauvres ou riches, fils d'ouvriers, de petits bourgeois et même de grands bourgeois.

Mais si nous ne reconnaissons pas bien les gains apportés par la réforme à notre enseignement et à l'unité nationale, il nous est impossible de ne pas voir très nettement les pertes dont nous sommes menacés.

L'unification rêvée est contre nature et la nature violentée se venge toujours.

Assurer l'égalité au point de départ, nul ne le souhaite plus que nous, mais, à une égalité de droits souhaitable, les partisans de la réforme dont il s'agit substituent une égalité de fait, une égalité qui, suivant l'expression d'un éminent pédagogue suisse, M. Ferrière, aux opinions cependant très avancées, consisterait à traiter tous les enfants selon la même norme, pour leur faire traverser le même programme, chassés à coups de fouets par les mêmes méthodes.

C'est oublier que les enfants ne sont pas faits pour l'école, mais l'école pour les enfants.

C'est perdre de vue que l'élite n'est pas unique, mais multiple, qu'elle se recrute dans tous les milieux sociaux, les prolétaires, autant que les paysans et les bourgeois, et que divers, par conséquent, doit être son mode de formation.

Au lieu de contribuer à fortifier le sentiment de cohésion et d'unité, la réforme préconisée l'affaiblirait considérablement.

Il n'est pas possible de douter de l'accueil que lui réserverait l'opinion publique. Ce serait la dépopulation, la désertion des écoles publiques au profit des écoles libres.

Et s'imaginer qu'on prévient le mal en rendant la réforme obligatoire est chimérique. Dans un pays qui comme le nôtre jouit de la liberté la plus complète, en matière d'enseignement, vouloir imposer des programmes et des méthodes est impossible ; le libre choix des uns et des autres est un élément essentiel de la liberté d'enseignement.

C'est tellement vrai que si les facultés des sciences et de médecine de l'Université de Bruxelles ont rejeté dans son ensemble le projet Destrée, instaurant l'épreuve de maturité, c'est parce qu'elles y ont vu une atteinte à leur liberté, à leur autonomie spirituelle.

*
* * *

Pour toutes ces raisons et pour beaucoup d'autres encore que nous ne pouvons pas développer, pour ne pas allonger indéfiniment ce rapport, nous croyons, avec les conseils de perfectionnement de l'enseignement primaire et normal et moyen que ce n'est pas au sortir du quatrième degré, mais au sortir du troisième degré primaire que les élèves doivent passer à l'athénée ou au collège. Les garder plus longtemps nuirait à leurs intérêts et à ceux de la collectivité.

Nous ne pourrions nous rallier à la proposition du C. S. de l'I. P. que si l'on renversait les termes qui la formulent, si l'on unifiait le programme du quatrième degré avec celui des classes correspondantes de l'enseignement moyen.

Resterait encore évidemment à résoudre la question de savoir si les instituteurs seraient aptes à donner cet enseignement, mais en supposant la question tranchée affirmativement, dans ces conditions, mais dans ces conditions seules, votre Commission admettrait l'emboîtement de l'enseignement moyen avec le quatrième degré.

Et tenant compte tout à la fois des exigences de l'enseignement technique, des besoins de la grande majorité des enfants qui ne fréquentent pas l'enseignement moyen, à côté d'un quatrième degré préparatoire à cet enseignement, nous préconiserions le maintien du quatrième degré tel qu'il est organisé actuellement dans les communes urbaines. Dans les communes rurales, les élèves seraient autorisés à subir l'examen de fin d'études primaires à la fin du troisième degré et fréquenteraient une école moyenne d'agriculture. Là où ces écoles n'existent pas et où la création d'un quatrième degré est impossible, il y aurait lieu de développer les écoles d'adultes.

La réforme possible, il va de soi, dans les villes seulement, mais à nos yeux, répétons-le, l'institution a un caractère essentiellement urbain, consisterait donc à dédoubler le quatrième degré à l'instar de ce qui se fait à Ixelles.

Les enfants opteraient à 12 ans, à la sortie du troisième degré. Un examen déterminerait quels sont les enfants capables d'être orientés avec chance de succès, vers les études moyennes. Ils passeraient dans le quatrième degré réorganisé. Les autres fréquenteraient le quatrième degré technique.

Enfin, pour les enfants qui, leur quatrième degré primaire terminé, se sentiraient à la fois du goût et des aptitudes pour les études supérieures, nous réitérons notre proposition de l'an dernier de créer des classes de secours, avec un programme spécial, dans lesquelles on donnerait un enseignement complémentaire du quatrième degré primaire. Ils entreraient *de plano* dans la quatrième des humanités anciennes, à charge pour eux de suivre certains cours spéciaux.

Le pont serait ainsi jeté entre l'enseignement primaire et l'enseignement moyen, sans que, pour élever celui-là, on eût abaissé celui-ci.

Essentiellement démocratique serait la réforme. Point de nivellement, mais rehaussement général et possibilité pour toutes les élites de s'affirmer et de donner leur plein rendement.

Nous avons demandé à M. le Ministre où en était la question de la réorganisation de l'enseignement.

L'honorable M. Nolf nous a fait parvenir la réponse suivante :

« Au cours de cette année, des règlements et des programmes nouveaux pour les écoles normales ont été élaborés; ils seront bientôt définitivement arrêtés et publiés au *Moniteur*.

Il en est de même en ce qui concerne les écoles primaires; un nouveau règlement-type a paru au *Moniteur* du 30 août dernier et les nouveaux programmes relatifs aux quatre degrés d'études paraîtront incessamment.

A la suite de cette publication, la question de l'emboîtement de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen, déjà étudiée par les Conseils de perfectionnement de l'enseignement normal-primaire et par celui de l'enseignement moyen, et discutée ensuite au sein d'une Commission mixte, sera portée devant le Conseil supérieur de l'instruction publique. Celui-ci examinera, à la lumière des discussions antérieures, le problème posé dès lors sur le terrain ferme des nouveaux programmes primaires et il aboutira sans doute à des conclusions finales précises.

D'autre part, je viens de saisir le Conseil de perfectionnement compétent du problème de la réforme de l'enseignement moyen. Dans le même ordre d'idées, mon administration est chargée de rédiger un projet de loi, concernant l'enseignement moyen du degré supérieur pour les jeunes filles.

Enfin, le conseil de perfectionnement de l'enseignement supérieur achève en ce moment l'étude de la réforme des doctorats. »

*
v * x

La liaison entre l'enseignement moyen et l'enseignement supérieur a également retenu l'attention de votre Commission.

On sait qu'en vue de réaliser cette liaison, M. Destree a déposé un projet de loi instituant une épreuve de maturité pour l'admission aux études universitaires.

Le projet propose l'institution d'un jury par université. La logique, disions-nous dans notre précédent rapport, autant que les intérêts des élèves, demande que ce jury soit mixte, composé de professeurs de l'université et de professeurs de l'enseignement moyen.

Que si, en outre, on laissait aux facultés intéressées le soin de fixer la matière de l'examen, d'accord avec l'enseignement moyen, nous sommes persuadés que le projet rallierait l'unanimité des membres de l'enseignement.

En conclusion, nous avons demandé à M. le Ministre des Sciences et des Arts de saisir de la question l'enseignement supérieur et l'enseignement moyen, tant officiel que libre.

Depuis lors, la question fut passionnément discutée; partisans et adversaires de l'examen se comptèrent; il s'en est suivi des échanges de vues, parfois un peu vifs, — les gens d'enseignement sont *genus irritabile* — mais toujours très suggestifs.

M. Gravis, ancien recteur de l'Université de Liège, avec le patronage de la Fondation Universitaire, organisa un referendum, destiné à éclairer l'opinion et le Parlement sur les deux points suivants :

« Quelles sont les réformes immédiatement réalisables dans l'enseignement moyen des humanités? Quelle sera la sanction des études humanitaires? »

M. Gravis adressa à tous les professeurs des universités, des athénées, des collèges communaux ou libres un exposé des motifs de sa consultation et deux formulaires de réponses, à renvoyer, avant le 8 octobre, au secrétariat de la Fondation universitaire.

Le dépouillement eut lieu à la date fixée et le referendum, quant à la question qui nous occupe, s'est prononcé catégoriquement en faveur de la suppression du certificat d'humanités. Il serait remplacé par un diplôme d'humanités décerné, après un examen de maturité, par un jury composé de professeurs d'athénée, de collège et d'université. Ce diplôme donnerait accès aux facultés universitaires.

Nous ne pouvons pas ne pas remarquer que la valeur de ce scrutin est très relative; la fédération de l'enseignement libre a refusé d'y collaborer. Les raisons alléguées sont de trois sortes :

Cette consultation serait tendancieuse dans son esprit : sans prouver d'abord la nécessité de la réforme, elle sacrifierait la formation à l'érudition et ne sauvegarderait pas la liberté de l'enseignement.

Elle serait incomplète dans ses formules et ne tiendrait pas compte de modalités fort dignes d'attention.

Elle serait antinationale dans sa conception de la question linguistique, puisqu'elle assimile la langue flamande à une langue étrangère.

Dans ses conclusions, le Conseil de la Fédération de l'enseignement moyen libre de Belgique se rallie à la formule préconisée dans notre rapport de l'an dernier.

« Nous demandons à M. le Ministre des Sciences et des Arts qu'il saisisse de la question l'enseignement supérieur et l'enseignement moyen tant officiel que libre. Nous inclinons à croire que la question des modalités de l'examen de maturité ne peut être mieux résolue que par une Commission spéciale où les différents groupements pédagogiques seraient représentés selon leur importance.

Nous reprenons volontiers cette formule de bon sens et de justice. »

Nous avons demandé à M. le Ministre de vouloir bien nous faire connaître ses intentions à cet égard. L'honorable M. Nolf nous a transmis la réponse très satisfaisante que voici, et dont nous le remercions.

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que, déférant au désir de la Commission spéciale des Sciences et des Arts de la Chambre, que vous me rappelez par votre lettre du 2 courant, j'ai décidé la constitution d'une Commission spéciale en vue d'examiner la question de l'accès aux études supérieures. Cette Commission sera incessamment convoquée. »

*
* *

Au sujet des modalités de l'examen d'entrée, de multiples observations ont été présentées par divers membres.

Cependant les systèmes envisagés peuvent se ramener aux trois suivants :

1) Maintien du *statu quo*, ou tout au moins du droit pour l'athénée ou le collège de délivrer les certificats d'entrée à l'université sans l'intervention de tiers.

2) Examen passé dans les athénées ou collèges, conférant le droit d'entrer à l'université.

Cet examen peut être conçu de deux façons, avec ou sans intervention de l'Etat.

Des membres ont fait remarquer que si la loi régleme de quelque façon que ce soit l'épreuve en question et surtout si la présence de délégués du Gouvernement était requise, ce serait une infraction à la liberté d'enseignement.

D'autre part, si la loi ne régleme pas l'épreuve, elle sera très probablement inutile. Les abus qu'elle veut corriger, si abus il y a, subsisteront.

3) Examen d'entrée à l'université.

Malgré les inconvénients pédagogiques que la discussion a mis en lumière, mais qui peuvent facilement être écartés par des amendements judicieux, le projet Destree, dans sa disposition essentielle respecte l'indépendance pédagogique de l'enseignement moyen, tout en donnant aux universités jalouses de leur autonomie un droit légitime, celui de procéder elles-mêmes au choix de leurs élèves.

Cette considération a eu raison de toutes les objections, et à l'unanimité, votre Commission s'est ralliée à ce troisième système, au projet de l'examen d'entrée.

L'université — nous entendons chacune des quatre universités belges — connaît de l'aptitude des candidats qui se proposent de suivre ses cours. A cet effet elle organise, de concert avec des représentants de l'enseignement moyen choisis par elle, une ou plusieurs commissions d'examen, fonctionnant sous son entière responsabilité, et se conformant aux procédés de contrôle librement fixés de commun accord à l'enseignement moyen.

Quelles que soient les modalités du contrôle, celui-ci devra comprendre un examen public, portant sur les matières mentionnées dans le certificat homologué d'humanités.

L'admission à telles études, prononcée par l'une des quatre universités, sera valable pour les mêmes études des autres établissements d'enseignement supérieur.

*
* *

Votre Commission s'est préoccupée également de l'éducation des enfants des bateliers; il a été constaté que la plupart de ces enfants ne reçoivent

aucune instruction; on compte, en effet, 85 p. c. de bateliers adultes illettrés; il en résulte, à toute évidence, que l'obligation scolaire n'est pas observée.

Le Ministre des Sciences et des Arts et de la Marine ayant chargé un organisme spécial de l'étude du problème, nous avons demandé à l'honorable M. Nolf de nous faire connaître les mesures qu'il comptait prendre pour remédier à cette malheureuse situation.

M. le Ministre nous a transmis la note suivante :

De l'examen auquel il a été procédé, il semble résulter qu'il y aurait lieu de construire deux groupes scolaires pour garçons et filles de bateliers, le premier dans la province d'Anvers pour les élèves flamands, de beaucoup les plus nombreux, le second dans la province du Hainaut, pour les élèves wallons. Chaque groupe comprendrait un pensionnat pour garçons et un pensionnat pour filles.

Comme les enfants de bateliers sont destinés à vivre au grand air, il ne peut être question de les élever en serre chaude. Il faudra donc leur appliquer le régime des écoles de plein air.

Ces établissements seraient érigés a) à la campagne où les terrains coûtent moins et où l'on peut disposer, relativement à bon compte, de surfaces étendues; b) le long d'un canal ou d'un cours d'eau navigable; c) à proximité d'une ville ou d'un bourg, pour que le personnel externe trouve à se loger convenablement.

Conformément aux vœux émis par la Commission que les Ministres des Sciences et des Arts et de la Marine, ont chargée d'étudier le problème, on commencerait par obliger les bateliers qui désirent ne pas se soumettre au droit commun, d'envoyer à ces écoles-pensionnats leurs enfants de 10 à 14 ans. Plus tard, la limite d'âge serait abaissée à 9 ans. Les syndicats et associations de bateliers ont marqué leur accord à cet égard.

Les parents contribueraient aux frais de la pension pour 1 franc au moins par jour et par enfant. Ceux qui auraient en même temps plusieurs enfants dans ces écoles ne paieraient que fr. 0.75 pour un second enfant et fr. 0.50 pour un troisième. Les parents dans l'aisance paieraient le minerval entier qui serait fixé au prix coûtant. Le découvert serait comblé par l'Etat, les provinces, les communes, les organismes s'intéressant à la batellerie, telles les chambres de commerce, etc.

Les écoles dépendraient du Ministère des Sciences et des Arts et seraient administrées par un Conseil d'Administration nommé par le Roi, d'après des statuts fixés par le Gouvernement.

L'administration centrale assumerait l'exécution des décisions prises.

La Commission a émis aussi l'avis que les enfants de bateliers pourraient fréquenter des pensionnats libres, pourvu que ceux-ci suivent les programmes spéciaux admis pour ce genre d'élèves et acceptent l'inspection de l'Etat.

*
* *

De nombreux membres, en vue d'aider au développement des œuvres d'éducation sino-belges, ont exprimé le vœu de voir le Gouvernement accorder à la Chine la remise des annuités à courir de l'indemnité des Boxers, remise qui serait uniquement affectée à ces œuvres d'éducation.

Un Memorandum qui vient d'être adressé à cette fin au Gouvernement belge et que nous résumons brièvement, invoque en faveur de cette remise le plus grand renom de la Belgique et l'essor considérable que prendrait notre influence en Chine.

Les rapports entre la Belgique et la Chine ont toujours été excellents, mais ces bonnes relations entre les deux pays se sont resserrées depuis ces dernières années, en un lien plus étroit de profonde amitié réciproque.

Les étudiants chinois font leurs études en Belgique depuis longtemps et en très grand nombre. Dès la création d'une section sino-belge à l'Université du Travail de Charleroi, une soixantaine d'étudiants chinois se sont fait immédiatement inscrire pour y suivre les cours, et un grand nombre d'autres étudiants se préparent actuellement en Chine pour venir terminer leurs études en Belgique.

En vue d'aider au développement intellectuel de la Chine, au développement des institutions d'éducation sino-belges, les intéressés sollicitent de la bienveillance du Gouvernement belge la faveur à laquelle nous avons fait allusion plus haut.

« Déjà les Etats-Unis, écrivent les auteurs du Memorandum, ont fait abandon total de cette indemnité à la Chine. La France le fait en ce moment. Le Gouvernement du Japon étudie sérieusement la question afin de retenir les étudiants chinois chez lui. Un mouvement favorable dans le même sens se prépare en Angleterre.

Nous sommes certains que la magnanimité de la Belgique ne saurait rester en arrière des autres pays. C'est au nom de la traditionnelle amitié de nos deux pays que nous faisons appel en ce sens aux sentiments généreux de la Belgique! »

Pour répondre au désir de plusieurs membres, nous donnons ci-dessous un relevé de la population scolaire au 1^{er} janvier 1921.

Population scolaire au 1^{er} janvier 1921 d'après une enquête spéciale instituée par le Secrétariat de l'Instruction publique.

	Garçons.	Filles.	Total.
Ecoles gardiennes	88.053	89.862	177.915
Ecoles primaires	487.182	485.631	972.813
Sections préparatoires :			
des écoles moyennes officielles	17.527	7.974	25.601
des collèges libres	23.521	36.414	61.935
Ecoles moyennes :			
officielles	9.308	5.931	15.239
libres	3.688	732	4.420
Humanités anciennes :			
Athénées } 7 ^e et 6 ^e	2.078	32	2.410
} autres classes	2.692	56	2.748
Collèges } 7 ^e et 6 ^e	7.043	133	7.579
} autres classes	10.545	292	10.807
Humanités modernes :			
Athénées } 7 ^e et 8 ^e	3.126	16	2.742
} autres classes	4.580	29	4.609
Collèges } 7 ^e et 6 ^e	7.065	26	7.091
} autres classes	8.388	132	8.520

Ecoles normales :

Sections préparatoires	288	952	1.240
Sections primaires	3.240	4.823	8.063
Sections moyennes	188	424	612

Enseignement spécial :

Industriel et professionnel	28.408	15.946	44.354
agricole	1.244	221	1.465
divers	187	—	187
	<u>710.354</u>	<u>649.596</u>	<u>1.359.950</u>

* * *

Passons maintenant à l'examen du budget.

Il prévoit :

Pour dépenses ordinaires une somme de fr.	282,197,769.77
Pour dépenses exceptionnelles une somme de	5,257,140.00
Soit ensemble fr.	287,454,909.77

Comparés aux crédits alloués pour l'exercice 1922, ces chiffres accusent :

Pour les dépenses exceptionnelles, une diminution de fr.	10,598,400.00
Pour les dépenses ordinaires, une augmentation de . .	8,846,467.50

Soit pour l'ensemble une diminution de fr. 1,751,932.50

Il y a lieu, en outre, de tenir compte des crédits prévus au budget extraordinaire et au budget des dépenses recouvrables.

L'économie réalisée porte principalement, pour les dépenses ordinaires, sur les crédits destinés aux traitements des inspecteurs des écoles normales et des inspecteurs de l'enseignement primaire; pour les dépenses exceptionnelles, elles portent sur les postes suivants : construction et ameublement des locaux destinés à l'enseignement moyen, construction, ameublement, etc., de maisons d'école et de baraquements scolaires pour l'enseignement primaire.

Les principales augmentations sont la conséquence des lois votées par le Parlement et notamment de la loi du 31 juillet 1921 concernant l'emploi des langues en matière administrative, des lois relatives au Fonds des mieux doués, au paiement par l'État des traitements des instituteurs, etc.; la majoration la plus importante — 6,000,000 frs — est due à l'augmentation des classes dans l'enseignement primaire, un millier environ, pour lesquelles le Gouvernement prévoit une dépense de 6,000 francs par classe.

Votre Commission, pour se conformer au vœu du Parlement et tenant compte de la situation financière du pays a tenté un effort de compression. A cette fin, elle a passé au crible d'une critique sévère les divers articles du budget, mais cet effort n'a pas abouti.

D'une part, les nouveaux crédits sollicités du Parlement sont le fait de la loi; d'autre part, votre Commission a continué à penser que si une politique d'économies s'impose pour la plupart des services de l'État, celui de l'Instruction publique doit échapper à la règle; il s'agit de conserver et d'accroître, dans la mesure du

possible, les puissances intellectuelles et morales de la nation, puissances essentielles parce qu'elles sont les forces directrices, les moteurs indispensables à une vie pleine et féconde du pays.

Nous sommes du reste, pleinement d'accord sur ce point avec le Premier Ministre qui a déclaré que les dépenses pour l'enseignement public, indispensable au progrès du pays, sont incompressibles et que, partant, les économies réalisées dans ce domaine, seraient des économies dangereuses. On ne pouvait mieux dire.

CHAPITRE I

Administration centrale.

ARTICLES 1 A 6.

Ce chapitre est en augmentation de 105,564 francs. Cette augmentation se justifie principalement par :

- a) La nomination d'un certain nombre d'agents par l'application de la loi concernant l'emploi des langues en matière administrative ;
- b) Les augmentations réglementaires à accorder en 1922 ;
- c) La mise à la charge de l'article 2 du traitement d'un inspecteur général des Beaux Arts.

Des membres ont critiqué une tendance qui semble être commune à tous les organismes administratifs, l'accroissement et l'extension perpétuelle des services.

On a créé à l'administration centrale depuis le 1^{er} janvier 1919 les emplois nouveaux que voici :

Directeurs généraux	4
Directeurs	4
Sous-directeur	1
Chefs de bureau	7
Sous-chefs de bureau et rédacteurs	9
Commis, sténo-dactylographes, dactylographes, expéditeurs	177
Agents hors cadre	7
Personnel de service	39
Agents temporaires	25
Total.	271

La charge annuelle pour le Trésor résultant de la nomination de ces deux cent soixante et onze agents nouveaux s'élève à 1,757,000 francs.

Cette extension du personnel, nous l'avons dit plus haut, est le fait de la loi qui a obligé le Département des Sciences et des Arts à créer plusieurs services nouveaux et à développer des services anciens ; nous citerons notamment le service des bibliothèques, l'administration de l'enseignement normal, la création d'une organisation pour le quatrième degré, l'extension du personnel de l'inspection de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen, l'accroissement du

service de la comptabilité résultant du paiement par l'Etat des traitements d'instituteurs.

Mais s'il n'y a pas lieu de critiquer en principe ces dépenses,

Nous préserve le Ciel d'en avoir la pensée!

il convient cependant de tenir compte de notre situation financière, et de réduire les dépenses au strict nécessaire.

Dans l'état de détresse où nous nous trouvons, tout abus condamnable en tout temps, serait particulièrement coupable.

Si le budget des Sciences et des Arts est incompressible, il ne faut pas qu'il soit extensible à l'infini.

Dans cet ordre d'idées, nous nous permettons de signaler le cas d'un fonctionnaire, sous-directeur au Département des Affaires étrangères qui pour avoir passé deux semaines au Cabinet du prédécesseur de l'honorable M. Nolf a été promu au grade de directeur au second échelon du traitement. Entré le 20 octobre au Ministère des Sciences et des Arts, l'intéressé a quitté le Cabinet à la date du 16 novembre; il était resté en fonctions exactement pendant dix-huit jours

On sait que les fonctionnaires, attachés au Cabinet du Ministre, jouissent à ce titre d'une indemnité spéciale. Des membres ont exprimé le désir de savoir si les intéressés continuent à bénéficier de cette indemnité, après leur départ.

Nous avons posé la question à l'honorable M. Nolf qui nous a répondu ce qui suit :

« A leur départ, les Ministres accordent aux fonctionnaires qui ont fait partie de leur Cabinet une augmentation anticipée de traitement, récupérable au fur et à mesure des augmentations et promotions régulières et équivalente à l'indemnité dont ces fonctionnaires jouissaient comme membres du Cabinet. »

*
* *

Des membres ont posé diverses questions au sujet des critiques dont les services comptables du Ministère des Sciences et des Arts avaient été l'objet. On a notamment prétendu que le budget était un fouillis inextricable où il est parfois bien difficile de se retrouver, que contrairement aux stipulations de la loi de 1846 sur la comptabilité de l'Etat, certains articles mélangeaient de propos délibéré les crédits pour le personnel et les crédits pour le matériel; qu'il était difficile, sinon impossible, dans ces conditions, à la Cour des Comptes dont les observations se sont d'ailleurs multipliées, de vérifier l'emploi de ces crédits.

A titre exemplatif on citait l'article 56 du budget de l'enseignement normal, d'un import de 20,000 francs, qui comporte notamment les jetons de présence des membres du Conseil de perfectionnement de l'enseignement normal primaire et les impressions autographes, copies, etc., ordonnées par ledit Conseil. On comprend qu'un article ainsi libellé puisse faciliter, par exemple, le déplacement des dépenses d'un poste à l'autre de cet article.

C'est ainsi encore, a-t-on prétendu, qu'on a vu une académie demander que les jetons de présence de ses membres fussent augmentés contre l'engagement de réduire proportionnellement ses frais d'impressions, d'achats de matériel, etc... Ainsi fut fait.

A côté de ces faits — qui seraient de pures illégalités — on constaterait une lenteur impardonnable à justifier l'emploi des crédits.

A l'appui de ces critiques on invoque un extrait suggestif du rapport de la Commission Sénatoriale des Finances; c'est la réponse de l'Administration à la Commission qui s'était informée des raisons pour lesquelles la Trésorerie n'avait pas encore dressé la situation du Trésor au 1^{er} janvier 1922.

« Ni en ce qui concerne les budgets de 1919, ni en ce qui concerne les budgets de 1920, la Trésorerie ne possède pas encore les éléments nécessaires pour dresser la situation; les chiffres consignés actuellement dans ses registres d'imputation ne permettent pas de donner la situation exacte de ces deux budgets. »

A une question plus précise, l'Administration a répondu :

« Certains Départements continuent, avec l'autorisation de la Cour des Comptes, à régulariser à charge des exercices de 1919 et 1920 les dépenses qui ont été effectuées pendant ces deux années. D'autre part, la plupart des ordonnances de régularisation soumises à la Cour à charge de ces deux budgets et dont la Trésorerie ignore le montant n'ont pas encore été visées par ce Collège. Telles sont les raisons pour lesquelles la Trésorerie a été amenée à demander exceptionnellement aux Départements de lui faire connaître la situation précise de leurs budgets pour ces deux exercices. Trois Départements importants n'ont pas encore été à même de fournir les renseignements demandés.

Nous avons appris par la suite que ces trois Départements importants étaient celui des Chemins de fer, celui des Travaux Publics et celui des Sciences et des Arts. »

D'une enquête approfondie à laquelle nous nous sommes livrés, il résulte qu'aucune de ces critiques n'est fondée.

Il est inexact de prétendre que le budget contrevienne aux stipulations de la loi de 1846 sur la comptabilité de l'État.

Les crédits pour le personnel et ceux qui concernent le matériel sont séparés dans tous les chapitres. Jamais le Département des Finances n'a soulevé d'observation sur la façon dont cette règle élémentaire de bonne comptabilité publique était observée dans l'établissement de ses projets de budget par le Ministère des Sciences et des Arts.

Les traitements des secrétaires des divers conseils de perfectionnement — dépense de personnel — font l'objet d'articles séparés. Toutes les autres dépenses à raison notamment de leur modicité, sont réunies dans un autre article. S'il fallait en distraire la somme nécessaire au paiement des jetons de présence, il faudrait créer un article de plus, alors que l'auteur des critiques ci-dessus trouve qu'il y en a déjà trop.

Quant au déplacement des dépenses, ce grief n'a aucun fondement. Les divers postes d'un même article sont « des subdivisions variables, dont il est permis de

s'écarter, dans les limites du même article, selon les besoins du service. (Arrêté du 10 janvier 1848 sur la forme des budgets, art. 8.)

Le retard dans la régularisation des dépenses des exercices 1919 et 1920, retard qui s'explique d'ailleurs aisément par l'organisation qu'il a fallu improviser à la hâte, en décembre 1919, du paiement des traitements des instituteurs par la voie des chèques postaux, n'est pas un événement anormal dans le fonctionnement d'une administration publique. C'est une éventualité qui est prévue par le règlement général sur la comptabilité de l'État, dans son article 152. Cet article indique la procédure à suivre quand le cas se produit.

Il est exact que l'académie flamande a fait la proposition indiquée ci-contre, mais

a) il n'est pas requis d'être familiarisé avec les arcanes de la loi organique de la Comptabilité de l'Etat, pour être digne de faire partie d'une académie littéraire.

b) On cherche en vain comment le fait qu'une académie fait une proposition non recevable, peut engager la responsabilité de l'Administration.

Il en serait autrement, si la proposition avait été admise. Or, précisément, elle a été rejetée.

Le reproche de « lenteur impardonnable » n'est aucunement mérité. Si c'est la justification des dépenses que l'on a en vue, il suffira pour en faire justice, de signaler que les ordonnances de régularisation des ouvertures de crédit sont envoyées à la Cour des Comptes avec régularité et sans retard anormal.

La Cour a ses règles, en ce qui concerne l'ordre dans lequel elle accomplit, les tâches qui lui incombent, et il n'appartient pas à l'Administration de lui prescrire de terminer l'examen des pièces de justification dans un délai fixé.

Enfin, chercher dans cet extrait du rapport de la Commission sénatoriale des dépenses une imputation à charge de l'Administration des Sciences et des Arts, c'est en altérer la signification et faire dire à l'Administration de la Trésorerie autre chose que ce qu'elle dit.

La Trésorerie est chargée de dresser des états généraux de situation, embrassant tous les budgets, et pas celui des Sciences et des Arts seulement. Au 1^{er} janvier 1922, elle ne possédait pas tous les éléments nécessaires pour dresser les états pour 1920. Elle ne dit pas, et pour cause, que les éléments qui lui manquaient fussent ceux du Département des Sciences et des Arts. En effet, ce Département a fourni les états de situation semestriels aux époques réglementaires et la Trésorerie en a reconnu l'exactitude.

Remarquons encore que pour juger avec exactitude et impartialité de la marche des services comptables du Département, il ne faut pas perdre de vue :

1. Que chaque administration (Enseignement supérieur, moyen, normal, etc.), possède son service de comptabilité propre et que la comptabilité générale dépend dans une large mesure de la régularité du fonctionnement des comptabilités particulières. Les retards ou les erreurs qui peuvent se produire dans celles-ci réagissent fatalement sur le fonctionnement de la Comptabilité générale.

2. Que tous les services comptables sont exclusivement des services d'exécu-

tion. Ils exécutent, sans pouvoir les discuter, les décisions à l'adoption desquelles ils n'ont pris aucune part et dont la responsabilité ne peut leur être endossée d'aucune façon.

Il n'y a de réserve à faire que pour les contrats qui, en principe, doivent leur être soumis pour avis, règle qui, elle-même, a souffert des exceptions.

CHAPITRE II.

Pensions et Secours.

ARTICLES 7 A 9.

A propos de ce chapitre, votre Commission a été unanime à exprimer le désir de voir le Gouvernement procéder à une codification méthodique des lois relatives aux pensions.

La matière, on le sait, est réglée par la loi générale de 1844, mais cette loi a été à de multiples reprises interprétée, modifiée et complétée par diverses dispositions législatives, pour lesquelles nous citerons la loi du 16 mai 1876, celles des 51 mars et 8 avril 1884, celle du 31 janvier 1885, puis la loi du 25 août 1901 et celle du 18 mai 1912.

Cette multiplicité de lois rend nécessairement très difficile l'étude et l'application du régime des pensions du personnel des nombreux établissements d'instruction publiques, de toutes les catégories.

Un de nos collègues, ancien membre du Gouvernement a signalé à votre Commission que, déjà en 1921, il avait élaboré un projet de loi complet, dont il se proposait de saisir le Parlement. Ce projet portait sur les points suivants :

1° Relèvement des bases de la pension des instituteurs des écoles primaires adoptables, lesquels obtiendraient une pension intégrale réglée d'après les règles établies pour les instituteurs communaux ;

2° Admission dans le calcul des pensions des services rendus pendant la guerre en terre d'asile ;

3° Règlement de la mise en disponibilité pour maladie des instituteurs des écoles primaires adoptables ;

4° Extension du régime des pensions des professeurs et instituteurs communaux aux membres du personnel des établissements d'enseignement créés et entretenus par les provinces.

La plupart des membres de votre Commission se sont ralliés à ces divers points.

Beaucoup ont exprimé le désir de voir mettre l'instituteur des écoles adoptables sur le même pied que les instituteurs des écoles adoptées, de supprimer ainsi la réduction de la pension aux trois cinquièmes et de calculer celle-ci sur le traitement réel.

D'autres ont préconisé l'admission des membres du personnel enseignant des écoles gardiennes adoptées et adoptables au bénéfice des lois et règlements sur les pensions, au même titre que leurs collègues des écoles primaires.

Cette assimilation est une conséquence logique de la disposition de la loi scolaire, qui a admis les institutrices des écoles gardiennes adoptées et adoptables à la jouissance des subsides de l'État.

Enfin divers membres ont demandé l'abrogation du paragraphe 2 de l'article 7 de la loi du 23 août 1901, qui impose à l'instituteur d'une école adoptée, sous peine de la perte de ses droits en matière de pension, l'obligation d'adresser, dans les six mois, au Ministre, une copie de l'acte d'adoption de l'école et de l'acte d'agrément de l'institution. Nos collègues estiment qu'il n'y a pas lieu de maintenir une inégalité entre l'instituteur d'une école adoptée et celui d'une école communale ce dernier n'ayant aucune pièce à fournir.

Des membres ont fait remarquer que la Chambre était saisie de divers projets de lois tendant à relever les pensions des membres du personnel enseignant. Pour répondre à leurs désirs, nous avons demandé au Gouvernement de nous faire connaître ses intentions.

L'honorable M. Nolf nous a répondu ce qui suit :

« La question est à l'étude. Une commission a été instituée pour examiner les propositions qui ont été émises et pour élaborer un avant-projet de codification et de coordination de la législation sur les pensions des membres du personnel enseignant. Les travaux de la commission sont poussés activement. »

A la première section, un membre a posé la question suivante : Quelle est la dépense affectée pour l'article 7 :

- a) pour les écoles officielles ;
- b) pour les écoles libres et agréées.

Nous avons posé la question à M. le Ministre qui nous a fait parvenir la note suivante :

« La somme de frs 3,000,000 portée à l'article 7 du projet du budget pour 1923, pour le paiement des premiers termes de pension, a été établie d'après des statistiques annuelles qui ne distinguent pas entre les différentes catégories d'établissements ou de pensionnés.

Les imputations à charge de ce crédit sont essentiellement variables. C'est pour ce motif que l'allocation est non limitative.

Il n'est donc pas possible de dire quelle partie de ce crédit peut être affectée : a) au paiement des premiers termes des pensions à accorder aux membres du personnel des écoles officielles et b), des écoles libres (adoptées, adoptables et écoles normales agréées).

En l'année 1921, il a été dépensé, pour le même objet, une somme approximative de 5,000,000 de francs dont 150,000 francs pour le paiement des premiers termes des pensions accordées au personnel enseignant des écoles primaires adoptées et adoptables, des écoles normales libres agréées, des écoles d'application annexées à ces établissements.

La différence, soit environ 4,850,000 francs, constitue le montant des premiers termes des pensions allouées au personnel des écoles officielles. L'exercice 1922 étant encore en cours, je ne puis en donner actuellement les résultats. »

CHAPITRE III.

Sciences.

ARTICLES 10 à 24.

Ce chapitre est en diminution de 93,479 francs.

Cette diminution est due à la suppression de l'indemnité de résidence aux agents occupant des locaux de l'État, aux mutations survenues dans le personnel et à la disparition de certaines charges temporaires.

Remarquons que tandis que le crédit inscrit à l'article 9 du budget de 1922 se montait à 498,500 francs le crédit prévu à l'article correspondant du budget de 1923, l'article 10 est réduit à 259,000 francs. Cette réduction cependant n'est qu'apparente; le Service des Lettres ayant été rattaché à l'Administration des Beaux-Arts, l'ancien crédit a été réparti entre le Service des Sciences et celui des Lettres.

Des membres ont protesté contre la réduction du crédit prévu à l'article 18 et relatif au Musée royal d'histoire naturelle, réduction se montant à 66,800 francs.

Interrogé si le nouveau crédit était suffisant, M. le Ministre nous a répondu affirmativement.

CHAPITRE IV.

Instruction publique.

ARTICLES 25 à 27.

Ce chapitre est en augmentation de 547,000 francs.

Cette majoration est la conséquence budgétaire de la loi du 15 octobre 1921, relative aux Mieux Doués. Les subsides prévus par cette loi ne sont alloués qu'à partir d'octobre 1922. C'est pour cette raison que la somme prévue au précédent budget ne s'élevait qu'à 200,000 francs.

A partir de 1923, les subsides seront liquidés pour l'année entière, d'où leur montant plus élevé, ils s'élèvent exactement à 750,000 francs.

A propos de ce crédit, des membres ont fait remarquer que dans beaucoup de cas le but visé par le législateur n'est pas atteint. Dans de nombreuses communes on confond les Mieux Doués avec les enfants désireux d'obtenir une bourse, sans qu'ils manifestent des dispositions spéciales pour les études, M. le Ministre nous a répondu ce qui suit :

» La loi du 15 octobre 1921 sur les Mieux-Doués a été régulièrement exécutée. Environ 160 Fonds communaux, intercommunaux et provinciaux se sont constitués; ils embrassent toutes les communes du royaume, sans exception, si bien qu'il n'est pas un seul enfant du pays, dûment qualifié, qui ne puisse escompter l'aide spéciale offerte par la loi.

» Sauf dans une seule province, où il s'est produit des retards, les comités de sélection ont été généralement désignés en temps utile, ils se sont nor-

malement acquittés de leur mission et des bourses, au nombre de plusieurs centaines apparemment, ont été accordées dès l'année scolaire en cours.

» Je ne possède pas encore, sur ce dernier point, des données précises complètes. »

L'article 23 prévoit un crédit de 2,400 francs pour le traitement du secrétaire du Conseil Supérieur de l'Instruction publique.

A propos de ce crédit, des membres ont critiqué les cumuls trop nombreux, à les en croire, au Ministère des Sciences et des Arts.

Nous avons fait une enquête au sujet des cas cités; force nous a été de constater que les critiques n'étaient pas fondées.

Tout d'abord, le cumul n'est pas une institution particulière au Ministère des Sciences et des Arts; on le rencontre dans les divers départements où de tout temps ce fut l'usage de récompenser les agents qui se distinguent par un mérite exceptionnel, en leur conférant les secrétariats des commissions ou conseils ressortissant à l'administration.

Il est encore à noter que généralement à ces traitements correspondent de multiples travaux effectués en dehors des heures de bureau.

Remarquons enfin que si, pour éviter le cumul, dans chacun des cas visés, on eût nommé un nouveau fonctionnaire, la charge pour le Trésor aurait été beaucoup plus lourde.

CHAPITRE V.

Enseignement supérieur.

ARTICLES 28 à 45.

Le crédit relatif aux traitements du personnel enseignant et du personnel administratif des universités de l'État est en augmentation de 118,715 francs.

Le Gouvernement justifie cette majoration par les raisons suivantes :

- a) Les augmentations réglementaires de traitement ;
- b) La nécessité de compléter les cadres du personnel scientifique ;
- c) Les charges que peut entraîner la création de chaires ou une nouvelle répartition de cours devenus vacants, charges dont il est impossible de déterminer dès à présent, de façon exacte, l'importance.

Par contre, le crédit prévu à l'article 35, relatif au matériel des universités de l'État, etc., est en diminution de 203,325 francs.

En résumé, ce chapitre est donc en diminution de 49,410 francs.

A propos de l'article 39, relatif aux traitements du personnel enseignant des universités de Liège et de Gand, votre Commission a été unanime à exprimer le vœu de voir le Gouvernement augmenter le nombre des toges.

Les dispositions légales qui répartissent le nombre des toges datent de 1849, 1882, 1892 et de 1896.

Dans ces conditions, les chargés de cours doivent attendre dix, quinze, vingt ans et plus avant d'obtenir une toge.

Les chargés de cours n'entrent pas à l'université aussi jeunes que les docteurs en droit, par exemple, entrent dans la magistrature. Une statistique des chargés

de cours nommés à l'université de Liège depuis l'armistice établit que la moyenne d'âge d'entrée à l'université est de 41 ans. Par conséquent l'avancement des chargés de cours est tardif et la carrière universitaire ne leur offre que des chances de promotions très réduites. Ceci a une répercussion très considérable sur le recrutement même du personnel universitaire, et pour assurer un meilleur recrutement il est indispensable d'assurer un avancement plus rapide et plus large. Il est à noter d'ailleurs que depuis trente ans de nombreuses branches nouvelles sont enseignées à l'université et que les cadres fixés par les lois de 1849 à 1896 ne répondent plus à la réalité.

Il est donc impérieux de mettre en rapport le nombre de toges avec l'extension de la science et l'augmentation du nombre des chargés de cours, afin de faciliter le recrutement de ces derniers et de leur offrir des chances d'avancement égales à celles d'autres fonctionnaires.

Interrogé sur ses intentions, l'honorable M. Nolf nous a transmis la réponse très satisfaisante que voici :

« Aux termes de l'article 10 de la loi du 15 juillet 1849, organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État, modifiée par les lois du 22 mai 1882, du 22 mai 1892, du 30 juin 1893 et du 1^{er} juillet 1896, le nombre des professeurs pour chacune des facultés des deux universités est fixé comme suit :

	Gand.	Liège.
Philosophie et lettres	12	12
Droit	10	10
Sciences	13	12
Médecins	13	13
Technique	—	10

La loi ajoute qu'en cas de nécessité un ou deux professeurs de plus peuvent être nommés dans chacune de ces facultés.

Il n'est guère contestable qu'en présence des progrès réalisés depuis un quart de siècle dans la plupart des sciences enseignées à l'Université le nombre des toges est devenu insuffisant. Diverses chaires ont dû être dédoublées et, actuellement, plusieurs enseignements de grande importance ont pour titulaire des chargés de cours. Le Conseil de perfectionnement de l'enseignement supérieur et les facultés ont été saisies de la question qui est donc, actuellement, à l'étude.

Il y a lieu cependant de signaler dès à présent que l'augmentation éventuelle du nombre des toges n'entraînerait pas un surcroît considérable de dépenses. Ce sont en effet des chargés de cours dont le traitement est presque égal à celui des professeurs qui seraient appelés à bénéficier de la mesure projetée. »

* * *

Un membre de la 4^{me} section a exprimé le désir de connaître la part respective pour laquelle les universités de l'État et les universités libres interviennent dans le crédit prévu à l'article 54 et relatif aux bourses universitaires, bourses de voyages, etc.

Nous avons posé la question à M. le Ministre qui nous a répondu ce qui suit :

« Il n'est pas possible d'établir a priori la dépense qui sera affectée d'une part aux universités de l'État, d'autre part aux universités libres. Les concours pour les bourses de voyage sont ouverts à tous les porteurs d'un diplôme académique final sans distinction du lieu où ils ont fait leurs études ; les porteurs d'un diplôme obtenu devant le jury central (3^{me} élément non prévu par la question) sont également admis.

Les bourses (14 de 8,000 francs pour les grades légaux, 4 de 4,000 francs pour les grades scientifiques) sont accordées aux plus méritants. »

CHAPITRE VI

Enseignement moyen.

ARTICLES 44 à 54.

La majoration de ce chapitre est de 123.520 francs.

Elle provient principalement des augmentations réglementaires du personnel enseignant.

A propos de l'article 42, relatif à l'inspection des établissements d'instruction moyenne, de nombreux membres ont attiré l'attention de votre Commission sur la nécessité de modifier les dispositions régissant les inspecteurs de l'enseignement moyen.

La loi du 1^{er} juin 1850 sur l'enseignement moyen créait pour les athénées et les écoles moyennes deux inspecteurs (art. 34) et prévoyait en outre la nomination d'un inspecteur général (art. 38). Les établissements d'enseignement moyen des deux degrés étaient au nombre de 60 :

10 athénées ;

50 écoles moyennes.

La population des athénées était en 1831 de 2,573 élèves, celle des écoles moyennes s'élevait à 4,990 élèves.

La loi du 15 juin 1881 (art. 12) a porté le nombre des inspecteurs de l'enseignement moyen à quatre en dehors de l'inspection générale et abstraction faite des inspecteurs spéciaux (pour le dessin, la gymnastique, la musique).

Les athénées et les écoles moyennes s'étaient, en effet, accrus en nombre. Leur population et l'accroissement du personnel exigeaient le dédoublement de l'inspection des cours généraux.

En 1895 la loi de 1881 a trouvé son application et le nombre des inspecteurs fut effectivement porté à quatre en dehors de l'inspecteur général.

La population scolaire était alors :

Pour les 20 athénées de	5,852 élèves
Pour les 78 écoles moyennes . .	
pour garçons, de	13,428 —
Pour les 32 écoles moyennes . .	
pour filles, de	3,708 —
	24,998 élèves

Depuis lors le nombre et la population de nos écoles n'a fait qu'augmenter, le nombre des classes et des professeurs a suivi ce mouvement ascensionnel.

Le dernier recensement, publié au *Moniteur* du 17 mars 1922, donne pour le nombre d'établissements d'enseignement moyen et la population au 31 décembre 1921 le résultat suivant :

Athénées royaux	23
Sections d'athénées	6
Collège provincial	1 (Morlanwelz)
Collèges communaux	3
Collèges patronnés	8
Écoles moyennes pour garçons	84
— communales	7
— patronnées	6
— pour filles	41
Lycée provincial	1 (Morlanwelz)
Écoles moyennes communales	9
École moyenne patronnée	1 (Turnhout)
Écoles normales moyennes	6
Total.	196 établissements

La population de ces établissements de 24,993 qu'elle était en 1898 montait à 53,947 élèves. Le nombre des professeurs inspectés s'est accru nécessairement dans une très forte proportion.

En 1914, les athénées comptaient 643 professeurs.

En 1914, les écoles moyennes comptaient 870 instituteurs et régents, 456 institutrices et régentes.

En 1921, le personnel des athénées se composait de 802 professeurs.

En 1921, le personnel des écoles moyennes se composait de 1,148 instituteurs et régents, 656 institutrices et régentes.

Soit une majoration de 478 unités en six ans.

Les données manquent pour les collèges communaux, les collèges patronnés, les écoles moyennes communales et les écoles moyennes patronnées, les écoles normales moyennes, mais il est permis d'affirmer que le personnel a été augmenté pour ces écoles tout autant que pour les athénées royaux et les écoles moyennes de l'Etat.

Dans ces conditions, les inspecteurs ne pouvaient évidemment plus satisfaire à leur tâche.

Lié par la loi qui avait fixé le nombre des inspecteurs, le Gouvernement s'est tiré d'affaire provisoirement en doublant de chargés de mission les inspecteurs.

Votre Commission estime qu'il y a lieu de régulariser cette situation et de remettre les chargés de mission, aujourd'hui en marge de la loi, dans le cadre de celle-ci.

Elle émet le vœu de voir le Gouvernement demander la modification de la loi de 1881. Elle estime qu'il y a lieu de porter le nombre des inspecteurs de

l'enseignement moyen à dix, y compris l'inspecteur général. Huit d'entre eux seraient chargés éventuellement de l'inspection littéraire et scientifique dans les établissements d'enseignement moyen des deux degrés soumis au régime de la loi du 2 juin 1850, modifiée par les lois du 15 juin 1881 et du 6 février 1887 et dans les sections normales moyennes délivrant le diplôme légal de professeur agrégé de l'enseignement moyen du degré inférieur, deux autres seraient chargés spécialement de l'inspection des établissements d'enseignement du degré inférieur.

Cette augmentation du nombre d'inspecteurs n'entraînerait pas un accroissement considérable des dépenses. Les chargés de mission, en effet, jouissent d'un traitement égal à ceux des inspecteurs.

*
**

A propos du crédit prévu à l'article 49, de nombreux membres ont émis le vœu de voir le Gouvernement améliorer la situation des professeurs d'athénée.

Le traitement des intéressés est actuellement déterminé par l'arrêté royal du 15 avril 1921.

Cet arrêté distingue trois catégories d'athénées :

a) Les athénées d'Anvers, Bruxelles, Charleroi, Ixelles, Liège, où le casuel est 2,500 francs ;

b) L'athénée de Gand, où le casuel est 1,800 francs ;

c) Les athénées d'Arlon, Ath, Bruges, Chimay, Dinant, Hasselt, Huy, Louvain, Malines, Mons, Namur, Nivelles, Ostende, Tirlemont, Tournai, Tongres, Verviers et les sections d'athénées, où le casuel est 1,000 francs.

Ce régime différentiel ne paraît pas justifiable ; il n'existe, du reste, dans aucun autre degré de l'enseignement.

Il y a dans de nombreux établissements de petites villes des classes aussi peuplées et quelquefois même plus peuplées que dans les grands centres.

Les professeurs d'athénée sont unanimes à demander la suppression des catégories par l'élévation des B et C à la catégorie A.

Maintenir ce régime différentiel serait consacrer une différence injustifiable et humiliante entre professeurs ayant tous les mêmes diplômes et rendant les mêmes services ; ce serait permettre en faveur des grands établissements une sorte de recrutement d'un corps enseignant de qualité supérieure, au détriment des petits athénées, d'établissements qui ne pourraient s'attacher des professeurs d'élite et devraient se contenter de débutants ; ce serait, enfin, établir entre les professeurs pensionnés des différences qui, n'ayant plus alors même l'apparence d'une justification, constitueraient une injustice flagrante (différence de 1,200 francs).

De nombreux membres ont exprimé le désir de voir les professeurs d'athénée atteindre le traitement maximum après vingt-cinq ans de service et non trente ans comme c'est le cas actuellement.

Sous le régime en vigueur, certains professeurs n'atteindront jamais le maximum, beaucoup ne l'atteindront pas en temps utile pour le calcul de leur pension.

D'autre part, les traitements des professeurs d'athénée sont, d'une façon générale, inférieurs à ceux des autres fonctionnaires, tant universitaires que non universitaires.

On nous signalait l'autre jour un cas qui ne manque pas de piquant : un jeune homme de 20 ans vient d'entrer à l'école d'application avec le grade de sous-lieutenant. Il touche depuis le 1^{er} janvier 730 francs par mois. Or, sait-on ce que gagne son ancien professeur de rhétorique française, docteur en philosophie et lettres, âgé de 40 ans et après seize années de services ? Exactement 890 francs par mois. N'est-ce pas déconcertant ?

Et faut-il s'étonner que pour se procurer un supplément de traitement, nombre de professeurs d'athénée donnent des leçons particulières, après les heures de classes, ou enseignent dans des instituts privés.

Cette situation est préjudiciable aux intérêts de l'enseignement. Comment veut-on que, dans ces conditions, les intéressés trouvent le temps nécessaire à la préparation de leurs leçons.

M. le ministre Hubert a reconnu l'an dernier le caractère pénible de cette situation et a déclaré qu'il désirait relever le plus rapidement possible le personnel des athénées du déclassement social qu'il a subi par suite de ces derniers barèmes.

Votre Commission insiste pour que la promesse faite par l'honorable prédécesseur de M. Nolf soit tenue, elle estime qu'il y a urgence à mettre fin à l'injustice flagrante dont les professeurs d'athénée sont victimes, mais tenant compte de la détresse de l'État, elle se borne à — demander pour cette année, — la suppression des catégories et l'octroi du traitement maximum après vingt-cinq ans de service.

Interrogé à cet égard, M. le Ministre nous a répondu ce qui suit :

« Le Gouvernement examinera avec bienveillance les revendications du personnel enseignant des athénées, notamment en ce qui concerne la détermination d'un minerval uniforme et l'obtention du traitement maximum après vingt-cinq années de service. Mais ces questions ne peuvent être résolues que dans la mesure permise par la situation financière du pays. »

Votre Commission, a l'honneur de vous proposer d'augmenter le crédit prévu à l'article 49 de 2 millions de francs.

A propos du même article, des membres ont critiqué le barème des traitements du personnel enseignant de l'enseignement moyen du degré inférieur dont la situation est tout aussi pénible que celle du personnel enseignant des athénées.

En effet, par suite de la distribution progressive et triennale des augmentations, les régents et instituteurs d'école moyenne se trouvent dans une situation inférieure à celle des instituteurs primaires communaux qui jouissent dans toutes les localités de quelque importance, d'une indemnité de résidence supérieure à celle qui leur est allouée et d'une allocation communale variant de 1,200 à 3,000 fr.

Nos collègues proposent d'étendre le bénéfice de l'amendement présenté en faveur des athénées, aux membres du personnel enseignant des écoles moyennes, dans les conditions suivantes :

1^o Maximum de traitement avec vingt-cinq ans de fonctions;

2^o Augmentations régulières et biennales de 400 francs pour les régents et de 300 francs pour les instituteurs.

Votre Commission s'est ralliée à ces vues et elle a l'honneur de vous proposer d'augmenter le crédit prévu à l'article 49 de 800,000 francs.

*
* *
*

A la première section, la question suivante a été posée :

Quelle est la dépense affectée pour les articles 49 et 50

- a) par les écoles officielles ;
- b) par les écoles libres et agréées.

Nous avons posé la question à M. le Ministre qui nous a transmis la réponse que voici :

Art. 49. — Le crédit tout entier est réservé aux établissements de l'État.

Aucun subside n'est accordé aux écoles libres et agréées.

Art. 50. — L'attribution des bourses aux écoles moyennes de l'État et aux écoles moyennes patronnées n'est pas soumise à des règlements déterminés ;

En 1922, la dépense s'est élevée :

Pour les écoles moyennes de l'État à 35,850 francs.

» » » patronnées 600 »

En 1923, les prévisions des dépenses seront vraisemblablement :

Pour les écoles moyennes de l'État de 22,500 francs.

» » » patronnées 400 francs.

CHAPITRE VII.

Enseignement normal.

ARTICLE 55 à 72.

Ce chapitre est en diminution de 285,850 francs.

Cette diminution provient de la réduction des crédits prévus aux articles 57 et 58, relatifs aux traitements des inspecteurs de l'enseignement normal et de l'enseignement primaire. Ces deux crédits ont été diminués, le premier de 500,000 francs, le deuxième de 100,000 francs. Le poste prévu par les frais des jurys d'admission dans les écoles normales a été également diminué de 140,000 fr.

L'ensemble des réductions opérées s'élève à 563,000 francs.

Par contre, le crédit prévu à l'article 60 et relatif aux traitements du personnel des écoles normales de l'État est en augmentation de 187,000 francs ; cette augmentation provient de l'accroissement de la population scolaire.

« Le nombre des instituteurs présents aux conférences de 1923 devant être de beaucoup supérieur au nombre de ceux qui ont assisté aux conférences en 1922 » le crédit prévu à cette fin à l'article 66 a été augmenté de 90,000 francs.

A propos de l'article 57, de nombreux membres ont fait remarquer que les traitements des inspecteurs de l'enseignement primaire n'ont pas été relevés dans les mêmes proportions que ceux des autres fonctionnaires du Département des Sciences et des Arts.

En effet, tandis que, depuis l'armistice les traitements ont été augmentés de 166 p. c. pour les directeurs des écoles normales, de 196 p. c. pour les

professeurs des écoles normales, de 125 p. c. pour les inspecteurs des écoles moyennes et normales, l'augmentation n'est que de 89 p. c. pour les inspecteurs principaux de l'enseignement primaire, de 100 p. c. pour les inspecteurs cantonaux de l'enseignement primaire.

Pendant la discussion du budget du Ministère des Sciences et des Arts de 1922, plusieurs de nos collègues ont fait ressortir cette injustifiable situation.

Rappelons que les traitements des inspecteurs de l'enseignement primaire sont déterminés actuellement par l'article 18 de l'arrêté royal du 25 septembre 1920 portant règlement général de l'inspection.

L'échelle du barème est la suivante :

Inspecteurs principaux :

1 ^{re} classe	fr. 14,200	
2 ^e —	12,200	12.800
3 ^e —	11,000	11,600

Inspecteurs cantonaux :

1 ^{re} classe	10,600	11,000
2 ^e —	9,800	10.200
3 ^e —	9,000	9,400

Inspecteurs adjoints :

1 ^{re} classe	9,600	10.000
2 ^e —	8,800	9,200
3 ^e —	8,000	8,400

Grand maximum pour les inspecteurs cantonaux après cinq années du traitement maximum : 11,600 francs.

Grand maximum pour les inspecteurs adjoints dans les mêmes conditions : 10,500 francs.

M. le Ministre Hubert avait invité l'Administration dans le courant du mois de mai 1922, à étudier l'élaboration d'un nouveau barème qui remettrait les inspecteurs de l'enseignement primaire dans l'échelle des traitements à la place qu'ils occupaient avant la guerre relativement au personnel des écoles normales de l'Etat. En outre le nouveau barème pouvait prévoir l'octroi des indemnités pour diplômes spéciaux, en faveur des inspecteurs, comme la chose s'était faite pour les membres du personnel enseignant, en application de l'article 34 de la loi organique de l'enseignement primaire.

Le projet élaboré par l'Administration donnait satisfaction à ces deux desiderata. Il fut approuvé par M. le Ministre Hubert et soumis à M. le Ministre des Finances. La dépense nouvelle qu'entraînerait l'application de ce nouveau barème avait été évaluée à environ 400,000 francs.

Les bases du projet étaient les suivantes :

a) Inspecteurs principaux.

Traitement du début 12,000 francs (majoration de 1,000 francs sur le barème actuel).

Augmentations biennales de 800 francs.

b) *Inspecteurs cantonaux* :

Traitement du début : 10,000 francs (idem);

Augmentations biennales de 500 francs.

c) *Inspecteurs adjoints* :

Traitement du début : 9,000 francs (idem);

Augmentations biennales de 500 francs.

Le Département des Finances n'a pas accueilli cette proposition : pour justifier son rejet, il a fait valoir, d'une part, la situation difficile du Trésor et, d'autre part, le fait que les inspecteurs touchaient de fortes indemnités de frais de route et de séjour (art. 20 de l'A. R. du 25 septembre 1920).

* *

Lorsqu'il fut question, au mois de septembre 1922, de reviser le règlement général de l'inspection primaire, l'administration, qui s'était heurtée à une fin de non recevoir de la part du Département des finances, se trouva dans l'impossibilité de remettre au premier plan la question de la majoration des traitements des inspecteurs. Il fut donc décidé de conserver provisoirement le barème actuel, de même que le taux des indemnités de frais de route et de séjour accordées par l'article 20 de l'arrêté royal du 25 septembre 1920.

A ce nouveau projet de règlement, l'administration des Finances objectait le taux des frais de route et de séjour qu'elle voudrait voir diminuer, elle les compare notamment aux indemnités de l'espèce payées aux vérificateurs des contributions.

L'argumentation du Département des finances portait à faux; d'un côté, il se refusait à augmenter les traitements, en invoquant le taux élevé des frais de route et de séjour, et d'un autre côté, s'en prenant à ces frais de route, il voulait en obtenir la diminution, sans parler de l'augmentation éventuelle des traitements.

* *

D'autre part, les inspecteurs cantonaux ont demandé avec instance que, pour le calcul de leur traitement, l'Administration tint compte, dans une certaine mesure, des années de services antérieures à leur nomination dans l'inspection, comme la chose s'est faite pour les inspecteurs adjoints.

Pour ces derniers, en effet, il a été procédé comme suit :

Les inspecteurs adjoints comptant trente années de services et plus ont été rangés dans la première classe (9,500).

Les inspecteurs adjoints comptant de vingt à trente années de services ont été rangés dans la deuxième classe (8,800).

Les inspecteurs adjoints comptant moins de vingt années de services ont été rangés dans la troisième classe (8,000).

Une proposition tendant à donner, dans ce sens, satisfaction aux inspecteurs cantonaux a été soumise par l'Administration à M. le Ministre, qui vient de décider qu'il y aurait lieu d'étudier le coût de la dépense qui serait occasionnée par l'application de cette mesure.

Votre commission émet le vœu de voir l'administration :

a) Relever le traitement des inspecteurs dans les proportions indiquées par le projet qui a été soumis au Département des Finances ;

b) Procéder à la fixation des traitements des inspecteurs cantonaux en tenant compte de leurs années de service antérieurs à leur nomination comme la chose a été faite pour les inspecteurs adjoints ;

Cette réforme peut être assurée avec une augmentation de crédit de 500,000 francs.

Nous avons l'honneur de vous proposer de majorer dans cette proportion le crédit prévu à l'article 53.

En réalité les inspecteurs de l'enseignement primaire ne demandent que l'application du droit commun.

* * *

A propos de l'article 67 relatif au traitement du personnel enseignant des écoles normales agréées (provinciales, communales ou privées), des membres ont émis le vœu de voir le Gouvernement inscrire au budget les crédits nécessaires à l'exécution complète de la loi sur l'enseignement primaire.

On sait que l'enseignement normal primaire est donné dans :

les écoles normales privées, au nombre de 31 ;

les écoles normales provinciales et communales agréées, au nombre de 14 ;

les écoles normales de l'État, au nombre de 16.

Les professeurs des écoles normales privées agréées ont un traitement inférieur à celui des instituteurs primaires, et leur pension de retraite n'atteindra pas les $\frac{5}{3}$ de celle des instituteurs communaux, si les bases actuellement admises sont maintenues.

Chose singulière et paradoxale, la retenue faite sur leur traitement, au profit de la caisse des veuves et orphelins, est cependant calculée sur le traitement officiel qu'ils obtiendraient s'ils remplissaient les mêmes fonctions dans les écoles normales de l'État.

Nous donnons ci-dessous un tableau récapitulatif des traitements payés par l'État au personnel des écoles normales agréées :

*Barème actuel des traitements accordés par l'État
au personnel enseignant et administratif des Écoles normales
et à leur personnel subalterne*

Fonctions exercées.	Ecoles normales de l'Etat		Ecoles normales agréées Personnel laïque	
	minimum	maximum	minimum	maximum
Directeurs	11,000	16,000	<u>4,800</u>	<u>8,200</u>
Professeurs	7,400	14,800	<u>4,800</u>	<u>8,200</u>
Economes	7,400	12,000	néant	néant
Surveillants	5,900	9,600	néant	néant
Maîtres spéciaux	4,100	6,800	néant	néant
Médecins	3,200	4,200	néant	néant
Instituteurs	6,400	10,600	<u>4,800</u>	<u>8,200</u>
Concierges	<u>3,400</u>	<u>6,300</u>	néant	néant
Chauffeurs	<u>3,400</u>	<u>6,300</u>	néant	néant
Commissionnaires	<u>3,400</u>	<u>6,300</u>	néant	néant

Le traitement accordé aux professeurs est la seule forme sous laquelle l'État subsidie les écoles normales agréées.

L'État a fait des dépenses considérables pendant les années 1919, 1920, 1921, 1922, en faveur des écoles normales de l'État :

1. Pour la construction ou pour l'achat de bâtiments; éventuellement pour la location d'immeubles ;
2. Pour l'achat ou la location de terrains à bâtir ou à mettre de façon quelconque à la disposition de ces établissements;
3. Pour l'entretien ou l'amélioration de leurs bâtiments, locaux et jardins;
4. Pour l'ameublement des locaux, utilisés par les directeurs, professeurs, élèves, agents subalternes de ces écoles;
5. Pour l'outillage didactique : bibliothèques, laboratoires de chimie, cabinets de physique, excursions scolaires, moyens divers d'enseignement.

Aucun subside n'a été accordé, pendant la même période et pour les mêmes fins, aux écoles normales privées agréées.

Or, tandis que les écoles normales de l'État ne comptent que 1,466 élèves — chiffre de l'an dernier — les écoles normales privées agréées en comptent 6,183.

Il est à remarquer que le programme des écoles normales agréées comporte toutes les matières inscrites au programme des écoles normales de l'État et que les unes et les autres sont inspectées par les mêmes inspecteurs.

Il a paru à de nombreux membres qu'il était impossible de maintenir plus longtemps une distinction aussi injuste.

Lors de la discussion du précédent budget, un de nos collègues après avoir affirmé que les écoles normales agréées privées acceptaient le contrôle de l'État, avait formulé, sans rencontrer la moindre opposition, la proposition d'inscrire au

budget de 1923 les crédits nécessaires à l'exécution complète de la loi sur l'enseignement primaire. Sa proposition fut admise à l'unanimité, malgré cela, la question n'est pas encore résolue.

D'autres membres ont ajouté que, du fait de l'existence des écoles normales privées agréées, chaque année, l'Etat réalise des économies qui se chiffrent par plus de 12 millions de francs.

A l'unanimité, votre Commission a émis le vœu suivant : qu'à partir de 1^{er} avril 1923, les traitements des directeurs et des professeurs des écoles normales primaires privées agréées, pour instituteurs ou pour institutrices, qui réunissent ou qui réuniront les conditions auxquelles ces traitements sont actuellement payés par l'Etat, ainsi que les traitements des instituteurs et des institutrices des écoles primaires d'application annexées à ces établissements, soient calculés d'après les bases établies aux articles : 1, 2, 3, 5, 15, 16, 18, 19, 20, 22, 23, et 25 de l'arrêté royal du 4 juin 1921, fixant les traitements du personnel des écoles normales de l'Etat ainsi que des écoles d'application y annexées ; que leur pension soit calculée de la même manière que celle du personnel des écoles normales primaires de l'Etat ou des écoles d'application y annexées ; l'âge de la mise à la retraite étant le même que celui qui a été fixé pour les professeurs et les instituteurs des établissements similaires de l'Etat.

En conséquence, votre Commission a l'honneur de vous proposer d'augmenter les crédits prévus à l'article 67, de 930,000 francs.

*
* *

A la 1^{re} section, un membre a posé la question suivante :

Quelle est la dépense effectuée pour les articles 74, 79, 80, 82 et 83 ?

a) Pour les écoles officielles ?

b) Pour les écoles libres et agréées ?

Interrogé à cet égard, le Gouvernement nous a fait parvenir les renseignements que voici :

Art. 74. — Délivrance de certificat d'études primaires. Ce crédit est affecté uniquement aux frais des jurys constitués pour les examens établis en vue de la délivrance du certificat d'études primaires. Il n'existe qu'un seul jury par ressort d'inspection principale, pour toutes les écoles primaires communales, adoptées et privées subsidiées (arrêté royal du 30 juin 1922, *Moniteur* du 6 juillet 1922).

Dès lors, il est impossible de donner des chiffres de dépenses pour les écoles de caractère différent.

Art. 79. — Frais des intérimaires.

Le paiement de ces frais est effectué soit par les communes, soit par les directions des écoles privées subsidiées. L'Etat rembourse son intervention sur états de propositions dressés par des inspecteurs.

Pour les écoles communales et les écoles adoptées la liquidation est effectuée au profit de la commune, *in globo*, sans distinction entre chacune de ces deux catégories d'écoles.

Il est donc matériellement impossible de donner la dépense.

A la première section, un membre a posé la question suivante :

Quelle est la dépense affectée pour les articles 57, 60, 61, 62, 64, 65, 67 ?

a) Pour les écoles officielles ?

b) Pour les écoles libres et agréées ?

Interrogé à cet égard, M. le Ministre nous a transmis la note que voici :

Art. 57. — Le crédit prévu est destiné au paiement des traitements des inspecteurs nommés par l'État et chargés de l'inspection de toutes les écoles.

Art. 60. — Concerne uniquement les écoles normales de l'État : 3 millions 822,000 francs.

Art. 61. — Concerne uniquement les écoles normales de l'État : 1 million 100,000 francs.

Art. 64. — Concerne uniquement les écoles normales de l'État : 700,000 francs.

Art. 67. — Concerne exclusivement les écoles normales agréées : 3 millions 200,000 francs.

Art. 65. — Bourses d'études aux élèves	{ de l'État :	385,000
des écoles normales . . .	{ agréées :	1,615,000
		2,000,000 francs

Art. 62. — Cours normaux, etc. . .	{ de l'État :	605,000
	{ agréées :	130,000
		735,000 francs

Attendu qu'il s'agit des crédits pour 1923, les détails fournis pour les articles 62 et 65 ne constituent évidemment que des prévisions séparément pour les écoles communales et pour les écoles adoptées. En ce qui concerne les écoles adoptables, la dépense faite en 1921, dernière année connue, s'est élevée à 240,846,35 francs.

On évalue à 275,000 francs la part du crédit de 1923 pour faire face à la dépense pour cette dernière catégorie d'écoles.

Art. 80. — Disponibilité. — L'Etat n'intervient pas dans les traitements de disponibilité des instituteurs des écoles adoptables.

On évalue à 640,000 francs la part du crédit à affecter au service des écoles communales et à 25,000 francs celle à affecter au service des écoles adoptées.

Art. 82. — Subside aux écoles d'adultes et aux crèches. — On estime la dépense pour 1923 à :

880,000 francs pour les écoles d'adultes et les crèches communales.

20,000 francs pour les écoles d'adultes adoptées.

400,000 francs pour les écoles d'adultes et les crèches privées.

1,300,000 francs.

Il n'y a pas de crèches adoptées.

Art. 85. — OEuvres des vêtements, etc. Le crédit a été prévu pour la première fois au budget de 1921. Il était de 200,000 francs.

Les subsides suivants ont été alloués :

OEuvres communales pour écoles communales, un subside . fr.	14,839
OEuvres privées pour écoles communales, trois subsides . . .	23,108
OEuvres privées pour écoles privées, seize subsides	13,087
	fr. 51,034

Les demandes pour 1922 sont un peu plus nombreuses, il n'a pas encore été procédé à la répartition des subsides, celle-ci ne pouvant se faire qu'à l'expiration de l'année. Les budgets pour 1923 et les comptes de 1922 doivent être soumis au Département préalablement à la dite répartition. On ne peut connaître actuellement quelles seront les œuvres qui solliciteront des subsides pour 1923.

CHAPITRE VIII.

Enseignement primaire.

ARTICLES 73 à 83.

Ce chapitre est en augmentation de 8,103,000 francs. Le Gouvernement justifie cette majoration par les raisons suivantes :

1^o L'augmentation éventuelle des classes (1,000 environ), pour lesquelles il faut prévoir une dépense de 6,000 francs par classe ;

2^o Une nouvelle échéance donnant droit à une augmentation de traitement, soit 200 francs pour les instituteurs laïcs et 100 francs pour les instituteurs religieux. On évalue cette dépense à 5,000,000 de francs environ.

L'article 78 prévoit un crédit de 100,000 francs pour construction, acquisition, amélioration et ameublement des maisons d'écoles ; frais de surveillance et de contrôle, frais de confection de meubles et de plans-types, organisation d'expositions de mobiliers scolaires.

Votre Commission a estimé ce crédit insuffisant.

*
* * *

Des nombreux membres ont émis le vœu de voir modifier le nombre des journées scolaires conformément au projet de loi dont notre collègue M. Buyl a saisi la Chambre.

L'article 7 de la loi du 19 mai 1914 stipulait que, dans les écoles soumises à l'inspection de l'Etat, deux cent trente-cinq jours au moins devaient être consacrés à l'enseignement ; les jours du demi-congé hebdomadaire étant comptés comme journée scolaire, l'école devait donc être ouverte quatre cent trente demi-journées.

La loi du 14 août 1920 a augmenté la durée des prestations des instituteurs et a substitué au chiffre précédent, quatre cent soixante demi-journées scolaires.

A l'usage, il est apparu que, dans les villes et grandes communes urbaines, il était impossible de fixer le travail scolaire à quatre cent soixante demi-journées sans réduire d'une façon assez importante les vacances dont bénéficient les membres du corps enseignant depuis de nombreuses années.

Votre Commission estime qu'il serait injuste de priver d'un droit acquis les instituteurs de ces communes.

Des membres ont encore fait remarquer que dans les établissements d'enseignement moyen dirigés par l'État, les vacances sont plus longues que dans les écoles primaires des villes et des grandes communes.

D'autres ont exprimé le désir de voir fixer la durée des vacances en été à un mois au moins ; dans beaucoup de communes du pays, les vacances ne sont pas plus longues ; les mots « d'un mois au moins » permettent d'ailleurs aux autorités scolaires, communes et directions d'écoles, de prolonger les vacances d'été.

Votre Commission émet le vœu de voir le Gouvernement inviter, par circulaire ministérielle, les communes et directions scolaires à s'entendre entre elles et, au besoin, avec la direction des établissements d'enseignement moyen de l'État, pour fixer une même date de rentrée des classes dans la même agglomération.

Il arrive fréquemment, en effet, que des professeurs de l'enseignement secondaire sont chargés de cours au quatrième degré des écoles primaires.

Pour répondre à ces desiderata, il suffirait de modifier le premier alinéa de l'article 7 de la loi sur l'enseignement primaire comme suit :

« Dans les écoles soumises à l'inspection de l'État, quatre cent cinquante (450) demi journées au moins doivent annuellement être consacrées à l'enseignement.

» La durée des vacances est fixée à : dix jours à la Noël, y compris les jours de fête, deux semaines à Pâques et un mois au moins en été. »

CHAPITRE IX.

Beaux-Arts et Lettres.

ARTICLES 86 à 138

Ce chapitre est en augmentation de 594,122 francs.

L'article 87 prévoit un crédit de 100,000 francs pour couvrir les frais de l'exposition d'art décoratif qui sera organisée à Bruxelles en 1923.

Le crédit de l'article 88 est majoré de 46,885 francs, somme nécessaire aux augmentations réglementaires du personnel de l'Institut et de l'Académie d'Anvers.

Les articles 89 et 90 prévoient un crédit de 60,000 francs destinés à l'organisation d'un Institut supérieur des Arts décoratifs.

Le crédit prévu à l'article 136 pour l'acquisition de livres destinés aux bibliothèques publiques est majoré de 285,614 francs.

Enfin, les subsides aux œuvres post-scolaires (art. 138) passent de 100,000 à 200,000 francs.

Le Gouvernement justifie cette augmentation par :

- a) la quantité considérable de cercles réunissant les conditions requises pour participer aux subsides ;
- b) la nécessité d'en augmenter encore le nombre dans certaines régions très en retard sous ce rapport.

A propos des articles 102 et 103 relatifs au château de Gaesbeeck, des membres

ont exprimé le désir de connaître l'affectation du don de 200,000 francs fait par la Marquise de Visconti ainsi que le traitement du conservateur.

M. le Ministre nous a fait parvenir la réponse suivante :

Le traitement du Conservateur du domaine de Gaesbeek est de 12.500 francs (douze mille cinq cents francs). L'intéressé jouit en outre comme ancien attaché au Cabinet, d'une indemnité de 3.000 francs, récupérable au fur et à mesure des augmentations ultérieures.

Conformément aux conditions de l'acte de donation (6°) « la somme de deux » cent mille francs formant l'un des objets de la donation devra être affectée pour » la totalité à l'entretien du domaine et des objets d'art ».

Le capital qui forme la dotation de Gaesbeek a été versé au Trésor, avec inscription du revenu annuel au budget des recettes et dépenses pour ordre.

Deuxième Section. Dépenses exceptionnelles.

CHAPITRE XI.

Services divers.

ARTICLES 141 à 152.

Ce chapitre est en diminution de 10,598,400 francs.

Cette réduction cependant n'est qu'apparente; les crédits prévus aux articles 141 et 142 et relatifs à la construction et à l'ameublement des locaux destinés à l'enseignement primaire et à l'enseignement moyen ne sont que des crédits provisoires.

Le Gouvernement déclare, aux Développements, que ses évaluations, pour le crédit de l'article 142 notamment, sont « plutôt en-dessous des réalités ».

*
* *

Sous le bénéfice des observations ci-dessus présentées, votre Commission a l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de budget, avec les amendements qui y ont été apportés.

Le Rapporteur,

TH. GOLLIER.

Le Président,

BRUNET.



(6b)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 FEBRUARI 1923.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN WETENSCHAPPEN EN KUNSTEN VOOR HET DIENSTJAAR 1923 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER **GOLLIER**.

MIJNE HEEREN,

Namens Uwe Commissie, hebben wij de eer u verslag te doen over de begrooting van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten voor het dienstjaar 1923.

Eenparig, hebben de afdelingen het begrootingsontwerp goedgekeurd.

Echter beperkten zij zich niet tot het onderzoek van de aangevraagde credieten. Onverminderd de talrijke aanvragen om uitlegging waartoe het onderzoek eener begrooting noodzakelijke aanleiding geeft, hebben zij ook wenschen geuit en talrijke vraagpunten betreffende het onderwijs opgeworpen.

Onder de vraagpunten die inzonderheid de afdelingen, en na deze, uwe Commissie hebben beziggehouden, willen wij aan de volgende onze aandacht wijden :

De leerplicht, de militaire verplichtingen aan de onderwijzers opgelegd, de Regeeringspolitiek in zake de schoolgebouwen, de inrichting van het lager onderwijs van den 4ⁿ graad, het verband tusschen de verschillende onderwijstakken, de toestand van het onderwijzend personeel.

*
* *

(1) Begrooting, n° 4-VII.

(2) Samenstelling der Bijzondere Commissie :

a) De Leden van de Bestendige Commissie voor de Binnenlandsche Zaken, Onderwijs Wetenschappen en Kunsten : de heeren Brunet, voorzitter, Amelot, Blavier, Boone, Coeq, Destrée, Doms, Flagey, Gollier, Huysmans, Max, Melkmans, Ramaekers, Rombaux Siffer en Souplit,

b) Zes Leden door de Afdelingen benoemd : de heeren Jourez (Léon), Van Hoeck, Marck, Delannoy, Gollier en Ramaekers.

De leerplicht.

Welk is de toestand in zake leerplicht? Dit is de vraag waarmede uwe Commissie zich logischerwijs in de eerste plaats moest bezighouden.

Twee duidelijke feiten, door onderscheidene leden aangehaald, bewijzen het groot aantal overtredingen der leerplicht.

In sommige gevallen, valt de aansprakelijkheid op de ouders die vergeten dat zij, krachtens het eerste artikel der wet van 19 Mei 1914, verplicht zijn aan hunne kinderen een behoorlijk lager onderwijs te doen geven gedurende een tijdperk van acht jaar.

In andere gevallen, waarvan men het groot aantal mag betreuren, zijn deze overtredingen te wijten aan het gebrek van schoollokalen, hunne bekrompenheid, hun staat van verval, of aan het mangel van meesters.

In menigvuldige gemeenten, bestaan er slechts scholen met een enkelen meester, helgeen de inrichting van den 4ⁿ graad onmogelijk maakt; een ministerieel rondschrijven van 15 October 1921 erkent dat men van een alleenstaand onderwijzer niet kan eischen dat hij onderwijs geeft in de vier graden.

Wij hebben een onderzoek ingesteld over den staat van inrichting van den 4ⁿ graad gedurende het laatste schooljaar, in twee provinciën, eene Waalsche, de provincie Namen, en eene Vlaamsche, de provincie Oost-Vlaanderen.

Uit ambtelijke inlichtingen, gegeven door het Departement van Wetenschappen en Kunsten, blijkt, dat men in de drie hoofdinspectieomschrijvingen van de provincie Namen telde :

	Scholen.	Bevolking.
Gemeentescholen'	608	27.870
Aangenomen scholen	84	4.920
Gesubsidieerde vrije scholen	125	10.405
Te zamen	817	43.195

Onder deze 817 scholen, bezaten er slechts 118 een onderwijs van den 4ⁿ graad, bezocht door 2,180 leerlingen, of 4 t. h. van de geheele schoolbevolking.

In Oost-Vlaanderen is de toestand ietwat beter :

	Scholen.	Bevolking.
Gemeentescholen	379	38.685
Aangenomen scholen	429	78.153
Gesubsidieerde vrije scholen	125	19.407
Te zamen.	933	156.245

Onder deze 933 scholen bezitten er slechts 355 een onderwijs van den vierden graad, bezocht door 9,588 leerlingen, jongens en meisjes, of 6 t. h. van de geheele schoolbevolking.

Wij moeten gelooven dat meest al de andere provinciën in denzelfden toestand verkeerden.

Daarom zijn de wetsovertredingen onvermijdelijk. Het kind van 12 jaar vindt in de lagere school nog enkel een herhalingsonderwijs, herziet de reeds

aangeleerde stof, het beseft dat het zijn tijd verliest en het blijft ten slotte weg van de school. De hoogere overheid, zelf in gebreke, is niet aangewezen om streng op te treden tegenover het in gebreke blijven van den scholier.

De militaire verplichtingen, opgelegd aan de onderwijzers, zijn een andere oorzaak van overtreding. Soms kan men de verlaten klassen toevertrouwen, hetzij aan waarnemende onderwijzers, hetzij aan onderwijzeressen of aan gepensionneerde onderwijzers, maar het is niet altijd mogelijk deze voorloopige toestanden weer te doen beginnen, en weken lang blijven sommige klassen gesloten.

Gaan de kinderen naar de voorbereidende klassen voor het middelbaar onderwijs, dan is de leerplicht eene doode letter; het toezicht werd, inderdaad, slechts voorzien voor de lagere scholen.

Voor de eerste reeks gevallen, waarbij de fout aan het kind ligt of aan de ouders die door onachtzaamheid of onwetendheid van de wet hunne plichten niet nakomen, hebben sommige leden gewezen op de uitmuntende resultaten bekomen in de verschillende gemeenten door tusschenkomst van den Procureur des Konings en van den kinderrechtcr, zoowel als van de politie, aan dewelke de wetgever de taak heeft opgedragen de leerlingen die zij, op straat of op den buiten, gedurende de klasuren, zouden ontmoeten, naar de school te brengen of te doen brengen.

Wat de tweede reeks van overtredingen betreft, daar ligt de fout aan de Regeering zelf. Zij moet de klassen inrichten naar verhouding van de bevo king en er voor zorgen dat de noodige onderwijzers er zijn, met de stoffelijke inrichting van de schoolmeubilering en van didactisch materieel.

Wij hebben het nuttig geoordeeld den heer Nolf te vragen of hij de uitslagen voldoende achtte en of hij de maatregelen wilde doen kennen die hij voornemens is te treffen om deze overtredingen tegen te gaan.

De Minister antwoordde ons :

« De schoolplicht, verscherpt door de wet van 18 October 1921, geeft goede uitslagen. De inlichtingen, die ik van overal ontvang, zijn volstrekt gunstig. Aan de schoolopzieners heb ik een verslag over de quaestie gevraagd. Ik zal dit verslag slechts over enkele dagen ontvangen; ik zal de gelegenheid hebben er den inhoud van mede te deelen bij de behandeling der begrooting van mijn departement.

» De verscherping van de dwangmaatregelen, de zeer hooge geldboeten voorzien tegen de werkgevers die den arbeid gebruiken van kinderen die nog onderworpen zijn aan den schoolplicht, hebben gelukkige uitslagen opgeleverd. 't Is echter hoofdzakelijk de moreele invloed van het optreden van den Procureur des Konings en van den Kinderrechtcr, evenals het toezicht van de politie over de scholieren die op straat zwerven onder de klasuren, die doeltreffend hebben gewerkt voor het geregeld schoolbezoek. »

Biggaande tabel is een samenvatting van den toestand van het lager onderwijs op 13 Januari 1922.

A. Lager onderwijs. — Toestand op 1 Januari 1922.

Lagere Scholen.

	Getal scholen.	Getal klassen.	BEVOLKING			ONDERWIJZEND PERSONEEL				
			Jongens.	Meisjes.	Totaal.	Wereldlijken.		Geestelijken.		Totaal.
						Mannen.	Vrouwen.	Mannen.	Vrouwen.	
Gemeentescholen	4,913	14,435	328,844	186,977	515,821	8,955	6,854	9	566	16,384
Aangenomen scholen . . .	1,784	6,743	36,946	191,712	228,658	1,342	1,437	385	3,804	6,965
Vrije aangenomen scholen . .	1,376	5,105	64,600	96,347	160,947	1,871	1,789	571	2,106	5,537
Te zamen . .	8,073	26,283	430,390	475,036	905,426	11,368	10,080	965	6,473	28,886

Bewaarscholen.

Gemeentescholen	1,136	1,903	23,847	22,959	46,806	1,936	165	2,101
Aangenomen scholen . . .	798	1,354	21,651	23,032	44,683	184	1,184	1,368
Vrije gesubsidieerde scholen .	1,488	2,139	32,391	34,849	67,240	397	1,768	2,165
Te zamen. . .	3,422	5,396	77,889	80,840	158,729	2,517	3,117	5,634

Onderstaande tabel toont aan welke uitbreiding het lager onderwijs heeft genomen van 1912 tot 1922.

Getal lagere klassen :

	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921
<i>Voor jongens :</i>										
Gemeentescholen	4,816	4,934	4,939	»	»	»	5,226	5,538	5,676	5,944
Aangenomen scholen	1,224	1,232	1,248	»	»	»	1,380	1,383	1,451	1,562
Vrije gesubsidieerde-scholen	1,447	1,539	1,562	»	»	»	1,118	1,895	1,963	1,796
<i>Voor meisjes :</i>										
Gemeentescholen	4,223	4,320	4,349	»	»	»	4,628	4,782	4,917	5,006
Aangenomen scholen	2,687	2,741	2,736	»	»	»	3,007	3,152	3,527	3,494
Vrije gesubsidieerde-scholen	2,433	2,576	2,644	»	»	»	2,946	2,970	2,947	2,738
<i>Gemengde scholen :</i>										
Gemeentescholen	3,147	3,138	3,138	»	»	»	3,192	3,253	3,430	3,585
Aangenomen scholen	930	962	942	»	»	»	870	1,056	1,010	723
Vrije gesubsidieerde-scholen	673	671	682	»	»	»	691	746	673	603

*
* * *

Met de quaestie van den leerplicht staat in nauw verband, zooals men komt te zien, de quaestie van de schoolgebouwen, van het mobilair en van de leermiddelen.

Talrijke leden gispen de politiek der Regeering in zake onderwijs.

In vele gemeenten zijn de kinderen nog opeengetast in slecht verluchte en slecht onderhouden scholen; vele klassen zijn overbevolkt, de schoolbemeubeling is onvolledig.

Men zou veel feiten kunnen aanhalen, waarop de aandacht van de Regeering is gevestigd geworden.

Die groote ellende der Belgische scholen neemt meer en meer toe. Reeds in een vorig verslag hebben wij er op gewezen. Wij moeten thans wel erkennen dat de toestand sindsdien nog erger is geworden.

Overigens, de Regeering ontkent zulks niet.

In de Toelichting van het begrootingsontwerp lezen wij dat, gedurende het jaar 1921, « het getal lagere scholen en bewaarscholen » met 600 klassen zijn aangegroeid.

Voor het meerendeel, zijn deze klassen ingericht in noodlokalen, in afwachting dat er nieuwe worden gebouwd.

Een groot aantal scholen zijn nog overbevolkt en bij gebrek van plaats, kunnen zij nog niet ontlast worden.

In de verwoeste gewesten, is de toestand nog ellendiger.

In 1914, was de schoolinrichting in de meeste landelijke gewesten reeds zeer ontoereikend.

De invoering van den leerplicht, van den vierden graad, van het geneeskundig toezicht ging de behoeften nog vermeerderen. De oorlog brak uit. Scholen werden verwoest, vernield. Zij moeten thans door den Dienst van Herstel worden heropgebouwd volgens de belangrijkheid die zij in 1914 bezaten.

Welnu, daar de verwoeste gemeenten de kosten der onontbeerlijke vergroo-tingen niet kunnen dragen, zoo heeft de Regeering, sinds 1920, beslist deze kosten te haren laste te nemen wanneer het aangenomen gemeenten betreft. Die beslissing drong zich onvermijdelijk op.

De volgende opname geeft den toestand aan van de loopende verbintenissen :

Bedrag der onderschrijvingen voor herbouwen van scholen . fr.	45,398,534
Bedrag der vergoedingen wegens oorlogsschade	8,807,185
Blijft. . . fr.	6,591,349
Benaderend aandeel der provinciën	500,000
Zou dus ten laste blijven van het Departement van Weten- schappen en Kunsten	
	fr. 6,591,349

Welke maatregelen denkt de Regeering te nemen om in den nood van het onderwijs te voorzien?

Artikel 141 voorziet een crediet van 93.000 frank voor den bouw, de kosten van meubeleering en den aankoop van leermateriaal der Rijksmiddelbare scholen, zoo in de verwoeste gewesten als elders.

Uwe Commissie was van gevoelen, dat dit crediet totaal onvoldoende en beneden de ramingen der uitgaven stond.

Over dit punt ondervraagd, heeft de achtbare heer Nolf geantwoord : « Eene som van 93,000 frank is, op artikel 141, ingeschreven op de begroo-ting van het dienstjaar 1925. Dit crediet, dat bestemd is om toelagen te ver-leenen voor den aankoop van schoolmeubelen en leermateriaal ten behoeve van de inrichtingen van het middelbaar Staatsonderwijs, zal voldoende zijn om in de noodwendigheden voor 1925 te voorzien. Nieuwe voorstellen zullen echter van noode zijn met het oog namelijk op den wederopbouw der Rijks middelbare scholen in de verwoeste gewesten, vermits het voor 1922 voorziene crediet slechts gedeeltelijk kon betaalbaar worden gesteld ten gevolge van de vertraging in de werken. »

De Regeering erkent dus, dat het aangevraagde crediet onvoldoende is.

Artikel 142 voorziet een crediet van 3,000.000 frank voor het lager onder-wijs : het bouwen, het meubeleeren, enz., van schoolhuizen en schoolbarakken.

Dat de voorziene werken aanzienlijken uitgaven zullen eischen, springt klaar in het oog.

Ook hier erkent de Regeering, in hare Toelichting, dat tal van klassen in nood-

lokalen zijn ingericht, dat andere nog steeds overbevolkt zijn, dat de vierde graad overal in volle inrichting is, dat de uitbreiding er van aanzienlijke inrichtingen, gebouwen en materiaal eischt; anderzijds, geeft de Regeering op artikel 75 haar voornemen te kennen duizend nieuwe klassen op te richten, en, als gevolg daarvan, vermindert zij met 4,000,000 frank het crediet dat het vorige jaar was voorzien.

Wij hebben aan den Minister gevraagd of hij, in strijd met onze meening, het aangevraagde crediet voldoende achtte. Het antwoord, ons door den achtbaren Heer Nolf verstrekt, kan slechts onze meening staven.

« Bezwaarlijk kan men een nauwkeurig antwoord betreffende dit artikel geven. Moet echter de Regeering in 1923 tusschenbeide komen in de kosten der uitgevoerde werken, der aan den gang zijnde werken en der thans goedgekeurde werken, dan zal het crediet onvoldoende zijn. »

Op eene dergelijke vraag betreffende artikel 147, waardoor 's Rijks tusschenkomst in de herstellingen der schoolgebouwen in de verwoeste gewesten op 1.500.000 frank wordt gesteld, heeft de Regeering ons in denzelfden zin geantwoord.

Hetzelfde geldt voor artikel 142. 's Rijks tusschenkomst staat gelijk met het verschil tusschen het bedrag der geheele uitgave voor het wederopbouwen der scholen en het bedrag der oorlogsschadeloosstelling.

Wordt de toelage van het Departement van Wetenschappen en Kunsten geheel eischbaar in 1923 voor de scholen waarvan de heropbouw begonnen is of eerlang begonnen wordt, dan is het voorziene crediet onvoldoende om de kosten te dekken.

Nogmaals erkent dus de Regeering dat het gevraagde crediet ontoereikend is.

Wij mogen niet verzuimen de Kamer attent te maken op den ernst van de gevolgen die onvermijdelijk moeten voortspruiten uit eene onvoldoende Staatsondersteuning in het groote werk van den schoolheropbouw van het land.

De Minister zegt ons dat de credieten uitgetrokken op de begrooting van zijn Departement onvoldoende zijn indien de Regeering moet tusschenkomen in de kosten van de werken die thans in uitvoering zijn en van de reeds goedgekeurde werken.

Niemand zal er aan twifelen dat de Minister het in den grond eens is met ons, wanneer wij beweren dat deze tusschenkomst volstrekt noodig is.

En vermits de Regeering erkent dat zij in hare ramingen « beneden de werkelijkheid » is gebleven, kan uwe Commissie haar enkel vragen hare schattingen te wijzigen en ze met de werkelijkheid overeen te brengen.

* * *

Wij willen echter den toestand van de openbare Schatkist niet uit het oog verliezen. Zooals iedereen, zijn wij overtuigd van de dringende noodzakelijkheid der besparingen, maar er zijn uitgaven en uitgaven. Er zijn er die zich onbetwistbaar opdringen aan een volk dat voor zijn toekomst bekommerd is. Moet

men vóór alles niet het intellectueel kapitaal van de natie ongeschonden bewaren, en het vermeerderen naar de mate van het mogelijke! Dit zijn toch bare levenskrachten die het meer dan ooit noodig heeft.

Maar naast deze dringende en noodzakelijke uitgaven zijn er andere, volstrekt nutteloos, of die kunnen wachten.

De heer Pecher, de achtbare verslaggever van de begroting der buitengewone ontvangsten en uitgaven, heeft er aan de Kamer eenige aangewezen, in Juni laatstleden. Hij herinnerde er aan, dat de normaalschool van Lier 5 770,000 frank zal kosten, die van Blankenberghe 5 miljoen: de andere cijfers zijn in dezelfde verhouding. De bouwmeesters trekken uit deze ondernemingen overdreven winsten; voor de school van Blankenberghe, 8 t. h.; voor die van Lier, 5 t. h.; voor de lokalen en den tuin van die van Verviers, 5 t. h.; voor de bemebeling, 10 t. h. Men heeft ook gezegd dat het aanleggen van een zwemdok, te Lier, 1 miljoen heeft gekost, waarvan 50,000 frank voor den bouwmeester.

Dit zijn nuttelooze en onverklaarbare uitgaven.

Waarom doet de Staat beroep op private architecten wanneer hij over een technisch personeel beschikt, waarvan de bevoegdheid door niemand wordt in twijfel getrokken.

Het Departement van Openbare Werken bezit een groot getal architecten en talrijke ingenieurs, een echt keurkorps. Waarom geen beroep gedaan op hunne diensten? Waarom aan hen het bouwen der scholen niet toevertrouwd?

Men zal wel moeten beroep doen op deze ambtenaren, te meer daar de Staat de uitvoering van groote werken heeft geschorst of vertraagd, en zijne architecten en ingenieurs bijgevolg over vrijen tijd beschikken dien zij niet beter vragen, niemand twijfelt er aan, dan te gebruiken voor de openbare zaak.

Wij zijn overtuigd dat de Regeering door deze politiek zeer ernstige besparingen zou kunnen doen.

Wij hebben aan de Regeering gevraagd om de honoraria te doen kennen door het Departement van Wetenschappen en Kunsten betaald, sedert 1919 tot op heden, aan officiële en private bouwmeesters, voor den heropbouw van scholen.

De achtbare heer Nolf heeft ons eene nota overgemaakt waaruit wij volgende inlichtingen mededeelen :

« Sommen betaald voor uitgevoerde of in uitvoering zijnde werken :

Normaalschool	Bouwmeester	Bedrag	T. h.
Lier	Keyaerts	273,521.50	5 t. h.
Nijvel	Tondeur	365,919.90	5 t. h.
Aarlen	Creten	210,000.00	3 1/2 t. h.
Verviers	Martin	32,730 00	5 en 10 t. h.
	Galoppin	14,784 35	5 t. h.
Blankenberghe	Vincke	144,000.00	8 t. h.

Overeenkomstig eene beslissing van den Ministerraad, worden de diensten

voor het bouwen der Normaalscholen gevoegd bij het Departement van Openbare Werken.

* * *

Talrijke leden hebben de aandacht van onze Commissie gevestigd op de erge ontredde- ring die in de scholen heerscht ten gevolge van de militaire verplichtin- gen aan het onderwijzendpersoneel opgelegd.

Verleden jaar vroegen wij aan de Regeering of zij het niet noodig oordeelde maatregelen te treffen om dien toestand te verhelpen.

In zijn antwoord erkende de achtbare voorganger van den heer Nolf dat inder- daad de mobilisatie van een groot getal jonge onderwijzers ontredde- ring bracht in de scholen, zooveel te meer, daar deze mobilisatie samenvalt met een zeer merke- lijk tekort aan mannelijk personeel en met het oprichten van een groot getal nieuwe klassen.

Uit de vele feiten door onze collega's aangehaald blijkt, dat deze toestand, in plaats van te verbeteren, nog erger wordt, zoo tanig dat, indien de Regeering niet dadelijk handelt, ons lager onderwijs gevaar loopt te vervallen.

Wij willen niet zeggen, dit spreekt van zelf, dat men moet terugkomen tot het oude stelsel dat de onderwijzers vrijstelde van den legerdienst in vrede- tijd.

Sedert de invoering van den persoonlijken dienstplicht, eischen de onder- wijzers zelf eenparig de eer op hun dienst te doen, en zouden zij zich miskend achten indien de wet hun het voordeel van de geheele vrijstelling moest opleggen.

De vraag is echter niet of de onderwijzers, zooals de andere burgers, hun militairen dienst moeten vervullen, of zij fier zijn te dienen zooals de anderen, of zij dien plicht op- eischen als een recht. De vraag is : hoe moet, in het belang van het land, de legerdienst, aan de onderwijzers opgelegd, geregeld worden?

Twee algemeene beschouwingen dringen zich op :

a) Zal de legerdienst de onderwijzers niet beletten hunne taak van opvoeders der Belgische kinderen te vervullen?

b) Welk soort legerdienst moet er opgelegd worden aan de onderwijzers zoodanig dat deze dienst het nuttigst is voor het land?

* * *

De eerste vraag moet, in den tegenwoordigen toestand, in volstrekt beves- tigenden zin beantwoord worden.

De verplichting voor de jonge onderwijzers hun militairen dienst in de kazerne te doen, ontneemt aan het lager onderwijs een groot getal gediplomeerden en verplicht de gemeenten en de schoolcomiteiten 70, tot 80 leerlingen onder één meester te stellen, en in sommige gevallen zelfs de scholen te sluiten en de kinderen te laten in 't wilde loopen, niettegenstaande de wet op den schoolplicht.

In sommige jongensscholen moet men de lagere klassen toevertrouwen aan onderwijzeressen, en zelfs het bestuur van de school, wanneer deze slechts uit eene klas bestaat. Jongens van 12, 13 en 14 jaar, die verplichtenderwijze door lagere onderwijzeressen, door bewaarschoolonderwijzeressen worden opgevoed, — dat is een hoogst betreurenswaardig feit.

En nu heeft zoo pas een ministerieele omzendbrief de voorwaarden geregeld, mits welke gepensionneerde onderwijzers toegelaten worden hun ambt te hervatten. Aan menschen vermoeid door een langen arbeid, die reeds op pensioen zijn gesteld en op een zeker oogenblik ongeschikt werden geacht om de zoo zware taak van opvoeder te vervullen, vertrouwt het land wat het kostbaarst bezit.

Op 31 December 1921 waren er reeds 419 onderwijzeressen in de gemeentescholen voor jongens.

Het is ons niet mogelijk, ons nadere inlichtingen te verschaffen omtrent de gepensionneerde onderwijzers die opnieuw dienst hebben genomen in de gemeentescholen.

De Minister, hieromtrent ondervraagd door een onzer medeleden, antwoordde als volgt :

« Ik zou niet kunnen antwoorden, omdat het opzoeken van dit getal den » geregelde gang van mijne bureelen in den weg zou staan ».

De zaak is zoo gewichtig dat de achtbare heer Nolf er prijs zal op stellen — wij twijfelen er niet aan —, de noodige inlichtingen te verstrekken aan de Kamer bij de behandeling der begrooting.

En zoo de toestand nu zoo is, wat zal het dan zijn wanneer de vierde graad zal ingevoerd zijn ?

Waar zal men de onderwijzers vinden voor de 1000 nieuwe klassen die de Regeering wil oprichten ?

En ongelukkig wil het samentreffen dat, terwijl het onderwijs nooit een zoo groote behoefte aan personeel heeft gehad, het getal onderwijzers merkkelijk daalt, zooals navolgende tabel duidelijk aantoonst.

Getal diplomas afgeleverd door de normaalscholen voor jongens.

	1921.	1922.
Staatsnormaalscholen	120	83
Aangenomen provinciale normaalscholen	59	61
— gemeentenormaalscholen	91	92
— vrije normaalscholen	391	375
Te zamen	661	611

De middenjurys schijnen meer te eischen van de candidaten, of is misschien dezer waarde verminderd ?

In 1919 werden afgeleverd :

221 diplomas van onderwijzer,
323 — — onderwijzeres.

In 1922 werden nog slechts afgeleverd :

43 diplomas van onderwijzer,
66 — — onderwijzeres.

Uit al deze feiten kan men niet nalaten te besluiten dat de bestaande militaire regeling, voor wat de onderwijzers betreft, moet veroordeeld worden.

Gansch uwe Commissie ging hiermede akkoord.

Onze al te zeldzame onderwijzers uit de scholen wegnemen om ze naar de kazerne te zenden, is erne verkeerde berekening welke ten nadeele van het land uitvalt; de kinderen, die thans een onvolledig en gebrekkig onderwijs ontvangen, zullen later zeer slechte soldaten en burgers zijn, welke niet zullen kunnen geven wat er van verlangd wordt.

Sommige leden beriepen zich nog op de zienswijze van een hoogstaand schoolman, den heer De Paeuw, directeur-generaal van het lager onderwijs, die, in een pas verschenen studie, verklaart dat het onnutig en schadelijk is dat de onderwijzers als eenvoudige soldaten in de regimenten hun tijd uitdoen. Velen onder hen, aangetrokken door de voordeelen der officiersloopbaan, — oneindig beter dan die hunner nederige betrekking, — zouden zonder moeite de examens van onderluitenant kunnen afleggen en bij het leger blijven. Het verlies van deze elementen zou de onderwijzerscrisis, waarmede wij bedreigd zijn, nog vergrooten.

De huidige regeling moet dus, voor het algemeen welzijn, door eene andere worden vervangen.

Maar welke?

Uwe Commissie is er van overtuigd, dat de leerstof die op het programme staat voor de opleiding van de militieplichten zonder bezwaar in het programma der normaalscholen kan verwerkt worden.

Bij het verlaten der normaalschool, zullen de leerlingen hunne vorming volledigen door een verblijf van twee maanden — Augustus en September — in een militair-instructiekamp. Derwijze ware het mogelijk voor de onderwijzers, dadelijk en voor goed dienst te nemen in onze onderwijsinrichtingen en de bezwaren, waarop men thans van alle zijden wijst en die voortvloeien uit het onder de wapens roepen van talrijke reeds in betrekking zijnde onderwijzers, zouden verdwijnen.

Het programma der normaalscholen is thans aan herziening onderworpen; het ware dus nog tijd, zoo het Departement van Wetenschappen en Kunsten het eens kon worden met dat van Landsverdediging, om het programma der gymnastiek zóó te wijzigen, dat de oefeningen der soldatenschool er worden ingelascht.

De militaire opleiding der normalisten zou toevertrouwd worden aan de leeraars in de gymnastiek; ingeval dezen niet de vereischte kennis mochten bezitten, dan zou het, onzes dunkens, voldoende zijn, — zooals het overigens voor tal van vakken van het programma gebeurt, — ten aanzien van de belanghebbenden een tijdelijken verlofleergang ter normaalschool in te richten, welke zou gegeven worden door de instructeurs van het leger. Na een jaar tijdsverloop, zouden ongetwijfeld al de leeraars der normaalscholen in staat zijn zoowel het programma van de soldatenschool als het programma der normaalscholen te onderwijzen.

Het Departement van Wetenschappen en Kunsten bestudeert thans de herinrichting der onderscheidene bijzondere examens die leiden tot het professoraat in de normaalscholen, inzonderheid tot het professoraat in de gymnastiek. Indien tot de hervorming werd beslist, dan zou daarmede rekening kunnen gehouden worden bij het opmaken van het programma voor het examen.

Zooals terecht de Heer De Paeuw het deed opmerken « ware de quaestie van de gymnastiek in de lagere school opgelost. De onderwijzers, zelf gedurende twee jaren opgeleid door dagelijksche lichaams oefeningen, zouden niet alleen in staat zijn aan hunne jonge leerlingen uitnemende lessen te geven in eene gezonde gymnastiek die het lichaam versterkt en de spieren lenig maakt, maar zij zouden hun bovendien lust inprenten voor de lichaams oefeningen en de sport, en zij zouden gansch aangewezen zijn om de militaire vooropleiding der jongelingen aan te vatten. Deze laatsten zouden in het leger aankomen met eene merkwaardige geschiktheid om de militaire opleiding te ontvangen.

» In de middelbare scholen zou de lichamelijke opleiding toevertrouwd worden aan de regenten zelf, die hun militairen dienst zouden hebben vervuld onder dezelfde omstandigheden als hunne collega's van het lager onderwijs.

» Aldus zou de gymnastiek verspreid worden door het leger en voor het leger door de scholen. »

Uwe Commissie stelt voor, eene Bijzondere Commissie samen te stellen bestaande uit afgevaardigden van het Ministerie van Landsverdediging en van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten.

Om te voldoen aan den algemeenen wensch onzer medeleden, stelden wij de volgende vraag aan de Regeering :

De militaire verplichtingen, aan de onderwijzers opgelegd, brengen wanorde in de scholen.

Wij vragen geen gunstregeling welke de belanghebbenden overigens niet willen. Zou het echter niet gepast zijn, de wijzen van militairen dienst te bepalen zoodat de onderwijzers hunne zending van opvoeder der jeugd kunnen voortzetten ?

De achtbare Heer Nolf liet ons volgend antwoord geworden :

« Het opgeworpen vraagstuk gaf aanleiding tot gedachtenwisselingen tusschen het Departement en het Ministerie van Landsverdediging.

Het is gebleken dat, ondanks de uitstellen verleend aan tal van onderwijzers, de toepassing der bestaande militiewet zekere verwarring brengt in de inrichting van het onderwijs.

De Minister van Landsverdediging is bereid elk voorstel te onderzoeken, dat niet voor gevolg hebben zou de onderwijzers van den actieven dienst te ontslagen.

Ik ben het eens met de oprichting eener Bijzondere Commissie samengesteld uit afgevaardigden van het Ministerie van Landsverdediging en van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten ».

*
* * *

Tal van onze collega's hebben den wensch uitgedrukt nauwkeurig het getal leden te kennen van het onderwyzend personeel in de lagere scholen.

Desbetreffende hebben wij aan den Minister een vraag gesteld, waarop hij ons onderstaande inlichtingen liet geworden :

Getal leden van het onderwijzend personeel in de lagere scholen.

	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921	1922
<i>Gemeentescholen :</i>											
Onderwijzers	7518	7624	7600	»	»	»	7964	8284	8612	9022	»
Onderwijzeressen	4941	5213	5234	»	»	»	5654	5881	6101	7445	»
<i>Aangenomen scholen :</i>											
Onderwijzers	1267	1279	1278	Oorlogsjaren.			1388	1425	1453	1743	»
Onderwijzeressen	3721	3769	3799				4050	4357	4789	5456	»
<i>Vrije gesubsidieerde scholen :</i>											
Onderwijzers	1363	1443	1462	Onvolledige inlichtingen.			1677	1794	1876	1645	»
Onderwijzeressen	3410	3587	3746				3984	4121	4046	3899	»

Het bestuur bezit geene inlichtingen betreffende de volkomen vrije scholen.

Getal afgeleverde diploma's gedurende de aangeduide jaren :

	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921	1922
<i>Staatsnormaalscholen.</i>											
Onderwijzers	117	133	118	109	115	110	115	115	142	120	83
Onderwijzeressen	124	123	162	111	118	40	50	128	133	152	149
<i>Provinciale Normaalscholen.</i>											
Onderwijzers	14	5	10	24	42	44	30	72	47	59	61
Onderwijzeressen	»	»	»	»	11	37	33	25	75	55	61
<i>Gemeentelijke normaalscholen.</i>											
Onderwijzers	26	28	77	60	69	75	67	81	78	91	92
Onderwijzeressen	31	34	78	75	83	91	85	120	127	102	120
<i>Vrije normaalscholen.</i>											
Onderwijzers	224	265	280	192	245	255	276	372	378	391	375
Onderwijzeressen	426	423	486	446	471	489	428	595	652	682	600
<i>Middenjury.</i>											
Onderwijzers	46	99	(1)	120	80	164	104	221	2)	34	43
Onderwijzeressen	220	228		351	159	203	223	323		162	66
Geheel getal Onderwijzers	427	530	485	505	551	648	592	861	645	695	654
Geheel getal onderwijzeressen	861	808	726	983	842	860	819	1191	987	1153	996
Te zamen	1328	1338	1211	1488	1393	1508	1441	2052	1632	1848	1650

(1) De jury werd geschorst naar aanleiding van den oorlog.

(2) Geen definitieve diploma's werden afgeleverd, vermits de bepalingen van artikel 24 der wet tot regeling van het onderwijs waardoor twee proeven met een jaar tusschenruimte worden voorgeschreven, in voege traden.

Getal diploma's afgeleverd van 1912 tot 1922 in de normaalscholen.

van den Staat	Onderwijzers	1277	Onderwijzeressen	1290
van de provinciën	»	408	»	297
van de gemeenten	»	744	»	946
in de vrije	»	3253	»	5698
van de middenjury	»	911	»	1935
Te zamen	»	6593	»	10,166 in het geheel: 16.759 gediplomeerden.

Deze cijfers vergen enkele opmerkingen welke wij meenen aan de Kamer te moeten overmaken.

1^o Totaal der nieuw gediplomeerden in :

	1919	1920	1921
Staat	115	142	120
Provinciën	72	47	59
Gemeenten.	81	78	91
Vrije	572	578	591
Middenjury's	221	—	34
	<u>861</u>	<u>645</u>	<u>695</u>

2^o Getal leden van het onderwijzend personeel der lagere jongensscholen in :

	1918	1919	1920	1921
A. Gemeentescholen .	7,964	8,284	8,612	9,022
B. Aangenomen. . .	1,388	1,425	1,455	1,743
C. Gesubsidieerde . .	1,677	1,794	1,876	1,645
D. Vrije	?	?	?	?
	<u>11,029</u>	<u>11,503</u>	<u>11,941</u>	<u>12,410</u>

3^o Getal leden van het personeel die om onderscheidene redenen uit het onderwijs treden :

Neemt men een jaarlijksch verlies aan van 5 t. h. (cijfer door de statistieken opgegeven), dan bekomt men :

	1918	1919	1920	1921
een verlies van	551	575	597	620

4^o Getal nieuwe posten jaarlijks tot stand gebracht (het getal klassen verhoogt van jaar tot jaar) :

1918	474
1919	11,503 — 11,029 = 474
1920	11,941 — 11,503 = 438
1921	12,410 — 11,941 = 469

5^o Totaal der jaarlijksche verliezen en der nieuwe posten :

De vermeerdering van het getal klassen en het jaarlijksch verlies hebben een contingent nieuwe onderwijzers gevraagd :

Voor 1918	474 + 551 = 1,025
— 1919	474 + 575 = 1,049
— 1920	438 + 597 = 1,035
— 1921	469 + 620 = 1,089

6° Vergelijking tusschen het gezamenlijk getal leerkrachten welke het onderwijs behoeft en het geheel getal onderwijzers voor de laatste vier verloopene jaren :

Het lager onderwijs vereischt dus aan leerkrachten :

				Nieuw gediplomeerden.
Voor 1918 .	1,025 onderw	en de nieuwgedipl.	zijn ten getale van	861
— 1919 .	1,049	—	—	645
— 1920 .	1,035	—	—	695
— 1921 .	1,089	—	—	654
Te zamen voor 4,198 te begeven plaatsen, zijn er				2,855

Of een tekort van 4,198 — 2,855 = 1,543 onderwijzers.

7° Dit verschil is beneden de werkelijkheid.

In deze berekening zijn niet vermeld de onontbeerlijke leerkrachten van het volkomen vrij onderwijs, een onderwijs dat de Staat niet kent, doch dat niettemin een gedeelte van het aantal nieuwe onderwijzers opsorpt.

De militaire lasten hebben dit mangel aan onderwijzers nog vergroot daar zij jaarlijks een groot aantal kunnere opeischen.

8° Middelen door den Staat aangewend om dien toes'and te verhelpen.

Om dit tekort af te weren, werden de volgende middelen aangewend :

- 1° Benutting van lagere onderwijzeressen en van bewaarschoolonderwijzeressen in de jongensscholen ;
- 2° Benutting van gepensioneerde onderwijzers ;
- 3° Samensmelting van twee klassen tot ééne ;
- 4° Afschaffing van de schoolbesturen ;
- 5° Sluiting van scholen.

En de Regeering stelt zich voor, dit jaar (zie art. 75 van het begrootingsontwerp) duizend nieuwe klassen op te richten.

*
* * *

Uwe Commissie heeft zich op gansch bijzondere wijze beziggehouden met het algemeen hervormingsplan van het onderwijs, opgemaakt door den Hoogen Raad voor het Openbaar Onderwijs.

Deze hoogst belangwekkende quaestie, die de hervorming van ons onderwijs beoogt, trok reeds, verleden jaar, onze aandacht en wij hadden toen aan de Regeering gevraagd bedoeld plan zoodra mogelijk aan het onderzoek van de onderscheidene Verbeteringsraden te onderwerpen.

Een gemengde Commissie, bestaande uit leden van den Hoogen Raad van het Openbaar Onderwijs en van de Verbeteringsraden, stelde zich aan 't werk. Zij bestudeerde het verband tusschen het lager en middelbaar onderwijs, dat ten grondslag ligt van de algemeene hervorming en eventueel zou omvatten « uit het middelbaar onderwijs te verwijderen al hetgeen wettig-

lijk tot het lager onderwijs behoort. » Hare werkzaamheden hebben nog tot geen besluit geleid.

De wordingstermijn van de bestuurlijke studie der quaestie rekt zich op eene moeilijke en bezwaarlijke wijze.

Uwe Commissie, na kennis te hebben genomen van de debatten der Gemengde Commissie en der Verbeteringsraden, kreeg de overtuiging dat zij onmogelijk langs dezen weg tot een goed einde zou geraken en zij drukt opnieuw bij de Regeering den wensch uit, dat bij het Parlement het algemeen hervormingsplan van den Hoogen Raad van het Lager Onderwijs aanhangig worde gemaakt.

Inderdaad, komen twee onvereinbare opvattingen in botsing in den schoot der organismen welke gelast zijn het vraagpunt te bestudeeren.

Het kwam uwe Commissie voor, dat het haar plicht was zooniet het geschil op te lossen, ten minste de leiding aan te duiden welke met haar inzicht overeenkomt.

Het algemeen hervormingsplan in zaken onderwijs van den H. R. van het L. O. omvat een vóórontwerp tot regeling van de aaneenschakeling, de vereeniging, de samenordening der onderscheidene algemeene en bijzondere onderwijstakken.

Dit vóórontwerp kan samengevat worden in de volgende voorstellen, welke aan de onderscheidene Verbeteringsraden werden onderworpen :

1. Dat de vier graden van het lager onderwijs, zoowel voor de meisjes als voor de jongens, het uitgangspunt uitmaken voor het middelbaar onderwijs en voor het vakonderwijs;

2. Dat, dienvolgens, het programma der voorbereidende afdeelingen van het middelbaar onderwijs (middelbare scholen, athenaea en colleges) hetzelfde weze als dat van beide overeenstemmende graden van het lager onderwijs;

3. Dat, dienvolgens nog, het programma der 7^e, 6^e en 5^e moderne humaniora overeenkome met de laatste drie jaren van het heringerichte lager onderwijs;

4. Dat de studiën der oude en moderne humaniora die een lager onderwijs van een achtjarigen duur dekken, vijf jaar duren en dat bij de huidige klassen eene hogere rhetorica gevoegd worde;

5. Dat de studiën der middelbare scholen, die het lagere onderwijs van jongens en meisjes dekken, twee jaar duren en dat het programma in overeenstemming worde gebracht met dat der moderne humaniora, zoodat de leerlingen, bij het verlaten der middelbare school, op hun verlangen, kunnen treden in de klas die onmiddellijk hooger is dan de afdeeling der moderne humaniora.

Zooals men ziet, brengt dit hervormingsplan drie vraagpunten naar voren : het eerste betreffende den aanvang der studiën, het tweede betreffende het einde der studiën, het derde betreffende de inwendige hervormingen van het middelbaar onderwijs.

Van deze drie vraagpunten zullen wij hier slechts de eerste twee onderzoeken.

Volgens den schrijver van het merkwaardig verslag, dat aan den Minister van Wetenschappen en Kunsten werd overgemaakt betreffende het programma, zijn er talrijke redenen, de eene al sterker dan de andere, die pleiten voor de

aaneenschakeling van het middelbaar onderwijs met den vierden graad.

Al de kinderen zijn schoolplichtig van af hun 6^{de} jaar tot hun 14^{de} jaar. Zij hebben recht op hetzelfde onderwijs. De eenen zouden, na den 4^{de} graad, naar de vakschool overgaan welke, eerlang, verplichtend zal gemaakt worden. De anderen, de meest begaafden, zouden zich naar het middelbaar onderwijs wenden.

De gelijkheid van uitgangspunt zou alzoo bereikt zijn. De toegang tot de middelbare studiën ware voor vele kinderen verzekerd, die, met de huidige regeling, — naar men verzekert — dit gemak moeten derven.

Inderdaad, met ze te verplichten de voorbereidende klassen der athenaea en der colleges te volgen, zou men hun, wegens de groote afstanden, de duurte der verkeersmiddelen, de levensduurte, enz. practisch den toegang tot het middelbaar onderwijs ontzeggen. Overigens, deze voorbereidende afdeelingen zouden blijven voortbestaan, doch met hetzelfde programma als dat der onderscheidene overeenstemmende graden van het lager onderwijs.

Het bestaan van twee soorten van lagere scholen, de eene voor de kinderen des volks, de andere voor die der burgerij, kan niet verdedigd worden.

« Hebben niet al de kinderen recht op het beste lager onderwijs ? »

Met de huidige regeling te behouden, zou men, daarenboven, het kind en de ouders in de noodzakelijkheid stellen om voorbarig een allerbelangrijkst problema op te lossen, t. w. de keuze eener loopbaan.

Hoe wil men dat een kind van tien tot twaalf jaar met bewustheid zijne geschiktheden onderkenne, dat het vooruit beslisse waarvoor het later zal bekwaam zijn en dat het zijne levensrichting kenne ?

Logisch, zou het programma der 7^e, 6^e en 5^e humaniora moeten overeenstemmen met de laatste drie jaar van het heringericht lager onderwijs.

Deze hervorming zou er toe leiden de sociale eenheid van het land, welk meer dan ooit noodzakelijk is, te verwezenlijken of te versterken.

Hoe kan men, overigens, hopen dezen samenhang te verwezenlijken, den openbaren geest te vormen, zonder een, voor iedereen hetzelfde, eenig onderwijs ?

Voor de aanvankelijke vorming van een geest, bestaat er slechts één programma. « Zooals er slechts eene gymnastiek bestaat voor de vorming van het lichaam, is er ook slechts ééne voor de vorming van den geest. Iedere splitsing, waardoor een gedeelte der leerlingen zou opgesloten worden in de beroepsafdeeling en een ander in die der humaniora, moet aangezien worden als zijnde een aanslag op de waardigheid der jonge verstandenen. Op gevaar af, dat dit slechts een ijdel woord weze, geeft de gelijkheid van uitgangspunt aan al de kinderen recht op de beste vorming ». En de achtbare verslaggever besluit dat :

« Op gevaar af van tot bevoorrechting, soms tot onrechtvaardigheid en vaak tot onsamenhang over te slaan, het middelbaar onderwijs en het vakonderwijs moeten steunen op de nieuwe lagere school met hare vier graden. »

*
* * *

Wij moeten ons vereenigen met het voorstel van den H. R. van het L. O. om den vierden graad van het lager onderwijs te aanzien als het uitgangspunt voor het vakonderwijs.

De vierde graad heeft een zeer groote leemte aangevuld in ons lager onderwijs. Tot vóór den oorlog, zooals men weet, omvatte dit slechts drie graden met zes stu-

die jaren. Het kind dat, op zesjarigen ouderdom, de school binnentrad, verliet deze gewoonlijk eerst op zijn twaalfde jaar.

Op dien leeftijd, bevond zich de zoon van den arbeider, die een stiel wenschte te leeren ofwel in een zeer ongelukkigen toestand, waarvan de Memorie van Toelichting der wet tot inrichting van den vierden lagere graad volkomen de onverdiende benardheid heeft beschreven, ofwel ging hij voort de lagere school te bezoeken om nog slechts een herhalingsonderwijs te ontvangen.

Soms ook ging hij over naar een beroepscursus om dadelijk, zonder eenige passende voorbereiding, door de specialisatie opgeslorpt te worden. Ten slotte, wanneer hij van af dien prillen leeftijd aanving met het aanleeren van het vak en met het werk, verwierf hij dikwijls in zijn vak slechts eene onvoldoende kennis, die met den ouden slenter voortging, om op slot van rekening een middelmatig werkman of een half bekwaam vakman te worden.

Die staat van zaken was schadelijk en voor de belangen van het kind en voor de belangen van de gemeenschap. Kon men zulk een toestand zelfs uitdenken om der een stelsel van democratie, waarvan het hoofddoel is aan iedereen te laten het beste te presteeren en maatschappelijk het meest voort te brengen?

Door de wet van 19 Mei 1914 werd die onvoldoende voorbereiding gelukkig verholpen, met een vierden graad van twee studiejaren te voegen bij de drie vroegere graden van het lagere onderwijs.

Artikel 17 der wet tot regeling van het openbaar onderwijs bepaalt, na het algemeen programma te hebben voorgeschreven, dat het programma geleidelijk zal aangevuld worden door het onderwijs van leervakken met practische strekking die een graad van aanvullende studie zullen vormen, als voorbereiding tot de vak- en beroepsopleiding van de jongens. De groote lijnen van het programma van den vierden graad worden bepaald bij Koninklijk besluit. Zij worden aangepast aan de plaatselijke noodwendigheden door de bijzondere reglementen die de gemeenten en de besturen der aanneembare en aangenomen scholen zullen kunnen vaststellen. »

En artikel 18 voegt er aan toe, dat de vierde graad of de leergang van voortgezet onderwijs met beroepsstrekking, voorzien bij het voorgaand artikel, binnen een termijn van vijf jaar, vanaf deze wet, zullen ingericht worden in al de gemeenten van het land.

Onder den oorlog zijn deze bepalingen noodzakelijkerwijze zonder gevolg gebleven; maar sedert den wapenstilstand werd een groote stap gedaan, en volgens de statistieken die de Regeering ons goedwillig aan de hand deed, kan men zeggen dat tegenwoordig de vierde graad is ingericht in meer dan twee duizend scholen.

Wij geven hierbij een tabel van de lagere scholen, waar de leergangen van zevende en achtste studiejaar reeds op 1 Januari 1922 bestaan.

*Aantal lagere scholen waar leergangen van het 7^e en het 8^e studiejaar
gegeven worden.*

Toestand op 1 Januari 1922.

PROVINCIE	Aantal gemeenten met scholen waar leergan- gen van het 7 ^{de} en het 8 ^{de} studiejaar gegeven worden.	Gemeente- scholen.	Aangenomen scholen.	Gesubsidi- eerde vrije scholen.
Antwerpen	94	101	147	23
Brabant	143	162	63	120
West-Vlaanderen	113	112	286	40
Oost-Vlaanderen	165	45	93	48
Henegouw	129	144	27	143
Luik	81	138	43	103
Limburg	78	43	131	40
Luxemburg	15	9	7	13
Namen	70	64	18	38
Het Rijk	888	818	785	568
Gezamenlijk : 2171.				

Het verband bestaat dus tusschen het lager onderwijs en het vakkundig onderwijs; elke gaping is verdwenen, de leemte is aangevuld en men mag er gelukkig om zijn.

Nochtans, merken wij het terstond aan, — en in deze bemerking is veel begrepen —, de 4^e graad is geen uitsluitend vakkundig onderwijs. Indien het er naar streeft aan de jongelieden een vakkundige opleiding te verschaffen, blijft het nochtans een onderwijs van algemeene cultuur.

Verleden jaar verklaarde de achtbare Heer Minister Hubert, in den Senaat, dat zijn bestuur zich bezighield met de herziening en de wederaanpassing van het lager onderwijs, daarbij begrepen dat van den 4^a graad, en hij voegde er bij, dat de ervaring zal toelaten alle mogelijke voldoening te schenken aan de vereischten eener gezonde opvoedkunde en aan de noodwendigheden van onze schoolbevolking.

Daartoe 1^o moet men rekening houden met het tweevoudig beginsel van den vierden graad; 2^o mag de bezorgdheid om de vorming van den ambachtsman niet de vorming van den mensch — soortelijk doeleinde van het eerste onderwijs — op het achterplan schuiven; 3^o is het noodig dat men de handen vakwerken, welke het specifieke doel van den vierden graad uitmaken, niet verminderen, maar tot hun juiste verhouding terugbrengt, zoo dat de vierde graad zich redematig aan de drie lagere graden aansluit.

Daartoe, insgelijks, mag men niet uit het oog verliezen dat het lager onderwijs een geheel uitmaakt, dat de meeste kinderen, die het volgen, niet verder zullen

opgaan, dat de lagere school uitsluitend voor hen is opgevat en niet voor de overigen die hunne studiën zullen voortzetten, dat zij, dienvolgens, slechts een reden van bestaan bezit, namelijk die waardoor zij den naam verdient van school voor het leven, bestemd om de kinderen de noodige middelen te verschaffen om tot menschen en burgers op te groeien.

En wij meenen dat dit doel slechts zal bereikt worden op voorwaarde, dat de programma's merkkelijk ingekrompen worden, niet dat wij voorstellen het eene of andere leervak af te schaffen, — dat is onze bedoeling niet, vermits zij allemaal onontbeerlijk zijn, — maar men moet ze eenvoudiger maken, ze beperken tot het noodzakelijke.

Ging men terzelfder tijd uit van het zoogenaamd « stelsel der belangen-centra » dat de verschillende vakken nauw verbindt, dan zou men niet alleen het onderwijs concentreren derwijze dat het een sterk samenhoudend geheel zou uitmaken, maar men zou bovendien, zonder de programma's te moeten inkrimpen, veel meer tijd kunnen besteden aan de studie van de twee vakken die den hoeksteen vormen van het lager onderwijs, de moedertaal en de rekenkunde.

*
* * *

Uwe Commissie oordeelt evenwel dat de hervorming, ingevoerd door de wetgevers van 1914, al haar weldoenden invloed maar zal doen gevoelen, wanneer zij aangevuld wordt door eene wet op het verplichtend vakonderwijs.

Voor grondstoffen hangt België af van het buitenland, en ook voor de twee derden der noodige voedingsproducten.

Om de kosten daarvan te betalen, beschikt het slechts over zijn nijverheid. Maar bij gebreke van een voldoende technisch onderwijs, voert België naar verhouding te veel bruto-producten en half-fabrikaten uit, en te weinig afgewerkte producten die het maximum van winst opleveren.

De buurstaten hebben den erast van dit vraagstuk begrepen. Zij hebben de beroeps- en de vakscholen vermeerderd en hun uitvoer van afgewerkte producten is aanzienlijk gestegen.

De oorlog met zijne verwoestingen, de achturenwet, de loonsverhooging, de nieuwe lasten voor de nijverheid, de tolbarreelen die overal oprijzen aan de grenzen der buurstaten hebben den toestand nog verergerd. De meeste nijverheidstakken van fijne producten liggen stil of gaan achteruit. En terwijl onze mededingers op ons een machtigen voorsprong hebben, doen wij niets, of bijna niets om de helling weer op te klimmen.

Wij schijnen het overheerschend belang van het technisch onderwijs niet te begrijpen; wij schatten niet naar haar juiste waarde de rol die het in ons economisch herstel kan vervullen; onderstaande tabel bewijst deze onverklaarbare onverschilligheid; wij vergelijken daarin de Staatsuitgaven voor het onderwijs over het algemeen met deze voorzien voor het technisch onderwijs in het bijzonder.

Lager onderwijs	210,654,255
Normaal »	16,755,350
Middelbaar »	21,544,017
Hooger »	12,624,915

dus meer dan 261 millioen.

Landbouwonderwijs	4,755,000
Militair onderwijs	
Onderwijs in de weldadigheidsscholen en de Staatsinstellingen	15,442,000
Voor het industrieel en vakonderwijs	12,257,000

Aan deze cijfers zouden wij nog kunnen toevoegen de uitgaven op de begrooting voorzien, tot aanmoediging van de muziekkunst, muziekconservatoriums, de plastische en graphische kunsten, enz.

Uit deze vergelijking zou blijken dat op de totale som van 500 miljoen voor het onderwijs, slechts 12 miljoen, dat is minder dan 4 t. h., voor het vakonderwijs werden bestemd.

Hieronder geven wij de tabel der dagscholen voor vakonderwijs voor jongens en meisjes, opgericht door de gemeenten en de provinciën, zoowel als door bijzonderen of schoolcomiteiten, met vermelding van de aan elk dezer onderwijsinrichtingen toegekende toelagen.

Vakscholen voor meisjes.

1. — Gemeentelijke.

Provinciën .	Getal scholen.	Toelagen door den Staat verleend.
Antwerpen	1	100,292
Brabant	8	575,515
West-Vlaanderen	—	—
Oost-Vlaanderen	1	94,548
Henegouw	2	62,840
Luik	2	152,401
Limburg	—	—
Luxemburg	—	—
Namen	—	—
Totaal	14	965,596

2. — Vrije.

Antwerpen	6	106,912
Brabant	20	444,715
West-Vlaanderen	2	21,034
Oost-Vlaanderen	7	123,519
Henegouw	11	168,930
Luik	3	107,065
Limburg	1	15,596
Luxemburg	—	—
Namen	1	52,031
Totaal	51	1,007,618

*Vakscholen voor jongens.*1. — *Gemeentelijke.*

PROVINCIEËN.	Getal scholen.	Toelagen door den Staat verleend.
Antwerpen	—	—
Brabant	2	15,178
West-Vlaanderen	4	74,278
Oost-Vlaanderen	3	118,834
Henegouw	—	—
Luik	1	25,693
Limburg	—	—
Luxemburg	—	—
Namen	—	—
Totaal.	10	233,385

2. — *Vrije.*

PROVINCIEËN.	Getal scholen.	Toelagen door den Staat verleend.
Antwerpen	10	249,396
Brabant	16	291,998
West-Vlaanderen	9	113,039
Oost-Vlaanderen	11	228,785
Henegouw	5	143,310
Luik	16	441,793
Limburg	4	131,500
Luxemburg	—	—
Namen	3	14,967
Totaal.	74	1,614,788

3. — *Provinciale.*

	Toelagen door den Staat verleend
Charleroi. Hoogeschool van den arbeid	500,000
Id. Leerschool voor verminkten	18,160
Bergen. Handelsgesticht voor de industrieelen van Henegouw	61,510
Saint-Ghislain. Provinciaal gesticht voor chemische nijverheidsbedrijven	41,106
Saint-Ghislain. School voor ambachten en neringen	52,630
Doornik. Provinciale school der textielbedrijven van het Doorniksche	39,253
	712,650

Ofschoon de overgrootste meerderheid der kinderen, die de lagere school volgen, hunne studiën niet verder drijven, zijn enkelen nochtans in staat hoogere studiën aan te vatten. Het mag niet worden gezegd, dat men aan deze kinderen den toegang tot het middelbaar onderwijs ontzegge of zelfs dat men daartegen hinderpalen stelle. Dat ware eene schreeuwende onrechtvaardigheid.

Het geldt hier insgelijks het gemeenschappelijk belang.

In al de sociale klassen sluimeren krachten van geestesrijkdom. Zooals men terecht gezegd heeft, « ligt er goud in het volkskind. Bij de kinderen van de lagere school vindt men de kiem waaruit een Charcot, een Claude Bernard, een Pasteur kunnen groeien. In de diepe lagen der maatschappij liggen, door de kracht der overerving opgehoopt, typen met den onbewusten aanleg voor de wetenschap, de letterkunde, de politiek. Onder hen die er niet toe geraken de hoogere studiën aan te vatten, zijn er genieën die de wetenschap tot ongekende hoogten zouden voeren. Deze verborgen rijkdommen moeten opgedolven worden, en de onderwijzers zijn slechts de goudzoekers, de opdelvers van het vernuft. De erts van het edel metaal moet naar boven worden gehaald. Het verborgen genie moet worden ondekt en opgevangen. Al deze bronnen moeten opgehaald worden uit de diepe vergaarbakken der massa. Niets mag er van verloren gaan voor de Natie. Vooral na de verarming door den oorlog, heeft zij recht op alle mogelijke vergoeding ».

Zaak is het, deze elite bloot te leggen en aan het volkskind toe te laten uiting te geven van het maximum zijner vermogens.

Hier stel ik de vraag die vele geesten bezighoudt, namelijk de manier om het lager onderwijs aan het middelbaar onderwijs aan te passen.

De vermeerdering van het getal studiebeurzen, het « Fonds der meestbegeaafden », de Hoogeschoolstichting zijn alle maatregelen die voor de kinderen van den weinig gegoeden stand den toegang tot de hoogere studiën hebben vergemakkelijkt doch als natuurlijke aanvulling de aanpassing eischen van het middelbaar aan het lager onderwijs.

Doch nogmaals rijst de vraag : Op welke wijze die aanpassing tot stand gebracht, waar moet de aanhechting geschieden ?

De Hoogere Raad van het Lager Onderwijs, in zijn voorontwerp tot eenmaking, tot samenordening der onderscheidene algemeene en speciale takken van het onderwijs, stelt voor in aanmerking te nemen dat de vier graden van het lager onderwijs voor de meisjes zoowel als voor de jongens het uitgangspunt uitmaken van het vakonderwijs en van het middelbaar onderwijs en dat, dienvolgens, het programma der voorbereidende afdeelingen van het middelbaar onderwijs (middelbare scholen, athœnea en colleges) hetzelfde diende te zijn als het programma der twee daarmede overeenkomende graden van het lager onderwijs.

Bij deze opvatting kon uwe Commissie zich niet aansluiten.

Uit de bewoordingen zelf blijkt dat het eene utopie is.

Inderdaad, hoe kan men aannemen, dat een zelfde onderwijs als uitgangspunt kunne dienen voor twee takken van gansch verschillenden aard? Ofwel is de vierde graad de behoorlijke voorbereiding tot het vakonderwijs, maar dan kan hij niet dienen als voorbereiding tot het middelbaar onderwijs, ofwel is hij de voorbereiding tot dit laatste, maar dan blijkt het klaar, dat hij niet terzelfder tijd als voorbereiding dienen kan tot het eerstgenoemde.

De kartonneering, de modeleering, de bewerking van ijzerdraad, van hout, kortom al de handwerken vinden hunne rechte plaats in een onderwijs waarvan het hoofddoel is het vooronderrecht voor het leerlingenwezen, zooals de Minister van Wetenschappen en Kunsten ons zegde in zijne meesterlijke rede, waarmede hij, den 14^{en} October 1915, de algemeene behandeling der schoolwet inleidde.

Doeh indien de vierde graad is : « hetgeen voorafgaandelijk onontbeerlijk is voor een goed beroepsonderwijs », — zooals de achtbare Heer Pouillet het zegde —, zoo kan het, wij herhalen het, niet het voorafgaandelijke zijn van een goed middelbaar onderwijs.

De H. R. van het L. O. schijnt, volgens ons, den specifieken aard van den 4^{en} graad te miskennen, omdat vele gemeenten een verkeerde opvatting er van hebben en omdat deze 4^{en} graad de oplossing behelst van het hoogervermeld belangrijk problema der aansluiting van het lager met het middelbaar onderwijs. Het is dus noodig het beginsel van dit aanvullend onderwijs zeer nauwkeurig te omschrijven en te bepalen.

Zoo wij de voorbereidende werkzaamheden raadplegen, zoo wij namelijk de Memorie van Toelichting herlezen, alsmede het ministerieel rondschrijven aan de gemeenten, dd. 10 October 1920, over de paedagogische leiding van toepassing op den vierden lagere graad, bevinden wij dat die vierde lagere graden eigenlijk ten doel hebben de voorbereidende technische opvoeding voor den handenarbeid vaster te hechten aan het algemeen en wetenschappelijk onderwijs, aan de natuurlijke geschiktheden en aan de roepingen de gelegenheid te geven zich te uiten en te doen gelden, alzoo den overgang tusschen de school en het werkhuis te verzekeren, of tusschen de lagere school en de beroepsschool, zonder nochtans op gelijk welke wijze inbreuk te maken op het domein van het eigenlijk gezegd technisch en beroepsonderwijs, dat eene specialiteit uitmaakt.

Wij weten wel, dat men het programma van den 4^{en} graad lichtelijk heeft gewijzigd; wij zelf, in ons voorgaande verslag, hebben er sterk op aangedrongen om den aard van algemeene cultuur er van scherper te doen uitkomen, doch, of men hem in dien zin wijzigt of niet, de vierde graad zal steeds leergangen omvatten met technische strekking, ofwel hij zal niet meer de vierde graad zijn.

Het betreffe het nijverheidstype, het handelstype of landbouwtpe die, zooals men weet, de drie vormen zijn onder welke de scholen van den vierden lagere graad voor jongens zich voordoen, — in elk geval, zullen de uren voor de practische leergangen besteed, verloren zijn voor de leerlingen die hunne studiën voortzetten.

Al deze kennissen zijn noodzakelijkerwijze min ontwikkeld, zij kunnen niet de gewenschte wetenschappelijke gestrengheid bezitten, zij zijn geenszins abstract, maar hoofdzakelijk concreet. Waarom wil men die begrippen onderwijzen aan kinderen die ze later zullen kunnen bestudeeren, wanneer zij middelbare studiën doen? Is dit niet een onaanneembaar tijdverlies?

Het Hoogere Comité voor het Lager Onderwijs schijnt bovendien uit het oog te verliezen dat het doel van den vierden graad volstrekt verschillend is van dit van het middelbaar onderwijs; uiteraard zijn beide gelijklopend. Dit werd in het licht gesteld door den heer Destree zelf in den omzendbrief waar ik naar verwees :

« Terwijl het doel van het middelbaar onderwijs, zegt hij, vooral is de voorbereiding tot de administratieve en vrije loopbaan, is dit van den vierden graad hoofdzakelijk de ontwikkeling van de bekwaamheden die moeten ontplooid worden in de nijverheid en beroepsbetrekkingen, in de huishoudelijke of commercieele bedrijven ».

Door het een op het ander te willen aanpassen zou men eene ineenschakeling tegen de natuur nastreven, en men zou in elk geval daardoor den grondslag der Grieksch-Latijnsche studiën ondermijnen; en het is nog niet genoeg gezegd, de lagere studiën op een hooger peil te brengen, iets wat wij allen vragen, onder voorwendsel het onderwijs te democratiseren, — de gelijdelijke hervormingen zouden slechts leiden tot eene nivelleering, tot eene inzinking van de algemeene cultuur, zooals wij het hooger zegden, men zou het aantal ontwikkelde burgers slechts vermeerderen door eene vermindering van de cultuur zelve.

En op welke grondslagen steunt het H. C. voor het L. O. zijn ontwerp van hervorming?

Steunt het de hervorming die het voorstelt op eene ervaring, op feiten? Beantwoordt zij aan de wenschen der ouders, wordt zij door de bevoegde verbeteringsraden gevraagd?

Zij wordt afgekeurd, zonder uitzondering, door de belanghebbende verbeteringsraden, den verbeteringsraad van het normaal en het lager onderwijs, en dezen van het middelbaar onderwijs. Laatstgenoemde heeft het tot driemaal toe verworpen.

De ouders veroordeelen het eenparig voorhands: wij hebben hooger gewezen op het kleine procent kinderen die den vierden graad volgen: 4 t. h. in de provincie Namen, 6 t. h. in Oost-Vlaanderen.

Na den derden lagere graad trekken de ouders, die hunne kinderen willen doen voortstudeeren, ze van de lagere school af en zenden ze naar de middelbare school of naar het college.

Tot staving, de buitengewone verhooging van de bevolking der middelbare scholen; terwijl in 1914 de middelbare jongensscholen slechts 10,262 leerlingen telden, hebben zij er heden ten dage 26,742, dat is eene verhooging van meer dan 150 t. h.; de middelbare meisjesscholen telden in 1914, 4,817 leerlingen en thans 11,137.

De ondervinding is er dus, en daar kan geen schijn van twijfel bestaan over den aard der besluiten die men er dient uit te trekken.

De grondslag waarop de voorgestelde hervorming rust is uiterst zwak, het is zelfs maar een schijnbare grondslag.

Het H. C. voor het L. O. stelt ons dus voor het middelbaar onderwijs heelemaal om te werken. Het vraagt dat de voorbereidende klassen van dit onderwijs, waarvan men dikwijls de uitmuntendheid heeft bewezen, vervangen worden door den vierden graad.

De vierde lagere graad, die enkel eene proefneming is, eene ervaring die aan den gang is, waarvan niemand weet wat zij zal opleveren, die in de meeste plattelandsgemeenten niet kan ingevoerd worden, en waarvan het programma *in fieri* is, ondergaat voortdurend veranderingen, met volgens de omstandigheden nu een technisch karakter, dan een handels- of landbouwkarakter.

Voegen wij er aan toe, dat de opvatting van den Hoogerem Raad voor het Lager Onderwijs nergens ingang heeft gevonden. In Duitschland, waar het onderwijs onlangs werd heringericht en verplichtend gemaakt tot den leeftijd van 18 jaar, moet het kind zijn weg kiezen op den leeftijd van 10 jaar. Zwitserland en Holland hebben het door ons voorgestane stelsel aangenomen : op 12 jarigen leeftijd vat het kind de middelbare studiënaan.

*
* *

De voorstanders der ineenschakeling van het middelbaar onderwijs met den 4ⁿ lageren graad staven nog hunne stelling met een laatste argument dat wij het sociaal argument zouden kunnen heeten.

Het is, zegt men, in het belang der gemeenschap dat de meest bekwamen — zij mogen het platteland of de stad bewonen, arm of rijk zijn — tot de sociale leidingsambten worden geroepen. Men voegt er aan toe, dat de gelijkheid bij het vertrekpunt, in zake verstandelijke vorming, beginsel dat niet wordt betwist, tot hetzelfde gevolg leidt. Men besluit, dat alleen deze algemeene cultuur, dezelve voor allen, aan de Natie « dit gevoel van samenhang en van eenheid kan verschaffen zonder dewelke geene enkele politieke inrichting mogelijk is ».

Deze diepliggende zedelijke eenheid heeft ons den oorlog doen winnen; zaak is het nu deze eenheid te versterken. « Vermits de vaders in dezelfde loopgraven hebben gestreden, dienen de zonen ook op dezelfde banken te studeeren ».

Eene tweecërlei jongelingschap heeft uitgediend; ook moet een tweecërlei onderwijs hebben uitgediend, een voor het volkskind, een ander voor het rijkemanskind; de zedelijke eenheid der eenen en der anderen moet worden verzekerd en wel door de versmelting der geesten en der harten op de banken van de eenige school die al de kinderen van België zal ontvangen, zooals de eenige loopgraaf al de vaders ontving.

*
* *

Welke is waarde van deze gevoelsredenen?

Het zal mijne collega's, die mij de eer deden mijn verslag tot hier toe te volgen, niet ontgaan zijn, dat wij de omschrijvingen en de hatelijke beeldspraak met zorg hebben vermeden. Al onze voorstellen zijn, zooals de waarheid zelf, van verklarenden en onpersoonlijken aard en geven uitsluitend het begrip van den geest weer, *id quod in intellectu habetur*, afgezien van alle gevoel, van alle subjectieve indrukken.

Wel zullen wij toegeven, dat onze bewijsvoering soms wat droog kan geweest zijn. Deze dorheid werd door ons gewild, omdat ons doel was slechts uiting te geven aan de noodzakelijkheid en de waarheid van onderzochte werkelijkheden, omdat wij van gevoelen waren dat het onze plicht was ons strikt bij onze rol van *demonstrator* te houden.

Anderszius, springende levend — wij erkennen het graag — is de bewijsvoering onzer tegenstrevers; zij doen een beroep op het gevoel, op de edelste gemoedsaandoeningen. De gelijkheid bij het verstrekpunt, al de kinderen der Natie op dezelfde banken vereenigd, geheel de jongelingschap versmolten, de zedelijke eenheid van het land, de versmelting der klassen! Men moet zich geweld aandoen om dergelijk programma niet toe te juichen.

Wanneer men echter de zaken van dichterbij beschouwt, kan men spoedig vaststellen, dat de leidende gedachten dezer bewijsvoering alle niet het geesteswoord, het eenvoudig en bloote ware, weergeven, maar wel de gevoelens, de geestesbewegingen, het gevolg van de gedachte. In strijd met de formule welke wij daareven hebben gebruikt, zeggen wij dat die leidende gedachten redenaarsbewijzen zijn, dat zij beoogen uitsluitend de gevolgen der gedachte weer te geven : *ad exprimendum affectum*.

Vermits, onzes inziens, de ijdelheid dezer gedachte, welke feitelijk deze gevoelens bevat, voldoende werd bewezen, konden wij het daarbij laten en ons niet bekommeren om de gevolgen er van in de gevoelsorde te weerleggen,

Wij willen ze nochtans een oogenblik in overweging nemen, opdat er geen twijfel nog zou bestaan omtrent hunne krachteloosheid.

In de eerste plaats komt het verlangen om een gelijke regeling toe te passen op al de kinderen, « onverschillig of zij het platteland ofwel de stad bewonen ».

Wie ziet echter niet in, dat men zoodoende tegen den aard der zaken ingaat? De vierde graad met het programma, dat de aanhangers van de eenige school daaraan toeschrijven, zal altijd, ondanks alles, een onmogelijk iets zijn op het platteland; de vierde graad, laten wij het herhalen, heeft, evenals vele andere instellingen, een wezenlijk stadskarakter.

Hierboven deelden wij de statistieken mee betreffende de inrichting van den vierden graad in de plattelandsche gemeenten; daaruit blijkt ten volle dat onze bewering gegrond is.

De vierde graad bestaat slechts in enkele plattelandsche gemeenten. Men bedriegt zich, wanneer men denkt dat men de ontworpen instelling mettertijd zal kunnen uitbreiden.

In tal van gemeenten is de bevolking ontoereikend en andere gemeenten beschikken over de vereischte geldmiddelen niet.

Sommigen stellen voor, de gemeenten te vereenigen, een intercommunalen vierden graad in te richten; dit middel is echter ondoelmatig.

Zeer terecht doet een onzer collega's aan de Kamer opmerken, dat de intercommunale schoolgroepeerings eene utopie is in Luxemburg en in het Land van Namen, waar de dorpen zeer verwijderd van elkaar liggen. Hoe zullen de kinderen, in den Winter, zich naar de school kunnen begeven? Wie zal die gewestelijke school besturen? Waar zal zij gevestigd zijn? Hoe zal men de kosten verdeelen? Men mag zich dus aan talrijke geschillen verwachten.

Het instellen van den vierden graad zal geen bezwaren opleveren in scholen met verscheidene klassen, waar verscheidene onderwijzers werkzaam zijn. Doch in scholen met ééne klas en met éénen onderwijzer is het onmogelijk een vierden graad in te richten.

In het arrondissement Dinant-Philippeville zijn er nog 55 gemeenten, waar slechts ééne school met één onderwijzer voor de twee klassen bestaat. In de provincie Namen zijn er, van 596 openbare scholen, slechts 106 met verscheidene onderwijzers; in 480 scholen is er slechts één onderwijzer. Men telt er slechts 29 instellingen van den vierden graad, wat zelfs niet

5 t. h. vertegenwoordigt. Men kan dus er niet aan denken, den vierden graad algemeen in te voeren in de landelijke arrondissementen; immers, één onderwijzer kan het onderwijs van de vier graden niet geven; dat is onmogelijk.

*
* * *

Er wordt nog gezegd dat al de kinderen, arm of rijk, op gelijken voet moeten gesteld worden. Tot hetzelfde besluit leidt de gelijkheid bij het vertrekpunt op intellectueel gebied.

Dat is ook ons gevoelen en wellicht zal gansch de Kamer zich daarmee vereenigen. Is het echter wel noodzakelijk, om die gelijkheid tot stand te brengen, onze schoolinrichting geheel en al te wijzigen, de grondregelen eener gezonde pædagogie te miskennen? Dat meen ik hoegnaamd niet.

Doen wij nogmaals een beroep op de ondervinding. Daar waar de vierde graad bestaat, namelijk in de steedsche gemeenten, verlaten de kinderen, armen of rijken, die vanzins zijn hunne studiën voort te zetten, de lagere school zoodra zij den derden graad hebben afgedaan, om naar de middelbare school of het college te gaan.

Dit is een bestendig feit, en wil men er zich van verzekeren, dan volstaat het de schepenen onzer groote steden te raadplegen. Al de schoolbestuurders zijn het daarmede eens.

Tevergeefs zou men de bezwaren van geldelijken aard inroepen. Talrijke vrijstellingen van schoolgeld, menigvuldige studiebeurzen openen breed de poort van de middelbare onderwijsinrichtingen voor de kinderen wier ouders weinig bemiddeld zijn.

Daarvan kunnen nog tot bewijs strekken de afdoende uitslagen eener proefneming gedaan in een der groote voorsteden der hoofdstad.

Te Elsene bestaan twee 4^e graden voor jongens. De eerste, ingevoerd lang vóór het ontstaan der wet van 1914, onder de benaming van lagere gemeenteschool van den hooger graden, werft zijne schoolbevolking aan onder de leerlingen die ten minste de 0,6 der punten bij het eindexamens van den 5^{en} lagere graden hebben bekomen, en zijn overigens zeer uitgebreid programma, omvat algemeene leergangen: talen, wiskunde, geschiedenis en aardrijkskunde, wetenschappen, enz. en een enkelen leergang van handwerk, het teekenen.

De tweede vierde graden, ingevoerd sedert het ontstaan der wet, en louter van technischen aard, werft zijne schoolbevolking aan onder de kinderen die niet de 0,6 der punten hebben bekomen in den 3^{en} graden der lagere gemeentescholen.

Welnu, men stelt vast, dat de voorkeur der ouders onbetwistbaar gaat naar de eerste inrichting, waar hunne kinderen algemeene leergangen volgen, waar de beide landstalen nagenoeg in dezelfde mate worden gebruikt, zoodat de jongelieden, die zich geroepen voelen voor middelbare en universitaire studiën, het atheneum kunnen bezoeken, eens dat hunne lagere studiën gedaan zijn. De vierde technische graden telt slechts het vierde van de bevolking der lagere gemeenteschool van den hooger graden, die, op 1 Januari 1923, 265 leerlingen had.

Men mag zeggen dat de ondervinding het geschil heeft beslecht en de werkelijke aansluiting der beide onderwijsstakken : middelbaar en lager onderwijs, heeft bewerkstelligd.

* *

Met de voorstanders der eenige school, juichen wij elken maatregel toe van aard om de moreele eenheid der Natie te versterken, om de ideeën en de harten aaneen te hechten, zonder welke geen enkele politieke inrichting duurzaam is; doch, met den besten wil der wereld, is het ons onmogelijk in te zien, hoe de aangeprezen hervorming dit doel zal bereiken.

De kinderen die van het lager onderwijs naar het middelbaar onderwijs overgaan zijn niet zeer talrijk, verre van daar; men raamt op 8 t. h. het aantal leerlingen die, eens de lagere school afgedaan, naar het athenaeum of de middelbare school gaan, en het is ongetwijfeld voor deze enkele eenheden — gewis zeer belangwekkend — en met dewelke wij ons, zooveel als wie ook, hebben beziggehouden, dat men de inrichting van ons middelbaar onderwijs zou willen aan 't wankelen brengen!

En dit, met het doel al de kinderen van het land te onderwerpen aan het stelsel van deze enkele eenheden!

Dit zou hoogst onlogisch zijn. Om logisch te zijn moet men de begrippen volstrekt omkeeren, moeten die eenheden het lot volgen van de groote meerderheid der kinderen.

Wij zien ook niet in, welken invloed de verplichte practijk van het kartonneeren, het modeleeren, het bewerken van hout en ijzerdraad kan uitoefenen op de moreele eenheid van het land. Wij zien geen verband tusschen zu ke onsamenhangende dingen, en wij gelooven niet dat iemand die ontdekken kan.

Een der gevolgen van deze hervorming, en niet de geringste, zou zijn eene aanzienlijke inkorting van den tijd besteed aan de studie van de begrippen die den grondslag vormen van de humaniteiten, de logische ontleding en de spraakkundige ontleding.

Zij zou een nuttigheidsprogramma aanwijzen voor eene cultuur die het verstand moet vormen.

De voorgestelde hervorming, wij herhalen het, zou enkel in schijn democratisch zijn, in feite zou ze antidemocratisch wezen; het middelbaar onderwijs is niet gemaakt voor een klein groepje kinderen, maar voor al de kinderen van het land, kinderen van armen of rijken, van werklieden, kleine burgers of hogere burgers.

Maar kunnen wij niet duidelijk zien wat de hervorming aan het middelbaar onderwijs en aan 's lands eenheid verbetert, heel duidelijk zien wij het verlies dat ons bedreigt.

De gedroomde eenheid gaat tegen de natuur in, en de verkrachte natuur wreekt zich altijd.

De gelijkheid verzekeren bij het aanvangspunt, dat verlangt niemand meer dan wij, maar de voorstanders van de hervorming willen de wenschelijke gelijkheid van rechten vervangen door eene gelijkheid in feite, eene gelijk-

heid die volgens den voornamen Zwitserschen opvoedkundige, den heer Ferrière, met nochtans zeer vooruitstrevende gedachten, al de kinderen op dezelfde leest zou willen schoeien, om hen hetzelfde programma te doen doormaken, met zweepslagen door dezelfde methoden gedreven.

Men vergeet daarbij, dat de kinderen niet gemaakt zijn voor de scholen, maar wel de school voor de kinderen.

Men vergeet daarbij, dat de elite niet eenig is, maar veelvoudig, dat zij wordt aangeworven in al de sociale middens, bij de proletariërs zoowel als bij de boeren en de burgers, en dat dienvolgens hare wijze van vorming verscheiden moet zijn.

In plaats van het gevoel van samenhoorigheid en eenheid mede te versterken, zou de voorgestelde hervorming dit aanzienlijk verzwakken.

Er kan geen twijfel bestaan omtrent het onthaal dat het bij de openbare opinie zou krijgen. Het zou de ontvolking, het verlaten van de openbare scholen voor gevolg hebben, ten voordeele van de vrije scholen.

Zich inbeelden dat het kwaad te voorkomen is, met de hervorming verplichtend te maken, is eene hersenschim. In een land als het onze dat op onderwijsgebied de volledigste vrijheid geniet, is het onmogelijk programma's en methoden te willen opdringen; de vrije keuze voor de eenen zoowel als voor de anderen is een hoofdbestanddeel van de vrijheid van onderwijs.

Dat is zoo waar, dat de faculteiten van wetenschappen en van geneeskunde der Universiteit van Brussel het ontwerp-Destrée, waardoor de maturiteitsproef werd ingevoerd, geheel hebben verworpen, en wel omdat zij er eene inbreuk op hunne vrijheid, op hunne geestelijke zelfstandigheid in zagen.

*
* *

Om al deze redenen en om vele andere nog, welke wij om dit verslag niet nutteloos te verlengen, niet zullen uiteenzetten, meenen wij — en hier zijn wij het eens met de verbeteringsraden voor het lager, normaal en middelbaar onderwijs, dat de leerlingen tot het athenæum of het college moeten overgaan, niet bij het verlaten van den 4ⁿ maar wel van den 3ⁿ lageren graad. Ze daar langer ophouden, zou schadelijk zijn voor hunne belangen en ook voor die van de gemeenschap.

Wij zouden niet kunnen instemmen met het voorstel van den Hoogerem Raad voor het Lager Onderwijs, tenzij men de bewoordingen van dit voorstel gansch omwerpen zou, tenzij men het programma van den 4ⁿ graad vereenzelvigen zou met dat der daarmede overeenkomende klassen van het middelbaar onderwijs.

Dan blijft het natuurlijk nog te bezien, of de onderwijzers bevoegd zouden zijn om dit onderwijs te geven; doch ondersteld dat het vraagstuk onder deze omstandigheden, maar onder deze omstandigheden alleen, in bevestigenden zin ware opgelost, dan zou uwe Commissie de inenschakeling van het middelbaar onderwijs met den 4ⁿ graad aannemen.

Rekening houdend tegelijkertijd met de eischen van het vakonderwijs,

met de noodwendigheden van de groote meerderheid der kinderen die het middelbaar onderwijs niet volgen, nevens een vierden tot dit onderwijs voorbereidenden graad, zoo stellen wij voor, den 4ⁿ graad te handhaven zooals hij thans in de steedsche gemeenten is ingericht. In de plattelandse gemeenten zouden de leerlingen toegelaten zijn tot het eindexamen der lagere studiën bij het voleinden van den 3ⁿ graad en zouden eene middelbare landbouwschool bijwonen; daar waar deze scholen niet bestaan en waar de oprichting van den 4ⁿ graad onmogelijk is, zou men de avondscholen moeten uitbreiden.

De hervorming die, natuurlijk, slechts in de steden mogelijk is en, wij herhalen het, hoofdzakelijk voor de steden is bestemd, zou dus bestaan in het verdubbelen van den 4ⁿ graad naar het voorbeeld van Elsene.

De kinderen zouden hunne keuze doen op 12 jarigen leeftijd, bij het verlaten van den 3ⁿ graad. Door een examen zou moeten uitgemaakt worden welke kinderen bekwaam zijn om met kans van welslagen naar de middelbare studiën gewend te worden; zij zouden overgaan tot den 4ⁿ heringerichten graad en de anderen zouden den 4ⁿ graad in het vakonderwijs volgen.

Ten slotte, voor de kinderen die, na het doormaken van den 4ⁿ lagere graad, tegelijkertijd neiging en geschiktheid zullen voelen voor de hogere studiën, herhalen wij ons voorstel van laatsleden jaar, namelijk hulpklassen met een speciaal programma op te richten, waarin een aanvullend onderwijs van den 4ⁿ lagere graad zou worden gegeven. Mits sommige bijzondere leergangen te volgen, zouden zij dan *rechtstreeks* in de 4^e der oudere humaniora treden.

Aldus ware de brug tusschen het lager en het middelbaar onderwijs geworpen, derwijze dat het eerste zou verhoogd worden zonder het tweede te verlagen.

De hervorming ware volstrekt van democratischen aard. Geene nivelleering, maar algemeene verhooging en mogelijkheid voor de elite de volle uiting hunner vermogens te doen gelden.

Wij hebben aan den Minister gevraagd, hoe ver het stond met het vraagstuk van de herinrichting van het onderwijs.

De achtbare heer Nolf liet ons volgende antwoord geworden :

« Tijdens dit jaar, werden nieuwe reglementen en programma's voor de normaalscholen opgemaakt; weldra zullen zij voorgoed afgesloten en bekendgemaakt worden in het *Staatsblad*.

» Hetzelfde geldt voor de lagere scholen; een nieuw reglement-type is in het *Staatsblad* van 30 Augustus l.l. verschenen en de nieuwe programma's betreffende de vier studie jaren zullen eerlang verschijnen.

» Naar aanleiding van deze bekendmaking, zal het vraagstuk van de ineen-schakeling van het lager onderwijs met het middelbaar onderwijs, vraagstuk dat reeds werd bestudeerd door de verbeteringsraden van het lager normaal onderwijs en van het middelbaar onderwijs en vervolgens ook door de gemengde Commissie, voor den Hoogerem Raad van het Openbaar Onderwijs worden gebracht. Deze raad zal, met de vroegere besprekingen aan de

hand, het vraagstuk onderzoeken, dat van nu af op den vasten grond der nieuwe lagere programma's wordt gesteld en ongetwijfeld zal hij tot duidelijke einbesluiten komen.

» Anderzijds heb ik het vraagstuk, betreffende de hervorming van het middelbaar onderwijs, voor den bevoegden Verbeteringsraad gebracht. Op dat zelfde gebied is mijn bestuur belast een wetsontwerp op te maken, betreffende het middelbaar onderwijs van den hooger en graad voor meisjes.

» Ten slotte, legt de Verbeteringsraad van het hooger onderwijs de laatste hand aan de studie op de hervorming der doctoraten. »

*
* * *

Ook de ineenschakeling van het middelbaar met het hooger onderwijs heeft de aandacht onzer commissie gaande gemaakt.

Met het oog op deze ineenschakeling heeft, zooals gekend is, de heer Destrée een wetsontwerp ingediend op de maturiteitsproef, om tot de universitaire studiën toegelaten te worden.

Het ontwerp stelt voor, een jury per Universiteit aan te stellen. Logischerwijs, zegden wij in ons voorgaande verslag, en ook in het belang der leerlingen diende deze jury eene gemengde jury te zijn, te weten, samengesteld uit professoren van de Universiteit en professoren van het middelbaar onderwijs.

Liet men bovendien aan de belanghebbende faculteiten de zorg over de stof van het examen te bepalen, in overeenkomst met het middelbaar onderwijs, dan zijn wij overtuigd dat de leden van het onderwijs zich eenparig bij het ontwerp zouden aansluiten.

Als besluit, hadden wij aan den Minister van Wetenschappen en Kunsten gevraagd, het vraagstuk te onderwerpen aan het hooger en aan het middelbaar onderwijs, zoowel het officieele als het vrije.

Sindsdien werd de quaestie met drift besproken : voorstanders en tegenstanders van het examen bleven op hun standpunt; het leidde tot gedachtenwisselingen die soms vinnig waren, — de menschen van 't onderwijs zijn zeer prikkelbaar, — maar altijd rijk aan fingerwijzingen.

De heer Gravis, oud rector der universiteit van Luik, stelde onder de bescherming van de Universitaire-Stichting een referendum in, bestemd om de openbare meening en het Parlement voor te lichten over de twee volgende punten :

« Welke zijn de onmiddellijk uitvoerbare hervormingen in het middelbaar onderwijs der humaniteiten? Welke zal de sanctie van de humaniteitsstudiën zijn? »

De heer Gravis stuurde aan al de professoren van de universiteiten, athenæa, gemeente- en vrije colleges, eene toelichting over zijn navor- sching, en twee vragenslijsten waarvan de antwoorden vóór 8 October naar het Secretariaat der Universitaire-Stichting moesten gezonden worden.

Op den gestelden datum werden de antwoorden onderzocht, en liet referendum sprak zich, wat betreft de behandelde quaestie, onbewimpeld uit ten voordeele van de afschaffing van het humaniteitscertificaat. Het zou vervangen worden door een humaniteitsdiploma afgeleverd, na een maturi-

teits examen, door eene jury samengesteld uit athenæum-, college- en universiteitsleeraars. Dit diploma zou toegang verleen tot de hogeschool faculteiten.

Wij moeten wel doen opmerken, dat de waarde van dit referendum zeer relatief is; het Verbond van het vrij onderwijs heeft geweigerd er aan mede te werken. De aangehaalde redenen zijn drievoudig :

In den geest heeft deze raadpleging eene zekere strekking; zonder vooraf de noodzakelijkheid van de hervorming te bewijzen, offert zij de ontwikkeling op voor het veel-weten, en zij waarborgt niet de vrijheid van het onderwijs.

Zij is onvolledig in hare formules, en zij zou geene rekening houden met modaliteiten die alle aandacht verdienen.

Zij zou antinationaal zijn in hare opvatting van de taalquaestie, vermits zij de Vlaamsche taal gelijkstelt met eene vreemde taal.

In zijne besluiten aanvaardt de Raad van de Federatie van het vrij middelbaar onderwijs van België de formule die wij in ons verslag van verleden jaar voorstellen :

« Wij vragen den Minister van Wetenschappen en Kunsten dat hij de zaak aanhangig make bij het hooger en middelbaar onderwijs, zoo officieel als vrij onderwijs. Wij meenen dat het vraagstuk der modaliteiten van het maturiteitsexamen niet beter kan opgelost worden dan door eene Bijzondere Commissie waarin de onderscheidene opvoedkundige groepeerings zouden vertegenwoordigd zijn volgens hunne belangrijkheid. »

Volgaarne hernemen wij deze formule die de uiting is van het gezond verstand en van de rechtvaardigheid.

Wij hebben den Minister gevraagd dat hij ons gelieve kennis te geven van zijn inzichten op dat stuk. De achtbare Heer Nolf liet ons volgende zeer bevredigend antwoord geworden, waarvoor wij hem dank zeggen :

« Ik heb de eer U te laten weten dat, gevolg gevend aan het verlangen van de Bijzondere Commissie van Wetenschappen en Kunsten, waaraan mij door uw schrijven van 2 dezer wordt herinnerd, ik tot de samenstelling van eene Bijzondere Commissie heb beslist ten einde het vraagstuk van de toelating tot de hogere studiën te onderzoeken. Deze Commissie wordt eerlang bijeengeroepen. »

*
* * *

Over de modaliteiten van het ingangsexamen, werden tal van aanmerkingen door onderscheidene leden uitgebracht.

De op het oog gehouden stelsels kunnen echter tot de drie volgende worden herleid :

1) Behoud van het *statu quo* of ten minste het recht voor athenæum of college certificaten af te leveren waardoor toegang tot de Universiteit wordt verleend, zonder tusschenkomst van derden.

2) Examen in athenæum of college afgelegd, waardoor toegang tot de Universiteit wordt verleend.

Dit examen kan op tweeërlei wijze worden verstaan, namelijk met of zonder tusschenkomst van den Staat.

Leden deden opmerken dat welkdanige regeling door de wet van bedoelde proef en vooral de aanwezigheid van afgevaardigden der Regceering, eene inbreuk op de vrijheid van onderwijs uitmaken zou.

Wordt, anderzijds, de proef door de wet niet geregeld, dan wordt die proef wellicht overbodig. De misbruiken, welke de wet wil weren — zoo er misbruiken bestaan — zullen blijven bestaan.

5) Ingangsexamen bij de Universiteit.

Ondanks de bezwaren van pædagogischen aard, welke uit de bespreking zijn gebleken, doch door redematige wijzigingen licht kunnen geweerd worden, eerbiedigt het ontwerp Destrée in den grond de pædagogische onafhankelijkheid van het middelbaar onderwijs, ofschoon het aan de Universiteiten, die schrap staan op het stuk van hunne zelfstandigheid, een billijk recht verleent, namelijk zelf de uitlezing hunner leerlingen te doen.

Deze beschouwing heeft al de bezwaren uit den weg geruimd, en met eenparigheid van stemmen heeft uwe Commissie zich bij dit derde stelsel aangesloten, namelijk bij het afleggen van het ingangsexamen.

De Universiteit — wij bedoelen elk der vier Belgische Universiteiten — is bevoegd om te oordeelen over de bekwaamheid der candidaten die verlangen hare leergangen te volgen. Met dit doel brengt zij, in overleg met de door haar gekozen vertegenwoordigers van het middelbaar onderwijs, eene of meer examen-Commissiën tot stand, welke onder haar volstreckte verantwoordelijkheid werken en zich gedragen naar de wijze van contrôle die, in gemeen overleg, vrijelijk in het middelbaar onderwijs werd aangenomen.

Welke deze wijzen van contrôle ook zijn, deze moet een openbaar examen omvatten over de vakken in het gehomologeerd certificaat van humaniora vermeld.

Geeft eene der vier Universiteiten de toelating tot zekere studiën, dan is deze toelating ook geldig voor dezelfde studiën in de andere inrichtingen van hooger onderwijs.

* * *

Uwe Commissie bekommerde zich insgelijks met de opvoeding van de kinderen der bootslieden; er werd vastgesteld dat de meeste dezer kinderen geen het minste onderwijs ontvangen. Inderdaad, men telt 88 t. h. ongetletterde volwassen bootslieden; daaruit volgt gewis dat de leerplicht niet wordt nageleefd.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten en de Minister van Zee-zezen hebben een bijzonderen dienst belast met het bestudeeren van dit problema. Wij hebben aan den achtbaren heer Nolf gevraagd ons te zeggen welke maatregelen hij vanzins is te nemen om aan dien ongelukkigen toestand een eind te stellen.

De Minister heeft ons de volgende nota overgemaakt: « Uit het onderzoek schijnt te blijken, dat het zou noodig zijn twee schoolgroepen voor jongens en meisjes van bootslieden te vormen: de eerste in de provincie Antwerpen, voor de Vlaamsche leerlingen, die veel talrijker zijn, de tweede in de pro-

vincie Henegouw voor de Waalsche leerlingen. Elke groep zou een pensionnaat voor jongens en een voor meisjes omvatten.

Daar de kinderen van bootslieden bestemd zijn om in de openlucht te leven, kan er geen sprake zijn hen in broeikasten groot te brengen. Voor hen zou het regiem der openluchtscholen moeten toegepast worden.

Die inrichtingen zouden tot stand gebracht worden : a) op den buiten, waar de gronden minder kosten en waar men, betrekkelijk goedkoop, kan beschikken over uitgestrekte oppervlakten ; b) langs eene vaart of een bevaarbaren waterloop ; c) nabij eene stad of een vlek, opdat het niet inwonend personeel een betamelijke huisvesting kunne vinden.

Ingevolge de wenschen uitgedrukt door de Commissie, welke de Ministers van Wetenschappen en Kunsten en van Zeezezen met het onderzoek der quaestie hebben belast, zou men beginnen met de bootslieden, die zich niet aan het gemeene recht wenschen te onderwerpen, te verplichten hunne kinderen van 10 tot 14 jaar naar deze pensionnaat-scholen te zenden. Later, zou de leeftijdsgrens tot op 9 jaar verlaagd worden. De syndicaten en vereenigingen van bootslieden zijn het daarmede eens.

De ouders zouden in de kosten van het pensioen bijdragen voor ten minste 1 frank per dag en per kind. Zij die tegelijkertijd verscheidene kinderen in deze scholen bezitten, zouden slechts betalen fr. 0.75 voor een tweede kind en fr. 0.50 voor een derde. De welstellende ouders zouden volle schoolgeld betalen, vastgesteld op den kostenden prijs. Het tekort zou aangevuld worden door den Staat, de provinciën, de gemeenten, de inrichtingen welke met de binnenscheepvaart belang hebben, zooals de Kamers van Koophandel, enz.

De scholen zouden staan onder het gezag van den Minister van Wetenschappen en Kunsten en beheerd worden door een Bestuursraad, door den Koning benoemd volgens de statuten door de Regeering vastgesteld.

Het Middenbestuur zou de uitvoering der genomen beslissingen verzekeren.

De Commissie heeft ook den wensch geuit, dat de kinderen van bootslieden vrije kostscholen zouden mogen bezoeken, mits deze voldoen aan de vereischen : van het bijzonder programma, voor dit soort van leerlingen aangenomen, en van Staatsinspectie.

* * *

Talrijke leden, ten einde de uitbreiding van de Sino-Belgische werken van opvoeding te steunen, hebben den wensch geuit, dat de Regeering aan China de loopende annuïteiten wegens vergoeding der Boxers zou kwijtschelden en deze sommen uitsluitend aan deze opvoedingswerken besteden.

Eene memorie te dien einde aan de Belgische Regeering overgemaakt en welke wij kort samenvatten, beroept zich ten voordeele van deze kwijtschelding, op den grooten naam welken België bezit en op den invloed welke dit gebaar zou hebben op onze betrekkingen met China.

Steeds waren de betrekkingen tusschen België en China uitmuntend, doch deze goede betrekkingen tusschen beide landen werden, deze laatste jaren, nog verbeterd en omgezet in eenen nauwen band van wederzijdsche innige vriendschap.

Sedert langen tijd zijn er in België talrijke Chineesche studenten die er studeeren. Van zoodra in de Arbeidshoogeschool, te Charleroi, eene Sino-Belgische afdeeling werd tot stand gebracht, deden zich dadelijk een zestigtal Chineesche studenten inschrijven om er de leergangen te volgen, en een groot aantal andere studenten worden thans, in China, gereedgemaakt om in België hunne studiën te komen voltrekken.

Ten einde de verstandelijke ontwikkeling van China, de ontwikkeling van de Sino-Belgische opvoedingsinstellingen in de hand te werken, vragen de belanghebbenden dat de Belgische Regeering de gunst zou toestaan, waarvan wij hooger gewaagden.

« Reeds hebben de Vereenigde-Staten, — naar luid van de Memorie, — geheel afstand gedaan van deze schadeloosstelling vanwege China. Frankrijk handelt thans eveneens. De Japaneesche Regeering bestudeert ernstig de quaestie ten einde de Chineesche studenten te harent te houden. In Engeland is een dergelijke voor China gunstige beweging op touw gezet.

» Wij zijn overtuigd dat de groothartigheid van België niet zal willen ten achteren staan van de overige landen. In naam van de traditionneele vriendschap die tusschen beide landen bestaat, doen wij een beroep op de edelmoedige gevoelens van België in dezen zin ! »

Om aan het verlangen van onderscheidene leden te voldoen, geven wij hieronder eene tabel over de schoolbevolking op 1 Januari 1921.

*Schoolbevolking op 1 Januari 1921 volgens een bijzonder onderzoek
ingesteld door het Secretariaat van het Openbaar Onderwijs.*

	Jongens.	Meisjes.	Totaal.
Bewaarscholen	88.053	89.862	177.915
Lagere scholen	487.482	485.631	972.813
Vorbereidende afdeelingen :			
der officieele middelbare scholen	47.527	7.974	25.601
der vrij colleges	25.521	36.414	61.935
Middelbare scholen :			
officieele	9.308	5.931	15.239
vrije	3.688	732	4.420
Oudere humaniora :			
Athenæa { 7 ^e et 6 ^e	2.078	32	2.110
{ andere klassen	2.692	56	2.748
Colleges { 7 ^e et 6 ^e	7.045	133	7.579
{ andere klassen	10.545	292	10.807
Moderne humaniora :			
Athenæa { 7 ^e et 8 ^e	3.126	16	2.742
{ andere klassen	4.580	29	4.609
Colleges { 7 ^e et 6 ^e	7.065	26	7.091
{ andere klassen	8.388	132	8.520
Normaalscholen :			
Vorbereidende afdeelingen	288	952	1.240
Lagere afdeelingen	3,240	4,823	8.063
Middelbare afdeelingen	188	424	612
Bijzonder onderwijs :			
Industrieel en vakonderwijs	28.408	15.946	44.354
Landbouwonderwijs	1.244	221	1.465
Onderscheidene takken	187	—	187
	<u>710.354</u>	<u>649.596</u>	<u>1.359.950</u>

Laten wij thans overgaan tot het onderzoek der begrooting.

Zij voorziet :

Voor gewone uitgaven, eene som van	fr. 282,197,769.77
Voor uitzonderlijke uitgaven, eene som van	5,257,140.00
Te zamen fr.	287,434,909.77

Vergelijkt men deze cijfers met de credieten toegestaan voor het dienstjaar 1922, dan stelt men vast :

Voor de uitzonderlijke uitgaven, eene vermindering van fr.	10,598,400.00
Voor de gewone uitgaven eene verhooging van	8,846,467 50
Dus voor 't geheel eene vermindering van fr.	1,751,932.50

Bovendien moet men de credieten, uitgetrokken op de buitengewone begrooting en op de begrooting der verhaalbare uitgaven, in aanmerking nemen.

De bekomen bezuiniging geldt hoofdzakelijk, wat betreft de gewone uitgaven, voor de credieten tot uitbetaling van de wedden der opzieners van de normaalscholen en der inspecteurs van het lager onderwijs; wat betreft de uitzonderlijke uitgaven, voor de volgende credieten : bouwen en meubileren van de lokalen bestemd voor het middelbaar onderwijs, bouwen, meubileren, enz., van schoolhuizen en schoolbarakken ten dienste van het lager onderwijs.

De voornaamste verhoogingen zijn het gevolg van de wetten aangenomen door het Parlement, namelijk van de wet d. d. 31 Juli 1921 op het gebruik der talen in bestuurszaken, van de wetten betreffende het Fonds der Meest Begaafden van de betaling, door den Staat, van de wedden der onderwijzers; de belangrijkste verhooging — 6,000,000 frank — is het gevolg van het grooter getal klassen in het lager onderwijs, nagenoeg duizend, waarvoor de Regeering eene uitgave van 6,000 frank per klas voorziet.

Om te beantwoorden aan den wensch van het Parlement en met het oog op den financieelen toestand van het land, heeft uwe Commissie er zich op toegelegd, die uitgaven, in te krimpen. Daartoe heeft zij de onderscheidene artikelen van de begrooting grondig onderzocht, doch zijn kon de uitgaven niet inkrimpen.

Eenerzijds zijn de nieuwe credieten, die aan het Parlement aangevraagd worden, opgelegd door de wet; anderzijds bleef uwe Commissie bij de meening dat, zoo bezuiniging zich opdringt voor meest al de diensten van den Staat, dit niet van toepassing is op den dienst van het openbaar onderwijs; het is er om te doen, de intellectuele en moreële krachten der Natie in de mogelijke mate te behouden en te doen toenemen — welke krachten hoofdzakelijke krachten zijn, omdat zij de leidende macht, de onontbeerlijke motoren voor een volkomen en vruchtbaar leven van het land zijn.

Overigens, hieromtrent zijn wij het volkomen eens met den Eersten Minister : deze verklaarde dat de uitgaven voor het openbaar onderwijs, dat onontbeerlijk is voor den vooruitgang van het land, niet kunnen ingekrompen

worden en dat bijgevolg de bezuinigingen op dit gebied gevaarlijke bezuinigingen zouden zijn. Beter kan men niet spreken.

HOOFDSTUK I.

Hoofdbestuur.

ARTIKELEN 1 TOT 6.

Dit hoofdstuk is vermeerderd met 103,564 frank.

Deze vermeerdering wordt hoofdzakelijk gebillijkt door :

- a) De benoeming van een zeker aantal beambten wegens de toepassing van de wet op het taalgebruik in bestuurszaken ;
- b) De in 1922 te verleenen reglementaire verhoogingen ;
- c) Het aanrekenen, op artikel 2, van de jaarwedde van een algemeen opziener der Schoone Kunsten.

Sommige leden vonden bezwaar in de strekking die aan al de bestuursinrichtingen schijnt gemeen te zijn, namelijk de onophoudelijke toeneming en uitbreiding der diensten.

In het Hoofdbestuur heeft men, sedert 1 Januari 1919, de volgende nieuwe betrekkingen opgericht :

Algemeene bestuurders	4
Bestuurders	4
Onderbestuurders	1
Bureelhoofden	7
Bureelonderhoofden en opstellers	9
Klerken, steno-dactylos, dactylos, afschrijvers.	177
Beambten buiten kader	7
Dienstpersoneel	59
Tijdelijke beambten	23
Te zamen	271

De jaarlijksche last voor de Schatkist, wegens de benoeming van deze 271 nieuwe beambten, bereikt de som van 1,737,000 frank.

Die uitbreiding van het personeel is, zooals wij het hooger zegden, het gevolg van de wet, welke het Departement van Wetenschappen en Kunsten heeft verplicht verscheidene nieuwe diensten op de richten en bestaande diensten uit te breiden; laten wij vermelden, onder andere, den dienst der bibliotheken, het bestuur van het normaal onderwijs, de oprichting van een dienst voor den vierden graad, de uitbreiding van het inspectiepersoneel van het lager en van het middelbaar onderwijs, de toeneming van den dienst voor de comptabiliteit voortvloeiende uit de betalingen door den Staat, van de jaarwedden der onderwijzers.

Doch, zou deze uitgaven in principie niet kunnen gelaakt worden? Toch moet er rekening worden gehouden met onzen financieelen toestand en moeten de uitgaven tot het streng noodzakelijke worden ingekrompen.

In den benepen toestand waarin wij ons bevinden, zou elk misbruik, te allen tijde af te keuren, bijzonder laakbaar zijn.

Kan de Begrooting van Wetenschappen en Kunsten niet ingekrompen worden, dan mag zijn niet zonder eenige beperking vermeerderd worden.

In dit opzicht vestigen wij de aandacht op het geval van een ambtenaar, onderbestuurder bij het Ministerie van Buitenlandsche Zaken die, na twee weken te hebben doorgebracht in het Cabinet van den voorganger van den achtbaren Heer Nolf, bevorderd werd tot den graad van bestuurder met de gemiddelde wedde. Gezegde ambtenaar was in het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten getreden den 20ⁿ October en trad uit het Cabinet den 16ⁿ November; hij was in bediening gebleven gedurende achttien dagen.

Men weet dat de ambtenaren verbonden aan het Cabinet van den Minister uit dien hoofde eene bijzondere vergoeding trekken. Ecnige leden verlangden te weten of de belanghebbenden, na hun vertrek, deze vergoeding blijven genieten.

Wij hebben de vraag gesteld aan den achtbaren Heer Nolf die ons als volgt antwoordde :

« Bij hun vertrek verleen en de Ministers aan de ambtenaren, die deel uitmaakten van hun Cabinet, eene vervroegde verhooging van jaarwedde, die normaal wordt gemaakt naar gelang de regelmatige verhoogingen en bevorderingen, en die gelijk is aan de vergoeding welke deze ambtenaren trekken als leden van het Cabinet. »

*
* *

Sommige leden hebben allerhande vragen gesteld naar aanleiding van de kritiek waaraan de rekenplichtige diensten van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten hebben bloot gestaan. Men heeft namelijk beweerd dat de begrooting een onontwarbaar kluwen was waarin men vaak zeer moeilijk klaar kan zien dat, in strijd met de bepalingen der wet van 1846 op de comptabiliteit van den Staat, sommige artikelen met opzet de credieten voor het personeel en die voor het materieel dooreenmengden; dat het, in die omstandigheden, voor het Rekenhof, waarvan de opmerkingen steeds talrijker werden, moeilijk, zoo niet onmogelijk werd het gebruik van die credieten te onderzoeken.

Als voorbeeld haalde men aan artikel 56 der begrooting van het normaal onderwijs, met een bedrag van 20,000 frank, dat inzonderheid dient voor de zitpenningen van den leden van den Verbeteringsraad van het lager normaal onderwijs, voor het drukken van handschriften, kopijen, enz., door genoemden Raad voorgeschreven. Men begrijpt dat het met een artikel aldus opgemaakt, gemakkelijk is de uitgaven van den eenen post op den anderen van dit artikel over te brengen.

Zoo nog, werd er beweerd, heeft eene academie gevraagd de zitpenningen van hare leden te verhoogen, tegen de verbintenis naar gelijke verhouding de kosten te verminderen van drukwerk en aankoop van materieel, enz. Wat ook gebeurde.

Naast deze feiten, die eenvoudig onwettig zijn, zou men eene onvergeeflijke traagheid vaststellen in het verklaren van het gebruik der credieten.

Men staat deze kritiek door een veelzeggend uittreksel uit het verslag van de Senaatscommissie voor de Financiën, het is het antwoord van het Beheer aan de Commissie die de redenen gevraagd had om dewelke de Thesaurie den staat van de Schatkist nog niet had opgemaakt op 1 Januari 1922.

« Zoo min wat betreft de begrootingen van 1919, als wat betreft de begrootingen van 1920, bezit de Thesaurie al de noodige gegevens om den staat op te maken; de cijfers thans aangebracht in onze registers van aanrekening laten niet toe den juisten staat van deze twee begrootingen aan te geven.

Op eene meer nauwgezette vraag antwoordde het Beheer :

« Sommige Departementen gaan voort, met machtiging van het Rekenhof, ten laste van de dienstjaren 1919 en 1920 de uitgaven te regelen die gedaan werden gedurende deze twee jaren. Het meerendeel der betalingsbevelen, aan het Rekenhof onderworpen ten laste van deze twee begrootingen, en waarvan de Thesaurie het bedrag niet kent, werden anderzijds door dit college nog niet gevisceerd. Dit zijn de redenen waarom de Thesaurie bij uitzondering aan de Departementen geeft gevraagd haar den juisten toestand van hunne begrootingen te doen kennen voor die twee dienstjaren. Drie belangrijke Departementen waren nog niet in de mogelijkheid de gevraagde inlichtingen te verschaffen.

Wij hebben daarna vernomen dat deze drie Departementen waren : Spoorwegen, Openbare Werken en dat van Kunsten en Wetenschappen. »

Uit een ernstig onderzoek dat wij hebben ingesteld bleek, dat geen van deze kritieken gegrond is.

Het is onjuist te beweren dat de begrooting in strijd is met de bepalingen der wet van 1846 op de comptabiliteit van den Staat.

De credieten voor het personeel en deze voor het materieel zijn in al de hoofdstukken gescheiden. Nooit heeft het Departement van Financiën eenige aanmerking gemaakt over de wijze waarop deze grondregel van eene goede openbare boekhouding werd nageleefd door het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten bij het opmaken van zijne begrootingsontwerpen.

De jaarwedden van de secretarissen der verschillende verbeteringsraden — uitgaven voor personeel — staan in afzonderlijke artikelen. En al de andere uitgaven zijn in een enkel artikel vereenigd, wegens hun gering bedrag. Moest men er de som van aftrekken, die noodig is voor de zitpenningen, zou men er een artikel moeten bijvoegen, terwijl degene die hoogere kritieken aanvoerde oordeelt dat er reeds te veel zijn.

Wat betreft het verplaatsen der credieten, dit bezwaar mist allen grond. De verschillende posten van een zelfde artikel zijn « veranderlijke onderverdelingen waarvan men mag afwijken, binnen de perken van hetzelfde artikel, volgens de dienstvereischen ». (Besluit van 10 Januari over den vorm der begrootingen, art. 8).

De vertraging in de regeling der uitgaven van de dienstjaren 1919 en 1920, vertraging die ten andere gemakkelijk te verklaren is door de regeling, die in der haast moest tot stand komen, in December 1919, van de betaling der onderwijzerswedden door postchecks, is geene abnormale gebeurtenis in den

gang van een openbaar bestuur. Deze mogelijkheid is voorzien in het algemeen reglement op de Staatscomptabiliteit, in artikel 152. Dit artikel zegt wat er moet gedaan worden wanneer het geval zich voordoet.

Het is juist, dat de Vlaamsche Academie het hooger aangeduid voorstel heeft gedaan, maar

a) het is niet vereischt vertrouwd te wezen met al de geheimen der wet tot regeling der Staatscomptabiliteit om waardig te zijn deel uit te maken eener letterkundige academie;

b) men zoekt vruchteloos hoe het Bestuur kan aansprakelijk gesteld worden voor het feit, dat eene academie een onaanneembaar voorstel doet.

Ware het voorstel aanvaard geworden, dan zou het iets anders wezen. Welnu, het is juist verworpen geworden.

Het verwijt van « onvergeeflijke traagheid » is onverdiend. Bedoelt men daarmede de rechtvaardiging der uitgaven, dan volstaat het, om daarover den staf te breken, te verwijzen naar het feit dat de bevelschriften tot regeling der credietopeningen regelmatig en zonder ongewone vertraging naar het Rekenhof worden verzonden.

Dit Hof volgt, bij de afwikkeling zijner zaken, eene zekere volgorde, en het behoort niet aan het Beheer regelen voor te schrijven voor het onderzoek, binnen een bepaalden tijd, van de rekenplichtige bescheiden.

Wil men in dit uittreksel van het verslag van de Senaatscommissie van toezicht over de uitgaven een verwijt vinden ten laste van het Beheer van Wetenschappen en Kunsten, dan wijzigt men zijne beteekenis en doet men het Bestuur der Thesaurie iets anders zeggen dan wat het feitelijk bedoelt.

De Thesaurie is gelast de algemeene staten op te maken van al de begrotingen, en niet alleen van die van Wetenschappen en Kunsten. Op 1 Januari 1922, bezat zij de noodige gegevens nog niet om de staten voor 1920 op te maken. Zij zegt niet, en terecht, dat de gegevens die haar ontbraken die van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten waren. Dit Departement had inderdaad de halfjaarlijksche staten op de voorgeschreven tijdstippen ingediend en de Thesaurie had de nauwkeurigheid van die staten kunnen vaststellen.

Op te merken valt dat, om den gang van de rekenplichtige diensten van dit Departement nauwkeurig en onpartijdig na te gaan, men niet uit het oog mag verliezen :

1. Dat elk beheer (hooger, middelbaar, normaal onderwijs, enz.) zijn eigen boekhouding erop nahoudt en dat de algemeene boekhouding in ruime mate afhangt van de regelmatige werken van de afzonderlijke boekhoudingen. Mogelijke vertragingen of vergissingen bij deze laatste hebben hun weerslag op de algemeene boekhouding.

2. Dat al de rekenplichtige diensten uitsluitend uitvoeringsdiensten zijn. Zonder meer, voeren zij de beslissingen uit die zij niet mede hielpen nemen en waarvoor zij volstrekt niet aansprakelijk kunnen worden gesteld.

Voorbehoud kan slechts worden gemaakt voor de overeenkomsten, die hun voor advies moeten worden voorgelegd, doch op dezen regel zijn uitzonderingen.

HOOFDSTUK II.

Pensioenen en Hulpelden.

ARTIKELEN 7 TOT 9.

Naar aanleiding van dit hoofdstuk, heeft uwe Commissie eenparig den wensch uitgedrukt dat de Regeering de wetten op de pensioenen zou codificeren. Zooals men weet worden de pensioenen geregeld door de algemeene wet van 1844, maar deze wet werd herhaaldelijk verklaard, gewijzigd en aangevuld door verschillende wetgevende bepalingen, onder meer de wet van 16 Mei 1876, die van 31 Maart en van 8 April 1884, die van 31 Januari 1885, dan de wet van 23 Augustus 1901 en die van 18 Mei 1912.

Deze menigvuldige wetten maken de studie en de toepassing van het pensioenstelsel voor het personeel van de talrijke onderwijsinstellingen van allen aard noodzakelijkerwijze zeer moeilijk.

Een onzer collega's, oud lid van de Regeering, heeft aan uwe Commissie medegedeeld dat hij reeds in 1921 een volledig wetsontwerp had opgemaakt en het aan het Parlement wilde voorleggen. Dat ontwerp bevatte de volgende punten :

1^o Verhooging van de grondslagen van het pensioen der onderwijzers van de aanneembare lagere scholen, die een volledig pensioen zouden verkrijgen, opgemaakt volgens de regeling die geldt voor de gemeenteonderwijzers;

2^o Aanneming, voor het berekenen van het pensioen, van de diensten gedurende den oorlog in toevluchtslanden bewezen ;

3^o Regeling van het in beschikbaarheid stellen wegens ziekte van de onderwijzers der lagere aanneembare scholen ;

4^o Uitbreiding van het regiem der pensioenen van de gemeenteleeraars en onderwijzers op de leden van het personeel der onderwijsinstellingen door de provinciën ingericht en onderhouden.

De meeste leden van uwe Commissie hebben zich bij deze verscheidene punten aangesloten.

Talrijke leden hebben het verlangen uitgedrukt dat de onderwijzer van de aanneembare scholen op gelijken voet zou gesteld worden met de onderwijzers van de aangenomen scholen, dat derwijze de herleiding van het pensioen op de drie vijfde zou afgeschaft worden en dat het op de werkelijke wedde zou berekend worden.

Andere leden willen de leden van het onderwijzend personeel der aangenomen en aanneembare bewaarscholen van dezelfde voordeelen der pensioenwetten en -reglementen doen genieten als hunne collegas van de lagere scholen.

Deze gelijkstelling is een logisch gevolg van de bepaling der schoolwet, krachtens dewelke de onderwijzeressen der aangenomen en aanneembare bewaarscholen aan de toelagen van den Staat deelachtig zijn.

Verscheidene leden hebben ten slotte de weglating aangevraagd van paragraaf 2 van artikel 7 der wet van 23 Augustus 1901, waardoor de onder-

wijzer van een aangenomen school verplicht wordt, binnen de zes maand, aan den Minister een afschrift van de aannemingsakte der school en van de aanneembaarverklaring der inrichting over te maken, op straf van verlies zijner rechten op pensioen. Onze collega's meenen dat geene ongelijkheid tusschen den onderwijzer van eene aangenomen school en dezen eener gemeenteschool, die geen enkel stuk moet voorleggen, dient behouden te blijven.

Sommige leden hebben er de aandacht op gevestigd, dat verscheidene wetsontwerpen tot verhooging van het pensioen der leden van het onderwijzend personeel bij de Kamer werden aanhangig gemaakt. Om aan hun verlangen te voldoen, hebben we aan de Regeering gevraagd ons hare inzichten te kennen te geven.

De achtbare heer Nolf heeft ons geantwoord :

« Het vraagstuk ligt ter studie. Eene commissie werd ingesteld om de ingediende voorstellen te onderzoeken en een voor-ontwerp op te maken waarin de wetgeving op de pensioenen der leden van het onderwijzend personeel zou verzameld en samengeordend worden. De arbeid van de commissie wordt vlijtig voortgezet. »

In de eerste Afdeeling stelde een lid de volgende vraag : Welke is de uitgave in artikel 7 uitgetrokken :

- a) Voor de officieele scholen ;
- b) Voor de vrije en aangenomen scholen ?

Op deze vraag antwoordde de Minister door de volgende nota :

« De som van fr. 3,000,000, bij artikel 7 van het begrootingsontwerp voor 1923 voorzien tot betaling van de eerste pensioentermijnen, werd vastgesteld naar de jaarlijksche statistieken, die geen onderscheid maken tusschen de verschillende categorieën van gestichten of van gepensioneerden.

» De aanrekeningen op dit crediet zijn hoofdzakelijk veranderlijk. Om deze reden is het crediet een niet beperkt crediet.

» Het is dus onmogelijk te zeggen welk gedeelte van dit crediet kan besteed worden : a) aan de betaling van de eerste pensioentermijnen ten behoeve van de leden van het personeel der officieele scholen en b) van de vrije scholen (aangenomen, aanneembare en aangenomen normaalscholen).

« In het jaar 1921, werd daartoe uitgegeven eene som van omtrent 5,000,000 frank, waarvan 150,000 frank voor de betaling der eerste pensioentermijnen verleend aan het onderwijzend personeel der aangenomen en aanneembare lagere scholen, der vrije aangenomen normaalscholen, der oefenscholen bestaande bij deze inrichtingen.

» Het verschil, hetzij omtrent 4,850.000 frank, vertegenwoordigt de eerste termijnen van de pensioenen verleend aan het personeel der officieele scholen. Daar het dienstjaar 1922 nog niet gesloten is, kan ik thans de uitkomsten daarvan niet mededeelen. »

HOOFDSTUK III.**Wetenschappen.****ARTIKELEN 10 TOT 24.**

Dit hoofdstuk is verminderd met 93,479 frank.

Deze vermindering is het gevolg van de afschaffing der verblijfsvergoeding aan de beambten die eigendommen van den Staat bewonen, aan de veranderingen in het personeel en aan het wegvallen van sommige tijdelijke lasten.

Laten wij aanmerken dat, terwijl het crediet uitgetrokken in artikel 9 der begrooting voor 1922 de som van 495,500 frank bedroeg, het crediet voorzien bij het overeenstemmend artikel der begrooting voor 1923, namelijk artikel 10, met 259,000 frank verminderd is. Er is echter vermindering in schijn; daar de Dienst der Letteren gevoegd werd bij het Beheer der Schoone Kunsten, werd het vroegere crediet tusschen den Dienst der Wetenschappen en dien der Letteren verdeeld.

Door sommige leden werd protest aangeteekend tegen de vermindering van het crediet in artikel 18, betreffende het Koninklijk Museum van Natuurlijke Geschiedenis; die vermindering bedraagt 66,800 frank.

De Minister, aan wien gevraagd werd of het nieuw crediet toereikend was, antwoordde ons ja!

HOOFDSTUK IV.**Openbaar onderwijs.****ARTIKELEN 25 tot 27.**

Dit hoofdstuk werd met 547,000 frank verhoogd.

Deze verhooging is het gevolg der wet van 15 October 1921 op de Meest Begaafden. De toelagen, door deze wet voorzien, worden slechts verleend vanaf October 1922. Daarom werd op de vorige begrooting slechts 200,000 frank uitgetrokken.

Vanaf 1923, zullen de toelagen voor het geheele jaar worden uitgekeerd, vandaar het hooger bedrag, namelijk 750,000 frank juist.

Naar aanleiding van dit crediet, deden sommige leden opmerken dat in vele gevallen het door den wetgever beoogde doel niet wordt bereikt. In talrijke gemeenten verwacht men de meest begaafden met de kinderen die eene beurs wenschen te bekomen, zonder dat zij van een bijzonderen aanleg voor de studie lieten blijken. De Minister heeft ons geantwoord :

« De wet van 15 October 1921 op de meest begaafden werd regelmatig uitgevoerd. Ongeveer 160 gemeentelijke, intercommunale en provinciale fondsen kwamen tot stand; zij omvatten al de gemeenten van het land zonder uitzondering, zoodat elk kind van het land op deze bijzondere hulp door de wet geboden rekenen mag, zoo het aan de vereischten voldoet.

» Op ééne provincie na, waar zich vertragingen voordeden, werden overal

bij tijds, keurraden aangesteld; zij hebben op normale wijze hun ambt vervuld, en vanaf het loopende schooljaar, werden enkele honderden beurzen toegekend.

» Omtrent dit laatste punt ben ik nog niet volledig ingelicht. »

Artikel 25 voorziet een crediet van 2,400 frank voor de wedde van den secretaris van den Hoogen Raad van het Openbaar Onderwijs.

Dit crediet heeft, vanwege sommige leden, kritieken uitgelokt over het, volgens hen al te veel, gelijktijdig uitoefenen van verschillende ambten door ambtenaren van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten.

Wij hebben een onderzoek dienaangaande ingesteld en bevonden dat deze kritieken ongegrond waren.

Vooreerst is de Cumulatie geen instelling die alleen voorkomt bij het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten; er bestaan er van denzelfden aard in de verschillende departementen waar het steeds het gebruik was ambtenaren, die zich onderscheiden door uitzonderlijke verdiensten, te beloonen met hun tot secretaris aan te stellen van een raad of eene commissie afhankelijk van het Departement.

Op te merken valt daarbij, dat over het algemeen voor deze wedden veel werk buiten de bureeluren moet worden verricht.

Ten slotte moet nog worden aangestipt, dat zoo men, om het gelijktijdig uitoefenen van verschillende ambten door een zelfden ambtenaar te beletten, een nieuwen ambtenaar had moeten aanstellen, de uitgave voor de Schatkist veel hooger ware geweest.

HOOFDSTUK V.

Hooger onderwijs.

ARTIKELN 28 tot 45.

Het crediet betreffende de wedden van het onderwyzend en het bestuurspersoneel der Staatsuniversiteiten is met 118,715 frank vermeerderd.

De Regeering steunt deze vermeerdering op volgende gronden :

- a) De reglementaire weddeverhoogingen ;
- b) De noodzakelijkheid, de kaders van het wetenschappelijk personeel aan te vullen ;
- c) De lasten welke kunnen voortspruiten uit de oprichting van leerstoelen of uit eene nieuwe verdeling van opengekomen leergangen, lasten waarvan men onmogelijk, van heden af, op juiste wijze de aanzienlijkheid kan vaststellen.

Daarentegen is het crediet, voorzien bij artikel 35 en betreffende het materieel der Staatsuniversiteiten, met 203,525 frank verminderd.

Kortom, het hoofdstuk vermeldt in zijn geheel eene vermindering van 49,410 frank.

Op artikel 30, betreffende de wedden van het onderwyzend personeel der Universiteiten van Luik en van Gent, heeft uwe Commissie eensgezind den wensch uitgedrukt, dat de Regeering het getal toga's zou vermeerderen.

De wetsbepalingen waardoor het getal toga's wordt vastgesteld, dagteekenen van 1849, 1882, 1892 en 1896.

Onder deze omstandigheden moeten de docenten tien, vijftien, twintig jaar en meer wachten alvorens eene toga te bekomen.

De docenten treden in de Universiteit niet op zoo jeugdigen leeftijd als de doctors in de rechten, b. v., in de magistratuur treden. Uit eene statistiek der docenten, die sedert den wapenstilstand aan de Universiteit te Luik werden benoemd, blijkt dat hun gemiddelde leeftijd 41 jaren was. De bevordering der docenten is dienvolgens laattijdig en de universitaire loopbaan biedt hun dus slechts zeer beperkte kansen tot bevordering. Dit heeft een zeer gewichtigen weerslag op de aanwerving zelf van het Hoogschool-personeel en, om eene degelijker aanwerving te verzekeren, moet men noodzakelijkerwijs eene meer snelle en meer gemakkelijker bevordering vaststellen. Anderzijds dient men op te merken, dat sedert dertig jaren tal van nieuwe vakken aan de Universiteit worden onderwezen en dat de kaders, door de wetten van 1849 tot 1896 vastgesteld, niet meer aan de werkelijkheid beantwoorden.

Hoogst noodzakelijk is het dus het getal toga's in verhouding te stellen tot de uitbreiding van de wetenschap en de verhooging van het getal docenten, ten einde de aanneming dezer laatsten te vergemakkelijken en hun bevorderingskansen aan te bieden, die gelijk staan met die der andere ambtenaren.

Over zijne inzichten ondervraagd, heeft de achtbare Heer Nolf ons het volgend zeer bevredigend antwoord laten geworden :

« Luidens artikel 10 der wet van 15 Juli 1849 tot regeling van het Hooger onderwijs op Staatskosten gegeven, gewijzigd door de wetten van 22 Mei 1882, van 22 Mei 1892, van 30 Juni 1893 en van 1 Juli 1896 wordt het getal professoren voor elke der faculteiten van de beide Universiteiten vastgesteld als volgt :

	Gent	Luik
	—	—
Wijsbegeerte en letteren.	12	12
Rechtswetenschap.	10	10
Wetenschappen	13	12
Geneeskunde	13	13
Techniek	—	10

» De wet voegt er bij dat, wanneer het noodig is, een of twee professoren meer in elke dier faculteiten kunnen benoemd worden.

» Het is niet te betwisten dat, ten aanzien van den vooruitgang, sedert het vierde eener eeuw, in meest al de wetenschappen onderwezen aan de Hoogschool, het getal professoren ontoereikend geworden is. Voor verscheidene vakken moesten twee professoren aangesteld worden en thans worden verscheidene zeer belangrijke vakken onderwezen door docenten. Aan den Verbeteringsraad van het hooger onderwijs en aan de faculteiten werd de zaak voorgelegd ; zij wordt thans onderzocht.

« Doch reeds nu dient te worden gewezen op het feit, dat de mogelijke verhooging van het getal professoren geen aanleiding zou geven tot aanzienlijke nieuwe uitgaven.

Aan docenten, wier jaarwedde bijna gelijk is aan die der professoren, zou inderdaad de ontworpen maatregel ten goede komen. »

*
*
*

Een lid van de 4^e Afdeeling wenschte te vernemen, voor welk onderscheidenlijk aandeel 's Rijks hoogeschole en de vrije hoogeschole in aanmerking kwamen bij de verdeeling van het crediet voorzien bij artikel 34, betreffende de hoogeschoolbeurzen, de reisbeurzen, enz.

Wij hebben de vraag overgemaakt aan den Minister, deze antwoordde als volgt:

« Men kan onmogelijk *a priori* bepalen welke uitgave zal ten goede komen, eenerzijds, aan 's Rijks hoogeschole en, anderzijds, aan de vrije hoogeschole. Aan de wedstrijden voor de reisbeurzen kunnen deelnemen al de houders van een academisch eindexamen, onverschillig waar zij hunne studiën deden; de houders van een diploma uitgereikt door de middenjury (daarvan is in de vraag geen sprake) worden insgelijks toegelaten.

» De beurzen (14 van 8,000 frank voor de wettelijke graden, 4 van 4.000 fr. voor de wetenschappelijke graden) worden aan de verdienstelijksten toegekend. »

HOOFDSTUK VI.

Middelbaar onderwijs.

ARTIKEL 44 tot 54.

De vermeerdering bedraagt, voor dit hoofdstuk, 123,520 frank.

Zij is hoofdzakelijk het gevolg van de reglementaire weddeverhoogingen van het onderwijzend personeel.

Bij artikel 42, betreffende het toezicht op de gestichten voor middelbaar onderwijs, werd door talrijke leden de aandacht uwer Commissie gevestigd op de noodzakelijkheid, de bepalingen van toepassing op de opzieners van het middelbaar onderwijs te wijzigen.

De wet van 1 Juni 1850 op het middelbaar onderwijs stelde voor de athenæa en de middelbare scholen twee opzieners aan (art. 54) en voorzag daarbij de benoeming van een algemeen opziener (art. 38). Er waren alsdan 60 gestichten van middelbaar onderwijs van de beide graden, namelijk :

40 athenæa;

50 middelbare scholen.

In 1851 waren er in de athenæa 2,573 leerlingen en 4,990 in de middelbare scholen.

De wet van 15 Juni 1881 (art. 12) bracht het aantal opzieners van het middelbaar onderwijs op vier buiten het algemeen toezicht en onaan gezien de bijzondere opzieners (tekenen, turnen, muziek).

De athenæa en de middelbare scholen waren inderdaad in aantal gestegen. Hunne bevolking en de toeneming van het personeel vergden verdubbeling van het toezicht over de algemeene leergangen.

In 1895 werd de wet van 1881 toegepast en het aantal opzieners werd inderdaad op vier gebracht, buiten den algemeenen opziener.

Het aantal leerlingen was het volgende :

In de 20 athenæa.	5,852 leerlingen
In de 78 middelbare jongensscholen	13,428 —
In de 32 middelbare meisjesscholen	5,708 —
	24,998 leerlingen

Sedertdien zijn het aantal en de bevolking van onze scholen steeds toegenomen, het aantal klassen en leeraars ging denzelfden weg op.

De jongste optelling, in het *Staatsblad* van 17 Maart 1922 verschenen, geeft als volgt het aantal gestichten van middelbaar onderwijs aan, met hunne bevolking op 31 December 1921 :

Koninklijke athenæa	23
Athenæumafdeelingen	6
Provinciecollege	1 (Morlanwelz)
Gemeentecolleges	3
Gepatronneerde colleges.	8
Middelbare jongensscholen	84
— gemeentescholen	7
— gepatronneerde scholen	6
— meisjesscholen	41
Provincieelyceum	1 (Morlanwelz)
Middelbare gemeentescholen	9
Middelbare gepatronneerde school	1 (Turnhout)
Middelbare normaalscholen	6
Totaal.	196 gestichten

De bevolking van deze scholen die, in 1895, 24,993 leerlingen bedroeg, steeg tot 55,947; het aantal leeraars, waarover toezicht werd gehouden, is natuurlijk merkelyk gestegen.

In 1914 telden de athenæa 643 leeraars.

In 1914 telden de middelbare scholen 870 onderwijzers en regenten, 456 onderwijzeressen en regentessen.

In 1921 waren er in de athenæa 802 leeraars.

In 1921 telden de middelbare scholen 1,148 onderwijzers en regenten en 656 onderwijzeressen en regentessen.

Dat maakt eene vermeerdering van 478 eenheden in zes jaar.

De gegevens ontbreken over de gemeentecolleges en de gepatronneerde middelbare scholen, de middelbare gemeentescholen en de gepatronneerde middelbare scholen, de middelbare normaalscholen, maar men mag gerust zeggen dat het personeel van deze scholen in dezelfde mate vermeerderd werd, als in de koninklijke athenæa en de middelbare scholen van den Staat.

In die omstandigheden waren de opzieners niet meer tegen hun taak opgewassen.

Door de wet gebonden, die het aantal opzieners had vastgesteld, trok de Regeering zich voorloopig uit den slag met de opzieners te doen helpen door zaakgelastigden.

Uwe Commissie is van meening dat deze toestand dient te worden geregeld en dat de zaakgelastigden, die thans buiten de wet staan, terug onder haar beheer moeten vallen.

Zij drukt den wensch uit dat de Regeering de wijziging der wet van 1881 aanvragen zal. Zij acht eveneens dat het aantal opzieners van het middelbaar onderwijs op tien moet worden gebracht, met inbegrip van den algemeenen opziener. Acht daarvan zouden desvoorkomend worden belast met het toezicht over de letterkunde en de wetenschappen in de gestichten van het middelbaar onderwijs van de beide graden, die onder toepassing vallen der wet van 2 Juni 1830, gewijzigd door de wetten van 15 Juni 1881 en van 6 Februari 1887, en, in de normale middelbare afdelingen die het wettelijk diploma afleveren van agregaat leeraar van het middelbaar onderwijs van den lageren graad, zouden twee anderen belast zijn met het toezicht over de gestichten van den lageren graad.

Deze vermeerdering van het aantal opzieners zou geen verhooging van uitgaven na zich sleepen; want de afgevaardigden genieten dezelfde wedde als de opzieners.

* * *

Naar aanleiding van het crediet voorzien bij artikel 49, hebben talrijke leden den wensch geuit dat de Regeering den toestand van de athenæumleeraars zou verbeteren.

De wedde dezer laatsten wordt thans bij Koninklijk besluit van 15 April 1921 geregeld.

Dit besluit onderscheidt drie klassen van athenæa :

- a) de athenæa van Antwerpen, Brussel, Charleroi, Elsene, Luik, alwaar de bijwedde 2,500 frank bedraagt;
- b) het athenæum van Gent waar het casueel 1,800 frank bedraagt;
- c) de athenæa van Aarlen, Ath, Brugge, Chimay, Dinant, Hasselt, Hoei, Leuven, Mechelen, Bergen, Namen, Nijvel, Oostende, Thienen, Doornijk, Tongeren, Verviers en de afdelingen van athenæa, waar het casueel 1,000 frank bedraagt.

Dit verschillend stelsel schijnt niet te billijken; het bestaat overigens in geen anderen graad van het onderwijs.

In tal van onderwijsinrichtingen van onaanzienlijke steden zijn sommige klassen evenzoo bevolkt en soms meer dan in de groote centra.

De athenæumleeraars vragen eensgezind de afschaffing der categorieën door de gelijkstelling der categorieën B en C met categorie A.

De handhaving van deze verschillende regeling zou een niet te billijken en vernederend onderscheid huldigen onder professoren die allen dezelfde diploma's hebben en dezelfde diensten bewijzen; aldus zou het aan de groote centra's mogelijk gemaakt worden, een soort van onderwijzend personeel van hoogere waarde aan te werven ten nadeele van de onaanzienlijke athenæa, van onderwijsinstellingen die geen uitgelezen professoren zouden kunnen bekostigen en zich met beginnelingen zouden moeten tevreden stellen; aldus zou men, ten slotte, onder de gepensioneerde professoren een onderscheid

stellen, dat alsdan zelfs geen schijn meer van billijkheid hebben zou en eene schreuwende onrechtvaardigheid zou huldigen (verschil van 1,200 frank).

Tal van leden hebben den wensch uitgedrukt, dat de athenæumleeraars hunne maximum-wedde zouden bereiken na vijf en twintig jaren dienst en niet na dertig jaren, zooals thans het geval is.

Onder de bestaande regeling, zullen sommige professoren nooit het maximum bereiken, en velen zullen het niet bereiken te gelegener tijd voor de berekening van hun pensioen.

Anderzijds staan de wedden der athenæumleeraars, in algemeenen regel, lager dan die der andere ambtenaren, zoo van de universiteit als van andere instellingen.

Onlangs wees men ons op volgend geval dat veel zeggend is : een jongeling van 20 jaar treedt in de Oefenschool met den graad van onderluitenant. Sedert 1 Januari trekt hij 750 frank per maand. Welnu weet men wat zijn gewezen professor van Fransche rhetorika wint, een doctor in de wijsbegeerte en de letteren, 40 jaren oud en met zestien jaren dienst achter zich? Juist 890 fr. per maand. Is zulks niet onverklaarbaar?

En moet het dan verwonderen, dat tal van athenæumleeraars, om hunne wedde wat aan te vullen, bijzondere lessen geven, na de klassen, of les geven in private onderwijsinrichtingen?

Dergelijke toestand is ook nadeelig aan de belangen van het onderwijs zelf. Hoe wil men dat, onder dergelijke omstandigheden, zij den vereischten tijd vinden om hunne lessen voor te bereiden.

Minister Hubert heeft laatstleden jaar het pijnlijke van dezen toestand erkend en verklaard dat hij het personeel der athenæa zoo spoedig mogelijk wilde opheffen uit den ondergeschikten maatschappelijken toestand waarin het door de jongste barema's werden gebracht.

Uwe Commissie dringt er op aan, dat de belofte, door den achtbaren voorganger van den heer Nolf gedaan, zou nagekomen worden; zij oordeelt dat er dringend een eind moet gemaakt worden aan de klaarblijkelijke onrechtvaardigheid waarvan de athenæumleeraars de slachtoffers zijn, maar met inachtneming van den toestand der Staatkas, kan zij voor dit jaar alleen vragen de afschaffing van de categoriën en de toekenning van de maximum-wedde na vijf en twintig jaren dienst.

Daarover ondervraagd, antwoordde ons de Minister :

« De Regeering zal welwillend de verlangens van het onderwijzend personeel der athenæa onderzoeken, namelijk wat betreft de vaststelling van een gelijkvormig minerval en het bekomen van de maximum-wedde na vijf en twintig jaren dienst. Maar deze vraagstukken kunnen enkel opgelost worden voor zooverre de Staatsfinanciën het toelaten. »

Uwe Commissie heeft de eer U voor te stellen het crediet, voorzien, onder artikel 49, met 2 miljoen te vermeerderen.

Betreffende dit zelfde artikel, werd door sommige leden kritiek geöfend op het barema der jaarwedden van het onderwijzend personeel der middelbare scholen van den lageren graad, wier toestand even benard is als die van de athenæumleeraars.

Inderdaad, ten gevolge van de klimmende en driejaarlijksche verdeeling der verhoogingen, bevinden zich de regenten en de onderwijzers van de middelbare scholen in een staat van minderheid tegenover de onderwijzers der lagere gemeentescholen, die, in gelijk welke beduidende gemeente, eene grootere woonstvergoeding ontvangen, gaande van 1,200 tot 3,000 frank.

Onze Collegas vragen, de voordeelen van het ingediende amendement ten bate der athenæa uit te breiden tot de leden van het onderwyzend personeel der middelbare scholen op de volgende wijze :

1^o Maximum van jaarwedde na 25 jaar dienst ;

2^o Regelmatige en tweejaarlijksche verhoogingen van 400 frank voor de regenten en van 300 frank voor de onderwijzers.

Uwe Commissie is het eens met deze zienswijze en zij heeft de eer u voor te stellen het crediet, bij artikel 49 voorzien, met 800,000 frank te vermeerderen.

*
* * *

In de eerste afdeeling werd de volgende vraag gesteld :

Welke is de uitgave voorzien, onder de artikelen 49 en 50 :

a) voor de officieele scholen ;

b) voor de vrije en aangenomen scholen.

Wij hebben de vraag gesteld aan den heer Minister, die ons het volgend antwoord overmaakte :

Art. 49. — Het geheele crediet moet dienen voor de Staatsinrichtingen. Aan de vrije en aangenomen scholen wordt geen enkel crediet verleend.

Art. 50. — De toekenning van de beurzen aan de middelbare scholen van den Staat en aan de gepatroneerde middelbare scholen is niet aan bepaalde reglementen onderworpen.

In 1922 bedroeg de uitgave :

Voor de Staatsmiddelbare scholen	fr. 35,830
— gepatroneerde —	600

In 1923 zijn de ramingen der uitgaven :

Voor de Staatsmiddelbare scholen.	fr. 22,500
— gepatroneerde —	400

HOOFDSTUK VII.

Normaal onderwijs.

ARTIKELN 55 tot 72.

Dit hoofdstuk is verminderd met 285,850 frank.

Deze vermindering is het gevolg van de inkrimping der credieten voorzien bij de artikelen 57 en 58, betreffende de jaarwedden van inspecteurs van het normaal onderwijs en van het lager onderwijs. Deze twee credieten werden verminderd, het eerste met 300,000 frank, het tweede met 100,000 frank. Het crediet voorzien voor de kosten van de aannemingsjurys in de normaalscholen, werd eveneens verminderd met 140,000 frank.

In het geheel bedragen de verminderingen 563,000 frank.

Daarentegen, werd het crediet voorzien bij art. 60 en betrekking hebbende op de jaarwedden van het personeel der Staatsnormaalscholen, verhoogd met 187,000 frank; deze verhooging is het gevolg van den aangroei der schoolbevolking.

Daar het aantal onderwijzers aanwezig op de conferenties van 1923 veel aanzienlijker moet zijn dan het aantal dergenen die de conferenties van 1922 bijwoonden, werd het crediet, te dien einde op art. 66 uitgetrokken, met 90,000 frank verhoogd.

In zake art. 57, werd door talrijke leden aangemerkt dat de jaarwedden der inspecteurs van het lager onderwijs niet werden verhoogd in dezelfde verhouding als die der overige ambtenaren van het Departement van Wetenschappen en Kunsten.

Inderdaad, terwijl, sinds den wapenstilstand, de jaarwedden met 166 t. h. verhoogd werden voor de bestuurders der normaalscholen, met 196 t. h. voor de leeraars der normaalscholen, met 123 t. h. voor de inspecteurs der middelbare en normaalscholen, bedroeg die verhooging slechts 89 t. h. voor de hoofdinspecteurs van het lager onderwijs, en 100 t. h. voor de kantonnale inspecteurs van het lager onderwijs.

Tijdens het debat over de begrooting van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten voor 1922, legden verscheidene onzer collega's nadruk op dezen niet te verrechtvaardigen toestand.

Herinneren wij er aan, dat de jaarwedden der inspecteurs van het lager onderwijs thans geregeld zijn door artikel 18 van het Koninklijk besluit dd. 25 September 1920, tot algemeene regeling der inspectie:

De wedderooster is als volgt :

Hoofdopziener :

1 ^e klasse . . .	fr. 14,200	
2 ^e — . . .	12,200	12,800
3 ^e — . . .	11,000	11,600

Kantonnale opzieners :

1 ^e klasse . . .	10,600	11,000
2 ^e — . . .	9,800	10,200
3 ^e — . . .	9,000	9,400

Toegevoegde opzieners :

1 ^e klasse . . .	9,600	10,000
2 ^e — . . .	8,800	9,200
3 ^e — . . .	8,000	8,400

Groot maximum voor de kantonnale inspecteurs, na vijf jaar de maximumwedde te hebben genoten : 11.600 frank.

Groot maximum voor de toegevoegde inspecteurs, in dezelfde voorwaarden : 10.500 frank.

De heer Minister Hubert noodigde, in den loop van Mei 1922, het Bestuur uit, een ontwerp van nieuw barema te bestudeeren, waarbij de inspecteurs van

het lager onderwijs op de weddeladder de plaats zouden erlangen welke zij, ten opzichte van het personeel der Rijksnormaalscholen, vóór den oorlog bekleedden. Het nieuwe barema mocht, daarenboven, vergoedingen voorzien wegens bijzondere diploma's, ten bate van de inspecteurs, zooals dit was gedaan geworden voor de leden van het onderwijzend personeel, krachtens artikel 34 der wet tot inrichting van het lager onderwijs.

Het ontwerp door het Bestuur opgemaakt voldeed aan deze beide wenschen. Het werd goedgekeurd door den heer Minister Hubert en aan den Minister van Financiën onderworpen. De nieuwe uitgaven wegens dit nieuw barema werd geraamd op ongeveer 400,000 frank.

De grondslagen van het ontwerp waren als volgt :

a) *Hoofdopziener* :

Aanvangswedde : 12,000 frank (verhooging van 1,000 frank op het huidige barema).

Tweejaarlijksche verhoogingen van 800 frank.

b) *Kantonnale opzieners* :

Aanvangswedde : 10,000 frank (idem).

Tweejaarlijksche verhoogingen van 500 frank.

c) *Toegevoegde opzieners* :

Aanvangswedde : 9,000 frank (idem).

Tweejaarlijksche verhoogingen van 500 frank.

Het Departement van Financiën wees dit voorstel van der hand. De redenen waren, eenerzijds, den benarden toestand der Schatkist, en, anderzijds, dat de inspecteurs aanzienlijke vergoedingen ontvangen voor reis- en verblijfkosten (art. 20 van het K. b. d. d. 25 September 1920).

* * *

Toen er, in September 1922, sprake was van het algemeen reglement van de inspectie der lagere scholen te herzien, stond het Bestuur, dat een weigering opgelopen had vanwege het Departement van Financiën, voor de onmogelijkheid om de quaestie van de weddeverhoging der inspecteurs op het voorplan te brengen. Er werd derhalve beslist voorloopig het huidige barema te behouden, evenals het beloop der reis- en verblijfsvergoedingen toegekend door art. 20 van het K. b. dd. 25 September 1920.

Tegen dit nieuw ontwerp van reglement, werd door het Departement van Financiën opgeworpen, het beloop der reis- en verblijfkosten die het wenschte in te krimpen. Het Departement van Financiën vergeleek dezelve, namelijk, met de gelijkaardige vergoedingen die betaald worden aan de verificateurs der belastingen.

De bewijsvoering van het Departement van Financiën houdt geen steek : eensdeels, weigert het de jaarwedde te verhoogen, steunende op het hooge beloop der reis- en verblijfkosten, en, anderdeels, wil het diezelfde reis- en verblijfkosten verminderen, zonder te spreken van de eventueele verhoging der jaarwedden.

* * *

Anderzijds hebben de kantonnale opzieners dringend gevraagd dat het Beheer, bij het berekenen van hunne jaarwedde, in zekere mate rekening houden zou met de dienstjaren vóór hunne benoeming als opziener, zooals dit geschiedde voor de toegevoegde opzieners.

Voor deze laatsten werd er gehandeld als volgt :

De toegevoegde opzieners met dertig jaren dienst en meer werden in de eerste klisse opgenomen (9,500).

De toegevoegde opzieners met twintig tot dertig jaren dienst werden in de tweede klasse opgenomen (8,800).

De toegevoegde opzieners met minder dan twintig jaren dienst werden in de derde klasse opgenomen (8,000).

Een voorstel, waarbij in dien zin voldoening werd gegeven aan de kantonnale opzieners, werd door het Bestuur voorgelegd aan den Minister; deze heeft nu beslist dat men zou moeten nagaan tot welke uitgave die maatregel zou aanleiding geven.

Uwe Commissie drukt den wensch uit dat het Bestuur :

a) De wedde der opzieners verhoogde in de mate aangewezen door het ontwerp dat aan het Departement van Financiën is voorgelegd ;

b) De wedde der kantonnale opzieners zou bepalen met inachtneming van hunne jaren dienst vóór hunne benoeming, zooals dit geschiedde voor de toegevoegde opzieners.

Deze hervorming kan ingevoerd worden mits eene verhooging van crediet van 500,000 frank.

Wij hebben de eer, U voor te stellen, in die mate het crediet te verhoogen, dat in artikel 53 is uitgetrokken.

Eigenlijk vragen de opzieners van het lager onderwijs slechts de toepassing van het gemeene recht.

*
* * *

Betreffende artikel 67, in zake de jaarwedde van het onderwijzend personeel der aangenomen normaalscholen (provinciale, gemeentelijke of private) werd door sommige leden den wensch geuit, dat de Regeering op de Begroting de noodige credieten zou brengen voor de volledige uitvoering der wet op het lager onderwijs.

Men weet dat het lager normaalonderwijs wordt gegeven in :

de private normaalscholen, ten getale van 34 ;

de aangenomen provinciale en gemeentelijke normaalscholen, ten getale van 11 ;

de Rijksnormaalscholen, ten getale van 16.

De leeraars van de aangenomen private normaalscholen hebben een lagere jaarwedde dan de lagere onderwijzers, en hun pensioen bereikt niet de $\frac{3}{5}$ van dat der gemeenteonderwijzers, bijaldien de thans geldende grondslagen behouden worden.

Het is zonderling en schijubaar ongerijmd, dat de afhoudingen van hunne jaarwedde ten bate van de weduwe- en weezenkas nochtans berekend wordt op de officieele jaarwedde die zij zouden bekomen, indien zij dezelfde betrekkingen in de Rijksnormaalscholen vervulden.

Hieronder geven wij een samenvattende tabel der jaarwedden door den Staat uitbetaald aan het personeel der aangenomen normaalscholen :

Huidig barema der jaarwedden door den Staat verleend aan het onderwijzend en besturend personeel der Normaalscholen en aan hun ondergeschikt personeel.

Betrekkingen.	Rijksnormaal- scholen.		Aangenomen normaal- scholen. Leekenpersoneel.	
	minimum	maximum	minimum	maximum
Bestuurders	11,000	16,000	<u>4,800</u>	<u>8,200</u>
Leeraars	7,400	14,800	<u>4,800</u>	<u>8,200</u>
Economen	7,400	12,000	néant	néant
Studiemeesters	5,900	9,600	néant	néant
Bijzondere meesters	4,100	6,800	néant	néant
Geneesheeren	3,200	4,200	néant	néant
Onderwijzers.	6,400	10,600	<u>4,800</u>	<u>8,200</u>
Huisbewaarders	<u>3,400</u>	<u>6,300</u>	néant	néant
Vuuraanmakers	<u>3,400</u>	<u>6,300</u>	néant	néant
Boden	<u>3,400</u>	<u>6,300</u>	néant	néant

De jaarwedde aan de leeraars verleend is de eenige vorm onder welken de Staat toelagen verleent aan de aangenomen normaalscholen.

De Staat heeft aanzienlijke uitgaven gedaan gedurende de jaren 1919, 1920, 1921, 1922, ten bate van de Rijksnormaalscholen :

1. Voor het bouwen of het aankopen van gebouwen; eventueel voor het huren van vaste goederen;

2° Voor het aankopen of het huren van bouwterreinen of om dezelve op eenige wijze ter beschikking van deze inrichtingen te stellen ;

3° Voor het onderhouden of verbeteren van hunne gebouwen, lokalen en tuinen ;

4° Voor de bemeubeling der lokalen, van welken aard die ook zijn, benut-
tigd door de bestuurders, leeraars, leerlingen, ondergeschikte bedienden
dezer scholen ;

5° Voor de didactische uitrusting : bibliotheken, chemische laboratoria,
natuurkundige kabinetten, schoolwandelingen, onderscheidene leer-
mid-
delen.

Gedurende denzelfden termijn en voor dezelfde doeleinden, werd geen enkele toelage aan de aangenomen vrije normaalscholen verleend.

Welnu, terwijl de Staatsnormaalscholen slechts 1,466 leerlingen tellen — cijfer van verleden jaar —, tellen de aangenomen vrije normaalscholen er 6,183.

Het dient te worden gezegd dat het programma van de aangenomen normaalscholen al de vakken omvat, die op het programma van 's Rijks

normaalscholen voorkomen, en dat op beide toezicht wordt uitgeoefend door dezelfde opzieners.

Talrijke leden waren van meening dat men een zoo onrechtvaardig verschil onmogelijk langer kon in stand houden.

Bij de behandeling van de vorige begrooting, had een onzer medeleden, na te hebben bevestigd dat de aangenomen private normaalscholen zich aan het toezicht van den Staat onderwierpen, het voorstel gedaan, — dat door iedereen werd bijgetreden, — om op de begrooting voor 1923 de noodige credieten uit te trekken tot de volledige uitvoering der wet op het lager onderwijs. Zijn voorstel werd eenparig aangenomen; desondanks is de zaak nog niet geregeld.

Andere leden voegden er bij, dat de Staat elk jaar, dank zij het bestaan van de aangenomen private normaalscholen, eene bezuiniging doet welke meer dan 12 miljoen frank bedraagt.

Eenparig heeft uwe Commissie den wensch uitgedrukt : dat van af 1 April 1923 de jaarwedden der bestuurders en leeraars van de aangenomen private lagere normaalscholen voor onderwijzers of voor onderwijzeressen, die in de voorwaarden, onder dewelke deze wedden thans door den Staat worden betaald, verkeerden of zullen verkeerden, en de jaarwedden der onderwijzers en onderwijzeressen van de lagere oefenscholen aan deze inrichtingen toegevoegd, berekend worden volgens de grondslagen vastgesteld in de artikelen : 1, 2, 3, 5, 13, 16, 18, 19, 20, 22, 23 en 25 van het Koninklijk besluit van 4 Juni 1921, dat de jaarwedden bepaalt van het personeel der Staatsnormaalscholen evenals van de daaraan toegevoegde oefenscholen; dat hun pensioen berekend worde op dezelfde wijze als dit van het personeel der lagere normaalscholen van den Staat en der daaraan toegevoegde oefenscholen. De leeftijd voor de pensionneering is dezelfde als deze die werd bepaald voor de leeraars en onderwijzers der gelijkaardige Staatsinstituten.

Dienvolgens, heeft uwe Commissie de eer u voor te stellen de credieten voorzien bij artikel 67 te verhoogen met 950,000 frank.

*
* *

In de eerste afdeeling vroeg een lid :

Welke is de uitgave gedaan, onder de artikelen 74, 79, 80, 82 en 83 :

a) voor de officieele scholen ?

b) voor de aangenomen en de vrije scholen ?

Daarover ondervraagd heeft de Regeering ons navolgende inlichtingen verschaft :

Art. 74 — Aflevering van bewijsschriften van lagere studiën. Dit crediet dient uitsluitend voor de kosten van de jury's ingesteld voor de examens vereischt voor het afleveren van het certificaat van lagere studiën. Voor al de lagere gemeentescholen, aangenomen en gesubsidieerde private scholen. (Koninklijk besluit van 30 Juni 1922, *Staatsblad* van 6 Juli 1922).

Om die reden is het onmogelijk de cijfers van uitgaven te geven voor de scholen met verschillend karakter.

Art. 79. — Kosten van tusschentijdige onderwijzers.

De kosten daarvan worden betaald, hetzij door de gemeenten, hetzij door de besturen der gesubsidieerde private scholen. De Staat betaalt zijn aandeel op staten van voorstellen voor de inspecteurs opgemaakt.

Voor de gemeentescholen en de aangenomen scholen wordt de betaling gedaan ten voordeele van de gemeente, *in globo*, zonder onderscheid tusschen elke van deze twee categorieën van scholen.

Het is dus stoffelijk onmogelijk deze twee uitgaven aan te duiden.

In de eerste afdeeling heeft een lid gevraagd :

Welke is de uitgave gedaan onder de artikelen 57, 60, 61, 62, 64, 65, 67 ?

a) voor de officieele scholen ?

b) voor de vrije en aangenomen scholen ?

Daarover ondervraagd heeft de Minister ons de volgende nota overhandigd :

Art. 57. — Het aangegeven crediet is bestemd voor de betaling der traktementen van de inspecteurs door den Staat benoemd en belast met het toezicht over al de scholen.

Art. 60. — Betreft alleen de Staatsnormaalscholen : 3,822,000 frank.

Art. 61. — „ „ „ 1,100,000 „

Art. 62. — „ „ „ 700,000 „

Art. 67. — Betreft uitsluitend de aangenomen normaalscholen 3,200,000 frank.

Art. 65. — Studiebeurzen voor de	{ van den Staat. . . fr.	385,000
leerlingen der normaalscholen . . .	{ aangenomen	1,615,000

Art. 62. — Normaalteergangen, enz.	{ van den Staat. . . .	605,000
	{ aangenomen	150,000

Fr. 735,000

Daar het de credieten geldt voor 1923, zijn de opgegeven cijfers voor de artikelen 62 en 65 enkel ramingen afzonderlijk voor de gemeentescholen en voor de aangenomen scholen. Wat betreft de aanneembare scholen, bedroeg de uitgave gedaan in 1921, het laatst gekend jaar, fr. 240,846.35.

Men schat op 275,000 frank het gedeelte van het crediet van 1923 om de uitgaven te dekken voor deze laatste categorie scholen.

Art. 80. — Beschikbaarstelling. — De Staat komt niet tusschen in de jaarwedden van beschikbaarstelling van de onderwijzers der aanneembare scholen.

Men schat op 640,000 frank het aandeel van het crediet voor den dienst der gemeentescholen en op 25,000 frank het aandeel voor den dienst der aangenomen scholen.

Art. 82. — Toelage aan de adulten-scholen en aan de kinderkribben. — Men schat voor 1923 de uitgave op :

880,000 frank voor de adulten-scholen en de kinderkribben van de gemeenten.

20,000 frank voor de aangenomen adulten-scholen.

400,000 frank voor de private adulten-scholen en kribben.

1,300,000 frank.

Er zijn geen aangenomen kinderkribben.

Art. 85. — Kleedingswerken, enz. — Het crediet werd voor de eerste maal uitgetrokken op de Begrooting van 1921. Het bedroeg 200,000 frank.

Navolgende toelagen werden verleend :

Gemeentelijke Werken voor gemeentescholen, eene toelage. . fr.	14,839
Private Werken voor gemeentescholen, drie toelagen.	23,108
Private Werken voor vrije scholen, zestien toelagen	13,037
	fr. 51,034

De aanvragen voor 1922 waren wat talrijker ; de verdeeling der toelagen werd nog niet gedaan, vermits zulks slechts mogelijk is bij het sluiten van het jaar. Alvorens tot die verdeeling over te gaan, moeten de begrotingen voor 1923 en de rekeningen van 1922 aan het Departement worden onderworpen. Vooralsnog is het niet mogelijk de instellingen te kennen, die de toelagen voor 1923 zullen aanvragen.

HOOFDSTUK VIII.

Lager onderwijs.

ARTIKELN 73 TOT 85.

Op dit hoofdstuk is eene vermeerdering van 8.105.000 frank gebracht. De Regeering staat deze vermeerdering op de volgende gronden :

1^o De gebeurlijke verhooging van het getal klassen (ongeveer 1000), voor dewelke men eene uitgave van 6.000 frank per klas moet voorzien ;

2^o Een nieuwen vervattermijn recht gevend op weddeverhooging, hetzij 200 frank voor de wereldlijke onderwijzers en 100 frank voor de geestelijke onderwijzers. Deze uitgave wordt op ongeveer 3,000,000 frank geraamd.

Bij artikel 78 wordt een crediet van 100,000 frank voorzien voor het bouwen, aankopen, verbeteren en meubileren der schoolhuizen; kosten van toezicht en contrôle, kosten van meubel-fabriek en modelplannen, inrichting van tentoonstellingen van schoolmobiliair.

Uwe Commissie was van gevoelen, dat dit crediet ontoereikend was.

*
* * *

Tal van leden hebben den wensch uitgedrukt het getal schooldagen te wijzigen, volgens het voorstel dat onze collega, de heer Buyt, bij de Kamer heeft ingediend.

Krachtens artikel 7 der wet van 19 Mei 1914, moesten in de scholen, aan het Staatstoezicht onderworpen, minstens 235 dagen aan het onderwijs worden gewijd ; vermits de wekelijksche halve verlofdagen als schooldagen worden aangerekend, moest de school dus vier honderd dertig halve dagen open blijven.

De wet van 14 Augustus 1920 heeft den duur van den werktijd der onderwijzers vermeerderd en het voorgaande getal vervangen door vier honderd zestig halve schooldagen.

Practischerwijs is het in de steden en de aanzienlijke stedelijke gemeenten gebleken, dat men onmogelijk het schoolwerk op vier honderd zestig halve dagen brengen kon zonder op merkelijke wijze het verlof in te krimpen, dat de leden van het onderwijzend personeel sedert tal van jaren genieten.

Uwe Commissie is van gevoelen, dat het niet billijk wezen zou, aan de onderwijzers dezer gemeenten dit verworven recht te ontfeggen.

Andere leden deden nog opmerken dat, in de inrichtingen van het Middelbaar Staatsonderwijs, het verlof van langeren duur was dan in de lagere scholen der steden en der aanzienlijke gemeenten.

Anderen drukten den wensch uit, dat de zomervacantie ten minste op één maand zou bepaald worden; in vele gemeenten van het land zijn de vacaties niet langer; overigens, de woorden « ten minste ééne maand » laten aan de schooloverheid, de gemeenten en de schoolbesturen toe de zomervacantie te verlengen.

Uwe Commissie uit den wensch, dat de Regeering, bij Ministerieel rondschrijven, de gemeenten en de schoolbesturen zou uitnoodigen van zich te verstaan en, zoo noodig, met het bestuur van 's Rijks middelbare scholen, om in dezelfde agglomeratie het hernemen der klassen op een zelfden datum te bepalen.

Overigens, het gebeurt herhaaldelijk dat leeraars van het middelbaar onderwijs belast zijn met leergangen in den vierden graad der lagere scholen.

Om deze wenschen te gemoet te komen, zou het volstaan het eerste lid van artikel 7 der wet op het lager onderwijs te doen luiden als volgt :

« In de aan Staatstoezicht onderworpen scholen dienen ten minste » vierhonderd vijftig (450) halve schooldagen aan het onderwijs te worden » besteed.

» De vacantiетijden zijn vastgesteld op : tien dagen met Kerstmis, de » feestdagen er bij begrepen, twee weken met Paschen en ééne maand ten » minste in den Zomer. »

HOOFDSTUK IX.

Schoone Kunsten en Letteren.

ARTIKELN 86 TOT 138.

De credieten onder dit hoofdstuk werden vermeerderd met 394,122 frank.

Artikel 87 voorziet een crediet van 100,000 frank tot dekking van de kosten der tentoonstelling van de beeldende kunsten welke, in 1923, te Brussel zal gehouden worden.

Het crediet onder artikel 88 wordt vermeerderd met 46,885 frank, wegens de reglementaire weddeverhoogingen van het personeel van het Hooger Instituut en der Academie van Antwerpen.

De artikelen 89 en 90 voorzien een crediet van 60,000 frank voor de inrichting van een Hooger Instituut der Beeldende Kunsten.

Het crediet, voorzien onder artikel 136, voor het aankopen van boeken bestemd voor de openbare boekerijen, wordt verhoogd met 283,614 frank.

Eindelijk, gaan de toelagen voor naschoolsche werken (art. 138) over van 100.000 frank tot 200,000 frank.

De Regeering billijkt deze verhooging wegens :

a) de aanzienlijke hoeveelheid van kringen die aan de vereischten voldoen om een aandeel in deze toelagen te ontvangen ;

b) de noodzakelijkheid, het aantal dezer nog te vergrooten in sommige gewesten die, in dit opzicht, zeer achteruit staan.

Over de artikelen 102 en 103, met betrekking tot het kasteel van Gaesbeek, hebben sommige leden den wensch uitgedrukt te vernemen waarvoor de gift van 200,000 frank, geschonken door Markies de Visconti, wordt bestemd en welke de jaarwedde is van den Conservator.

De Minister heeft ons het volgend antwoord doen geworden :

De jaarwedde van den conservator van het domein van Gaesbeek is 12,500 frank. De belanghebbende trekt bovendien, als oud-geattacheerde bij het Kabinet, eene vergoeding van 3,000 frank, die normaal gemaakt wordt naar gelang de latere verhoogingen.

Overeenkomstig de voorwaarden van de akte van schenking (6^o), moet de som van twee honderd duizend frank, die bij de schenking behoorde, geheel gebruikt worden voor het onderhoud van het domein en van de kunstvoorwerpen.

Het kapitaal, dat de schenking van Gaesbeek vormt, werd gestort in de Schatkist, met inschrijving van het jaarlijksch inkomen op de begrooting der ontvangsten en uitgaven voor order.

Tweede afdeeling. — Uitzonderlijke uitgaven.

HOOFDSTUK XI.

Verschillende diensten.

ARTIKELN 141 tot 152.

Dit hoofdstuk is in vermindering met 10,598,400 frank.

Het is echter maar eene vermindering in schijn ; de credieten voorzien onder de artikelen 141 en 142 en welke betreffen het bouwen en het bemeubelen van de lokalen, bestemd voor het lager onderwijs en het middelbaar onderwijs, zijn slechts voorloopige credieten.

De Regeering verklaart in hare toelichting, dat hare ramingen voor het crediet van artikel 142 b. v. « eer beneden de werkelijkheid zijn ».

* * *

Onder voorbehoud van de hooger voorgebrachte opmerkingen, heeft uwe Commissie de eer u voor te stellen het begrootingsontwerp met de daaraan toegevoegde amendementen goed te keuren.

De Verslaggever,

TH. GOLLIER.

De Voorzitter,

BRUNET.

(62)

ANNEXE AU N° 159

**Rapport sur le Budget des Sciences
et des Arts.**

**AMENDEMENTS PROPOSÉS
PAR LA COMMISSION.**

ART. 49.

Litt. a des développements.
(ATHÉNÉES ROYAUX.)

**Augmenter le crédit de
2,000,000 de francs.**

Litt. b des développements.
(ÉCOLES MOYENNES.)

**Augmenter le crédit de
800,000 francs.**

**Porter en conséquence le
crédit de l'article 49 à . . .**
. fr. 23,092,168 »

ART. 53.

**Augmenter le crédit de
500,000 francs et le porter
en conséquence à**
. fr. 540,000 »

ART. 67.

**Augmenter le crédit de
950,000 francs et le porter
en conséquence à**
. fr. 4,150,000 »

BIJLAGE VAN N° 159.

**Verslag over de Begrooting
van Wetenschappen en Kunsten.**

**AMENDEMENTEN VOORGESTELD
DOOR DE COMMISSIE.**

ART. 49.

Litt. a der uiteenzetting.
(KONINKLIJKE ATHENÆA.)

**Het crediet te verhoogen met
2,000,000 frank.**

Litt. b der uiteenzetting.
(MIDDELBARE SCHOLEN.)

**Het crediet te verhoogen met
800,000 frank.**

**Bijgevolg, het crediet van,
artikel 49 te brengen tot op**
. fr. 23,092,168 »

ART. 53.

**Het crediet te verhoogen met
500,000 frank en het bijge-
volg te brengen tot op**
. fr. 540,000 »

ART. 67.

**Het crediet te verhoogen
met 950,000 frank en het
bijgevolg te brengen tot op**
. fr. 4,150,000 »